

POLINDEX 2025

NOTE RESIDENTS ETRANGERS

Dr. Agnes DARABOS
Pr. Dr. Philippe POIRIER

Chaire de recherche en études parlementaires

Université du Luxembourg
11, Porte des Sciences
L-4366 Esch-Belval

demos@uni.lu





La présente note ne reflète pas les points de vue de la Chambre des Députés du Luxembourg et de ses membres.

Toutes interprétations et opinions exprimées sont celles des auteurs, à savoir le titulaire de la Chaire, Pr. Dr. Philippe Poirier et les chercheurs permanents et associés à celle-ci, tous engagés à l'Université du Luxembourg.

L'Université du Luxembourg, le titulaire de la Chaire de recherche en études parlementaires et les chercheurs associés à celle-ci, en vertu de l'article 19 sur la Liberté académique de la Loi ayant pour objet l'organisation de l'Université du Luxembourg, votée le 13 juin 2018, procèdent à la diffusion et à la reproduction des connaissances et des résultats obtenus dans le cadre de travaux dans des ouvrages universitaires, des revues scientifiques et des notes de recherche.

L'Université du Luxembourg, le titulaire de la Chaire de recherche en études parlementaires et les chercheurs associés à celle-ci sont soumis au Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données.

Dans cette note de recherche, les commentaires rapportés à chacun des graphiques présentés ont été rédigés par les chercheurs, et/ou dictés directement à travers l'Intelligence artificielle. Les scripts initiaux ont été parfois améliorés d'un point de vue grammatical par l'Intelligence artificielle et chacun des commentaires a été de nouveau vérifiés et amendés par rapport aux scripts initiaux par les chercheurs, si besoin par une nouvelle réécriture.

L'usage de l'intelligence artificielle de cette note de recherche respecte les lignes de conduite et les recommandations définies par l'Université du Luxembourg en 2025 en la matière.

[L'ensemble des tableaux ont été préparés en collaboration avec Antonella DI PASQUALE Chargé d'études Senior/ Responsable de MyPanel - ILRES](#)

Polindex 2025 a fait l'objet d'une déclaration en juin 2025 auprès de l'Autorité luxembourgeoise indépendante de l'audiovisuel conformément à la [Loi du 14 décembre 2015 relative aux sondages d'opinion politique](#).

Résumé : La note de recherche résidents étrangers Polindex 2025 brosse un portrait détaillé de l'état d'esprit, des valeurs, des préoccupations et des perceptions politiques des étrangers habitant au Grand-duché. Ils partagent avec les Luxembourgeois les bénéfices de l'économie d'abondance, ce qui renforce leur attachement au pays. Leurs valeurs demeurent dominées par des priorités matérialistes (croissance, ordre, lutte contre la hausse des prix, etc.). Politiquement, ils manifestent une forte volonté d'intégration et de participation démocratique (référendums, consultations ou l'élargissement du droit de vote), mais leur rapport au système politique national reste distancié. Ce paradoxe, désir de participation mais faiblesse du lien partisan et institutionnel, illustre l'un des défis majeurs pour la démocratie luxembourgeoise : passer de la communauté économique de destin à une communauté politique de décision.

Table des matières

I.	Introduction	8
1.	Le contexte de l'étude.....	8
2.	Cadre théorique	8
3.	Opérationnalisation.....	9
II.	État général des résidents étrangers	12
4.	État d'esprit et niveau de vie.....	12
5.	Situation économique	16
III.	Positionnements idéologiques.....	22
6.	Le spectre politique perçu au Luxembourg	22
7.	Perceptions du public à l'égard du Gouvernement	23
8.	Les défis les plus urgents du Luxembourg.....	26
IV.	Confiance du public et perceptions de la politique	31
9.	Intérêt pour la politique et confiance dans les institutions	31
10.	Source et langue de l'information politique	35
11.	Perception des politiciens et de la représentation.....	38
V.	Statut de la démocratie	42
12.	Approbation de la démocratie	42
13.	Le sens et la pratique de la citoyenneté au Luxembourg	43
14.	Satisfaction démocratique	45
15.	Insatisfaction démocratique	46
16.	Moyens d'améliorer le fonctionnement démocratique.....	49
VI.	Appartenance sociale et identité des étrangers.....	54
17.	La construction et la perception de l'identité par les résidents étrangers.....	54
18.	La relation entre les citoyens et les étrangers.....	61
VII.	Positions géopolitiques	65
19.	La guerre en Ukraine	65
20.	Réélection de Donald Trump	66
21.	Soutien à la Palestine	67
	Conclusion	70



Table des illustrations

Figure 1 Etat d'esprit des résidents étrangers	13
Figure 2 Sentiment par rapport au niveau de vie actuel des résidents étrangers	14
Figure 3 Autonomie du sujet dans la société selon les résidents étrangers.....	15
Figure 4 Situation économique par rapport à l'année dernière selon les résidents étrangers	16
Figure 5 Situation économique dans les 12 mois à venir selon les résidents étrangers ...	17
Figure 6 Satisfaction de la vie menée actuellement selon les résidents étrangers.....	18
Figure 7 Comparaison de la vie menée avec celle des parents selon les résidents étrangers	18
Figure 8 Appréciation du niveau de vie des enfants dans le futur selon les résidents étrangers	19
Figure 9 Préférence nationale au travail en cas de crise économique selon les résidents étrangers	20
Figure 10 Modalités de financement des retraites selon les résidents étrangers.....	21
Figure 11 Auto-positionnement sur l'échelle gauche/droite des résidents étrangers.....	22
Figure 12 Positionnement des partis sur une échelle gauche/droite selon les résidents étrangers	23
Figure 13 Avis sur les politiques menées par le Gouvernement selon les résidents étrangers	24
Figure 14 Capacité du Gouvernement en matière de logement selon les résidents étrangers	25
Figure 15 Capacité du Gouvernement en matière de réduction des différences de revenus selon les résidents étrangers.....	25
Figure 16 Problèmes les plus importants que le Luxembourg doit affronter selon les citoyens luxembourgeois	27
Figure 17 Problèmes les plus importants que le Luxembourg doit affronter selon les résidents étrangers.....	28
Figure 18 Problème le plus important que le Luxembourg doit affronter (top 10) selon les résidents étrangers.....	29
Figure 19 Parti qui parvient le mieux à résoudre les problèmes les plus importants du Luxembourg selon les résidents étrangers	30
Figure 20 Intérêt pour la politique selon les résidents étrangers.....	31
Figure 21 Sentiments éprouvés lorsque l'on pense à la Politique selon les résidents étrangers	32
Figure 22 Confiance dans les différentes instances et institutions des citoyens luxembourgeois	33
Figure 23 Confiance dans les différentes instances et institutions des résidents étrangers	34
Figure 24 Source d'information politique principale selon les citoyens luxembourgeois...	35
Figure 25 Source d'information politique principale selon les résidents étrangers	36
Figure 26 Langue préférée pour collecter des informations politiques selon les citoyens luxembourgeois	37
Figure 27 Langue préférée pour collecter des informations politiques selon les résidents étrangers	37

Figure 28 Responsables politiques et prise en compte des préoccupations des résidents étrangers	38
Figure 29 Etrangers et recours au référendum au Luxembourg	39
Figure 30 Appréciation des responsables politiques par les étrangers au Luxembourg ...	40
Figure 31 Appréciation du système démocratique selon les résidents étrangers	43
Figure 32 Définition de la citoyenneté selon les résidents étrangers	44
Figure 33 Niveau de satisfaction sur le fonctionnement de la démocratie selon les résidents étrangers	46
Figure 34 Raisons de l'insatisfaction dans le fonctionnement de la démocratie selon les résidents étrangers	47
Figure 35 Appréciation de l'expertise en politique selon les résidents étrangers.....	48
Figure 36 Appréciation du leader charismatique en politique selon les résidents étrangers	48
Figure 37 Mesures pour améliorer la démocratie selon les résidents étrangers.....	50
Figure 38 Innovations pour améliorer la démocratie selon les résidents étrangers	51
Figure 39 Etat de l'opinion sur les trois questions référendaires de 2015 selon les citoyens luxembourgeois	52
Figure 40 Etat de l'opinion sur les trois questions référendaires de 2015 selon les résidents étrangers	52
Figure 41 Importance des systèmes d'identification sociale (famille, amis et relations, travail, etc.) selon les résidents étrangers.....	55
Figure 42 Degré d'attachement suivant les territoires et les niveaux de gouvernance selon les résidents étrangers	56
Figure 43 Définition de l'identité luxembourgeoise selon les résidents étrangers.....	57
Figure 44 Langues participant de l'identité luxembourgeoise selon les résidents étrangers	58
Figure 45 Appréciation de l'état de la jeunesse au Luxembourg selon les résidents étrangers	59
Figure 46 Opportunités économiques & sentiment d'appartenance au Luxembourg selon les résidents étrangers.....	60
Figure 47 Système politique et la prise en compte des attentes des étrangers résidant au Luxembourg selon les résidents étrangers.....	61
Figure 48 Appréciation sur les étrangers résidant et leur apport à l'économie grand-ducale selon les résidents étrangers.....	62
Figure 49 Appréciation sur les frontaliers et leur apport à l'économie grand-ducale selon les résidents étrangers.....	63
Figure 50 Impact des étrangers sur la vie culturelle à Luxembourg selon les résidents étrangers	63
Figure 51 Impact des frontaliers sur la vie culturelle à Luxembourg selon les résidents étrangers	64
Figure 52 Degré d'inquiétude face à la guerre en Ukraine des résidents étrangers	65
Figure 53 Appréciation de la nouvelle présidence de Donald Trump par les résidents étrangers	67
Figure 54 Appréciation de la situation au Proche-Orient par les résidents étrangers	68
Figure 55 Appréciation de l'augmentation du budget de la défense par le Gouvernement selon les résidents étrangers.....	69

Figure 56 Objectifs à atteindre les plus importants au Luxembourg selon les résidents étrangers	70
Figure 57 Objectifs à atteindre les plus importants au Luxembourg selon les citoyens luxembourgeois	71
Figure 58 Sentiments vis-à-vis de la cohésion sociale (jeunes, personnes âgées, malades ou handicapés, etc.) selon les résidents étrangers.....	72

I. Introduction

1. Le contexte de l'étude

L'Observatoire du Politique (POLINDEX) est une étude sociopolitique réalisée par la [Chaire de recherche en études parlementaires](#) de l'Université du Luxembourg, à la demande de la [Chambre des Députés du Luxembourg](#). Son objectif est d'établir l'état politique et social du Luxembourg, sur la base d'une enquête annuelle réalisée par la société [ILRES S.A.](#), dans une perspective comparative avec d'autres démocraties européennes (Allemagne, France, Italie et Royaume-Uni).

POLINDEX vise à rendre compte, sur une base annuelle, non partisane et scientifique, des transformations possibles des valeurs individuelles et collectives (et de leurs conséquences en termes de cohésion sociale et de légitimité politique) des citoyens luxembourgeois et des résidents étrangers au Grand-Duché de Luxembourg. L'objectif est d'obtenir des résultats de recherche sur les rapports à la démocratie, aux institutions et aux organisations de la société civile, et de constituer une base de données socioculturelles, socio-économiques et sociopolitiques sur les déterminants du vote, des comportements politiques et des représentations sociales, afin d'améliorer la prise de décision au Luxembourg et en Europe.

Le questionnaire est administré en allemand, anglais, français et luxembourgeois. La version « maître » en français est téléchargeable sur le site de l'Autorité luxembourgeoise indépendante de l'audiovisuel.

2. Cadre théorique

Le questionnaire a été construit selon trois modèles théoriques fondamentaux en sociologie politique : a) L'étude des clivages selon le modèle du politologue américain Seymour M. LIPSET et du politologue norvégien Stein ROKKAN¹ ; b) L'individuation selon le modèle du psychologue analytique suisse Carl Gustav JUNG² ; c) La relation matérialiste/post-matérialiste selon le modèle du sociologue américain Ronald INGLEHART³.

Plus précisément, des clivages sur les valeurs de différente nature diviseraient les sociétés occidentales et auraient fondé les systèmes politiques des démocraties européennes. Des clivages s'articuleraient sur le rapport du politique à la religion et son corollaire, la laïcité ; sur le rapport d'un « Centre » culturel, décisionnel et économique à ses « périphéries » sur une base à la fois sociale et territoriale ; sur le rapport du travail à la propriété et aux conditions de la production ; sur le rapport de l'urbanité et de ses sociétés industrielles, de services et de consommation à la ruralité et ses pratiques et ses représentations sociales sur la communauté, sur la production et la nature.

¹ LIPSET, Seymour Martin et ROKKAN, Stein (ed.). *Party systems and voter alignments: Cross-national perspectives*. New York: Free Press, 1967.

² JUNG, Carl G. *Man, and his symbols*. Bantam, 2012.

³ INGLEHART, Ronald. *The silent revolution: Changing values and political styles among Western publics*. Princeton University Press, 2015.



Qui plus est avec le développement économique, des individus accorderaient moins d'importance à la sécurité matérielle et adopteraient progressivement des valeurs qui mettent l'accent sur le sentiment d'appartenance, l'autonomie individuelle et l'expression de soi. Ces valeurs dites « post-matérialistes » se diffuseraient avec le renouvellement des générations, en partant du principe que la structure de base de la personnalité tend à se cristalliser dans la jeunesse et à peu évoluer par la suite. Les individus nés et vivant dans une société d'abondance adhèreraient aux valeurs « post-matérialistes » et finiraient par cohabiter avec des générations souvent plus âgées, animées quant à elles de valeurs dites « matérialistes », c'est-à-dire exprimant leur soutien de manière plus importante à la croissance économique, aux politiques publiques de l'Etat-providence et aux principes d'autorité. Avec la généralisation du développement économique, les valeurs « post-matérialistes », et avec elles les valeurs démocratiques qui leur sont associées (puisque le besoin d'expression et l'autonomie individuelle sont antinomiques de l'autoritarisme politique), devraient se répandre dans les sociétés occidentales.

In fine, l'autonomie du sujet caractérisant la société démo-libérale engendrerait par la suite l'individuation, c'est-à-dire le processus où la personne se considère en soi comme un monde. Ses actions et ses référents sont à la fois objet de sa volonté et de sa capacité à vivre selon la force de son imaginaire. Bien plus, ses comportements et ses envies ne peuvent plus avoir de limites posées par des principes normatifs et/ou législatifs assumés collectivement et/ou la puissance publique. Le récit commun en politique et dans tous les autres domaines, serait remplacé par le récit à soi, le consumérisme et l'« égocratie », d'autant plus facilité par les nouvelles technologies et l'intelligence artificielle.

3. Opérationnalisation

Nombre de personnes interrogées et la composition de l'échantillon

1637 résidents à Luxembourg à partir de 18 ans :

- 1108 électeurs de nationalité luxembourgeoise ayant le droit de vote pour les élections législatives.
- 529 résidents de nationalité étrangère exclusivement n'ayant pas le droit de vote

Méthode d'échantillonnage

La méthodologie utilisée pour la mise en place des deux échantillons est celle des quotas.

L'échantillonnage des électeurs et des résidents étrangers a été géré séparément. Les variables de profil utilisées dans la mise en place de l'échantillon initial sont : L'âge, le sexe, la région d'habitation. La répartition des résidents selon ces variables a été faite en accord avec les statistiques officielles du STATEC (Institut national de la statistique et des études économiques du Grand-Duché de Luxembourg).

La sélection des répondants à inviter s'est faite sur base des statistiques du Statec, et chaque groupe d'invitations a été représentatif de ces dernières. La sélection au sein d'une catégorie dans la base MyPanel globale s'est fait aléatoirement via notre programme d'envoi d'invitations. La procédure d'invitation consiste en une sélection hiérarchisée des panélistes inversement proportionnelle au nombre de sollicitations préalablement envoyées. Grâce à cette règle, chaque panéliste reçoit environ le même nombre d'invitations, et nous évitons ainsi la « sur-sollicitation ». Les nouveaux inscrits se voient ainsi également rapidement invités après inscription.

Date de la collecte des données

Du 21 mai 2025 au 3 juin 2025.

Traitement des données

Pondération des variables : région, âge, sexe.

Liste des formations politiques

- Parti Communiste du Luxembourg (PCL-KPL)
- La Gauche (Déi Lénk)
- Les Verts (Déi Gréng)
- Parti Ouvrier Socialiste Luxembourgeois (POSL-LSAP)
- Parti Démocratique (PD-DP)
- Volt (VOLT Lëtzebuerg)
- Parti Chrétien-Social (PCS- CSV)
- Focus (Fokus)
- Parti Réformateur Démocrate (ADR)
- Les Conservateurs (Déi Konservativ)
- Parti Pirate du Luxembourg (PPL- Piraten)
- Zesummen- Ensemble !
- Mir d'Vollek- Nous le Peuple

Note de lecture

Les résultats des électors de Fokus, Volt, du Parti communiste luxembourgeois ou d'autres formations politiques, bien qu'ils existent, ne sont pas mentionnés dans cette note de recherche, car ils ne sont jamais statistiquement représentatifs.

Lorsqu'on parle de « vote principal » ou de l'« électorat partisan », c'est lorsque les électeurs indiquent qu'ils voteraient pour l'ensemble de la liste présentée par un parti et/ou un mouvement politique, ou qu'ils n'accorderaient leurs voix préférentielles qu'à des candidats à une seule liste.

Fehlertoleranztabelle

Lesebeispiel: In einer Stichprobe von 1000 Personen sei ein Anteil von 20% für ein Merkmal ermittelt worden.

Dann liegt der wahre Wert der Grundgesamtheit mit 95%iger Wahrscheinlichkeit im Intervall $20\% \pm 2,5\%$ also zwischen 17,5% und 22,5%.

Die Tabelle basiert auf der Formel für das Konfidenzintervall bei Zufallsstichproben mit großen Grundgesamtheiten: $K(p, n) \approx 1,96 \sqrt{(p(1-p)/n)}$

In Feldern mit '---' beträgt das Konfidenzintervall mehr als die Hälfte des Anteils und obige Formel ist nicht mehr anwendbar.

Größe der Stichprobe n=	Anteilswerte in der Stichprobe																		
	1%	2%	3%	4%	5%	10%	15%	20%	25%	30%	35%	40%	45%	50%	60%	70%	80%	90%	95%
100	---	---	---	---	---	---	7,0%	7,8%	8,5%	9,0%	9,3%	9,6%	9,8%	9,8%	9,6%	9,0%	7,8%	---	---
200	---	---	---	---	---	4,2%	4,9%	5,5%	6,0%	6,4%	6,6%	6,8%	6,9%	6,9%	6,8%	6,4%	5,5%	4,2%	---
300	---	---	---	---	2,5%	3,4%	4,0%	4,5%	4,9%	5,2%	5,4%	5,5%	5,6%	5,7%	5,5%	5,2%	4,5%	3,4%	2,5%
400	---	---	---	1,9%	2,1%	2,9%	3,5%	3,9%	4,2%	4,5%	4,7%	4,8%	4,9%	4,9%	4,8%	4,5%	3,9%	2,9%	2,1%
500	---	---	---	1,7%	1,9%	2,6%	3,1%	3,5%	3,8%	4,0%	4,2%	4,3%	4,4%	4,4%	4,3%	4,0%	3,5%	2,6%	1,9%
600	---	---	1,4%	1,6%	1,7%	2,4%	2,9%	3,2%	3,5%	3,7%	3,8%	3,9%	4,0%	4,0%	3,9%	3,7%	3,2%	2,4%	1,7%
700	---	---	1,3%	1,5%	1,6%	2,2%	2,6%	3,0%	3,2%	3,4%	3,5%	3,6%	3,7%	3,7%	3,6%	3,4%	3,0%	2,2%	1,6%
800	---	1,0%	1,2%	1,4%	1,5%	2,1%	2,5%	2,8%	3,0%	3,2%	3,3%	3,4%	3,4%	3,5%	3,4%	3,2%	2,8%	2,1%	1,5%
900	---	0,9%	1,1%	1,3%	1,4%	2,0%	2,3%	2,6%	2,8%	3,0%	3,1%	3,2%	3,3%	3,3%	3,2%	3,0%	2,6%	2,0%	1,4%
1000	---	0,9%	1,1%	1,2%	1,4%	1,9%	2,2%	2,5%	2,7%	2,8%	3,0%	3,0%	3,1%	3,1%	3,0%	2,8%	2,5%	1,9%	1,4%
1100	---	0,8%	1,0%	1,2%	1,3%	1,8%	2,1%	2,4%	2,6%	2,7%	2,8%	2,9%	2,9%	3,0%	2,9%	2,7%	2,4%	1,8%	1,3%
1200	---	0,8%	1,0%	1,1%	1,2%	1,7%	2,0%	2,3%	2,5%	2,6%	2,7%	2,8%	2,8%	2,8%	2,8%	2,6%	2,3%	1,7%	1,2%
1300	---	0,8%	0,9%	1,1%	1,2%	1,6%	1,9%	2,2%	2,4%	2,5%	2,6%	2,7%	2,7%	2,7%	2,7%	2,5%	2,2%	1,6%	1,2%
1400	---	0,7%	0,9%	1,0%	1,1%	1,6%	1,9%	2,1%	2,3%	2,4%	2,5%	2,6%	2,6%	2,6%	2,6%	2,4%	2,1%	1,6%	1,1%
1500	---	0,7%	0,9%	1,0%	1,1%	1,5%	1,8%	2,0%	2,2%	2,3%	2,4%	2,5%	2,5%	2,5%	2,5%	2,3%	2,0%	1,5%	1,1%
1600	0,5%	0,7%	0,8%	1,0%	1,1%	1,5%	1,7%	2,0%	2,1%	2,2%	2,3%	2,4%	2,4%	2,5%	2,4%	2,2%	2,0%	1,5%	1,1%
1700	0,5%	0,7%	0,8%	0,9%	1,0%	1,4%	1,7%	1,9%	2,1%	2,2%	2,3%	2,3%	2,4%	2,4%	2,3%	2,2%	1,9%	1,4%	1,0%
1800	0,5%	0,6%	0,8%	0,9%	1,0%	1,4%	1,6%	1,8%	2,0%	2,1%	2,2%	2,3%	2,3%	2,3%	2,3%	2,1%	1,8%	1,4%	1,0%
1900	0,4%	0,6%	0,8%	0,9%	1,0%	1,3%	1,6%	1,8%	1,9%	2,1%	2,1%	2,2%	2,2%	2,2%	2,2%	2,1%	1,8%	1,3%	1,0%
2000	0,4%	0,6%	0,7%	0,9%	1,0%	1,3%	1,6%	1,8%	1,9%	2,0%	2,1%	2,1%	2,2%	2,2%	2,1%	2,0%	1,8%	1,3%	1,0%
2500	0,4%	0,5%	0,7%	0,8%	0,9%	1,2%	1,4%	1,6%	1,7%	1,8%	1,9%	1,9%	2,0%	2,0%	1,9%	1,8%	1,6%	1,2%	0,9%
3000	0,4%	0,5%	0,6%	0,7%	0,8%	1,1%	1,3%	1,4%	1,5%	1,6%	1,7%	1,8%	1,8%	1,8%	1,8%	1,6%	1,4%	1,1%	0,8%
4000	0,3%	0,4%	0,5%	0,6%	0,7%	0,9%	1,1%	1,2%	1,3%	1,4%	1,5%	1,5%	1,5%	1,5%	1,5%	1,4%	1,2%	0,9%	0,7%
5000	0,3%	0,4%	0,5%	0,5%	0,6%	0,8%	1,0%	1,1%	1,2%	1,3%	1,3%	1,4%	1,4%	1,4%	1,4%	1,3%	1,1%	0,8%	0,6%
6000	0,3%	0,4%	0,4%	0,5%	0,6%	0,8%	0,9%	1,0%	1,1%	1,2%	1,2%	1,2%	1,3%	1,3%	1,2%	1,2%	1,0%	0,8%	0,6%
8000	0,2%	0,3%	0,4%	0,4%	0,5%	0,7%	0,8%	0,9%	0,9%	1,0%	1,0%	1,1%	1,1%	1,1%	1,1%	1,0%	0,9%	0,7%	0,5%
10000	0,2%	0,3%	0,3%	0,4%	0,4%	0,6%	0,7%	0,8%	0,8%	0,9%	0,9%	1,0%	1,0%	1,0%	1,0%	0,9%	0,8%	0,6%	0,4%
11000	0,2%	0,3%	0,3%	0,4%	0,4%	0,6%	0,7%	0,7%	0,8%	0,9%	0,9%	0,9%	0,9%	0,9%	0,9%	0,9%	0,7%	0,6%	0,4%
20000	0,1%	0,2%	0,2%	0,3%	0,3%	0,4%	0,5%	0,6%	0,6%	0,6%	0,7%	0,7%	0,7%	0,7%	0,7%	0,6%	0,6%	0,4%	0,3%
25000	0,1%	0,2%	0,2%	0,2%	0,3%	0,4%	0,4%	0,5%	0,5%	0,6%	0,6%	0,6%	0,6%	0,6%	0,6%	0,6%	0,5%	0,4%	0,3%
30000	0,1%	0,2%	0,2%	0,2%	0,2%	0,3%	0,4%	0,5%	0,5%	0,5%	0,5%	0,6%	0,6%	0,6%	0,6%	0,5%	0,5%	0,3%	0,2%



II. État général des résidents étrangers

Comme nous l'avons observé dans la note de recherche consacrée aux citoyens luxembourgeois publiée en POLINDEX 2025, les résidents étrangers expriment une satisfaction importante à l'égard de leur propre vie et identifient le bien-être comme le sentiment décrivant le mieux leur situation personnelle. À l'image des Luxembourgeois, ils estiment disposer de la liberté de choisir leur existence et considèrent majoritairement que leur situation de vie est meilleure que celle de la génération précédente, un phénomène bien connu en sociologie dès qu'il s'agit des trajectoires migratoires.

Cependant, à l'instar des citoyens luxembourgeois, les résidents étrangers demeurent préoccupés par la situation économique, cette inquiétude se manifeste d'ailleurs de manière plus forte. Leur principale appréhension porte sur l'avenir : beaucoup craignent que le niveau de vie de leurs enfants, une fois adultes, soit inférieur au leur.

Les disparités sociales (éducation, revenus, secteurs d'activités professionnelles) entre migrants produisent des perceptions contrastées. En revanche, on ne constate pas de différences significatives entre nationalités : les principaux groupes de l'échantillon (Portugais, Français, Italiens, Allemands et Anglo-saxons) partagent des jugements similaires quant à leur vie personnelle et à la situation économique. Les variations se situent plutôt au niveau des revenus, de l'éducation et du secteur d'activité professionnelle. Plus le niveau d'instruction est faible, plus les difficultés sont perçues pour maîtriser son destin et atteindre une certaine forme de félicité. Cette réalité est évidemment corrélée à l'appartenance - ou à la revendication - d'une identité de « classe ouvrière » et au niveau de revenu à disposition par foyer sur une base mensuelle.

Dans une société luxembourgeoise marquée par le matérialisme et par la valorisation de l'éducation, ce modèle est vécu plus difficilement par celles et ceux qui, au bas de l'échelle sociale, ne bénéficient que de manière partielle des fruits de la société d'abondance.

4. État d'esprit et niveau de vie

Comme en 2024, le bien-être reste le sentiment le plus répandu chez les citoyens luxembourgeois comme chez les résidents étrangers (voir le graphique ci-dessous). Cependant, ces derniers expriment une disposition nettement plus positive : 29 % d'entre eux se disent confiants (contre une proportion moindre chez les citoyens luxembourgeois, 20%), 24 % des étrangers se sentent sereins et 13 % manifestent de l'enthousiasme (7% pour les Luxembourgeois). Ces écarts suggèrent que les résidents étrangers, malgré une insertion parfois plus fragile dans la société grand-ducale, projettent une vision plus optimiste de leur situation et de leur avenir que les citoyens nationaux.

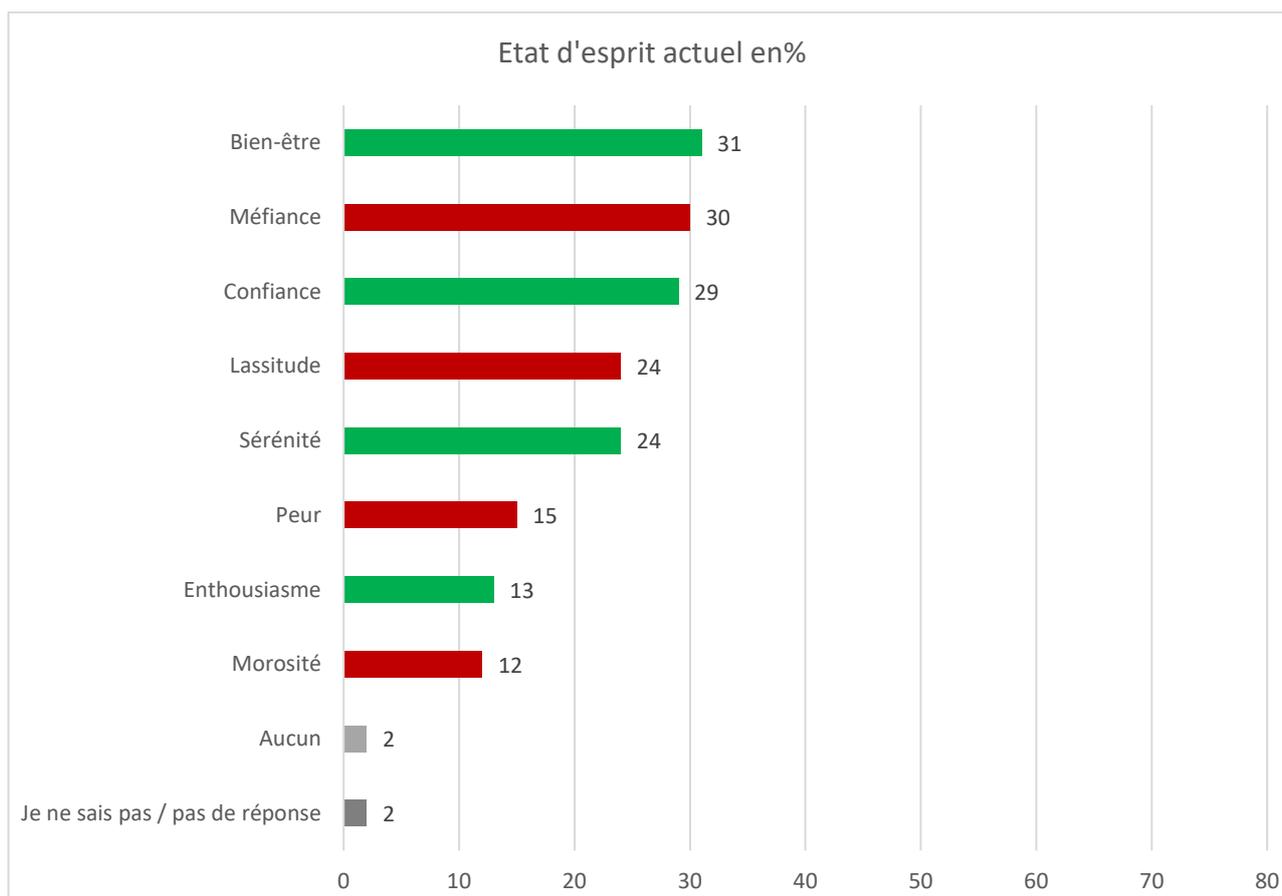


Figure 1 Etat d'esprit des résidents étrangers

En 2025, les résidents étrangers expriment une perception plus favorable de leur niveau de vie : 24 % estiment que leur niveau de vie actuel s'est amélioré, soit 9 points de plus que les citoyens luxembourgeois. En revanche, la part de ceux qui déclarent une dégradation demeure comparable dans les deux groupes (environ un tiers).

La stabilité, en revanche, apparaît davantage du côté luxembourgeois (51 % contre 43 % chez les étrangers), ce qui suggère que les citoyens nationaux privilégient une vision plus prudente ou conservatrice de leur trajectoire socio-économique.

La répartition par groupe national entre, d'une part, les secteurs publics occupés majoritairement par les Luxembourgeois et, d'autre part, les secteurs privés où se concentrent les résidents étrangers, participe soit d'une conception de la stagnation du niveau de vie, soit au contraire d'une prise de risque plus marquée, traduisant un dynamisme et un enthousiasme accrus chez les résidents étrangers.

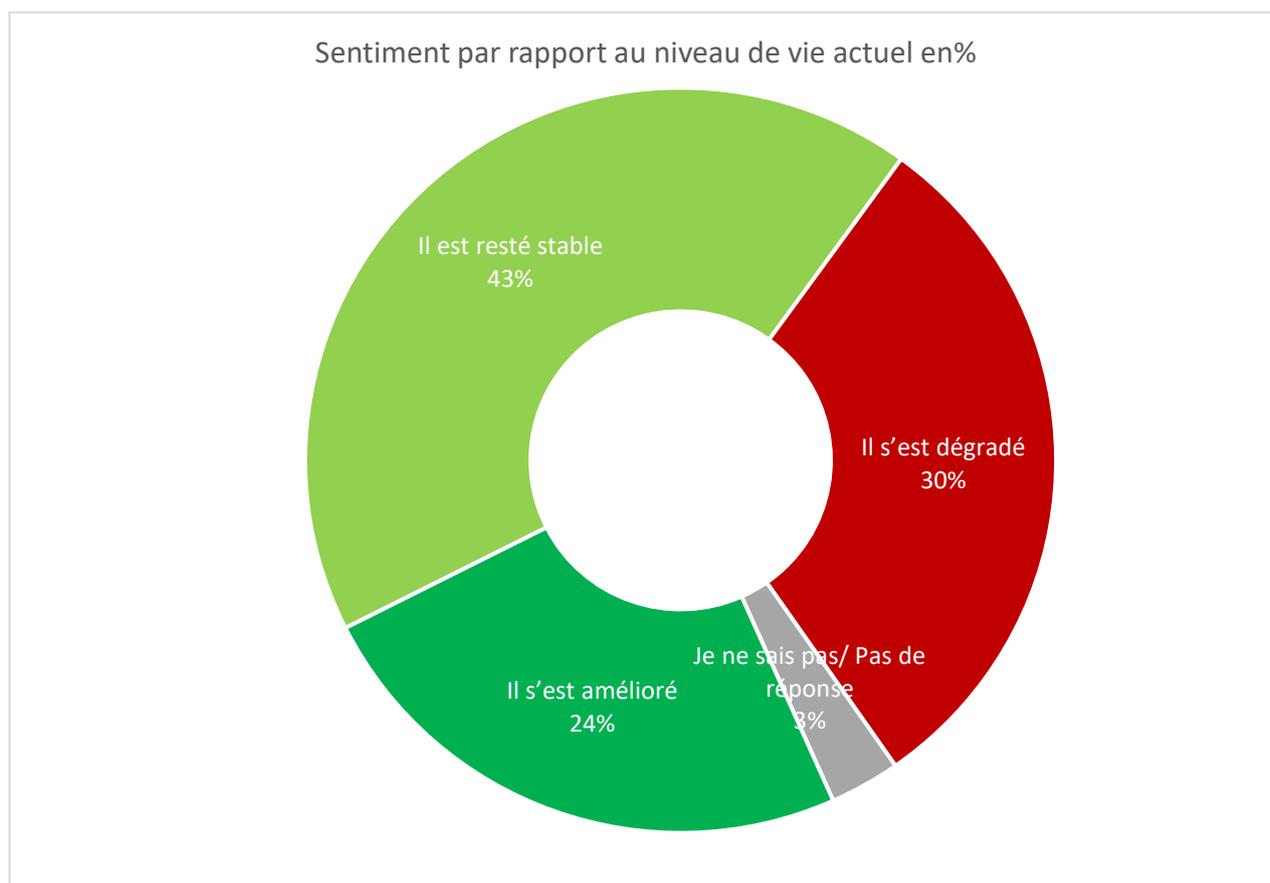


Figure 2 Sentiment par rapport au niveau de vie actuel des résidents étrangers

Comme nous l'avons déjà relevé dans la note de recherche consacrée aux citoyens luxembourgeois, la perception de la liberté de choisir sa propre vie au Luxembourg demeure remarquablement élevée. La capacité à orienter son existence est perçue comme un élément central de la réussite individuelle. Tant les Luxembourgeois que les résidents étrangers estiment disposer de solides opportunités matérielles, sociales et éducatives, tout en ayant le sentiment que l'autonomie personnelle est garantie.

La comparaison entre les deux groupes met toutefois en évidence une nuance : les résidents étrangers se révèlent légèrement moins optimistes que les citoyens luxembourgeois lors du processus d'individuation. Certes, une majorité d'entre eux estime bénéficier d'une réelle autonomie : 65 % déclarent ainsi avoir une liberté et un contrôle total sur leur avenir, et 66 % considèrent que l'on peut effectivement choisir sa vie au Luxembourg. Mais près d'un tiers exprime une réserve dans les deux cas, révélant une fragilité relative de l'autonomie subjective.

Cette fragilité s'explique de nouveau largement par des déterminants structurels : trajectoires sociales différenciées, niveaux de revenu, stabilité et secteur d'emploi, date d'entrée sur le marché du travail luxembourgeois, etc. Le sentiment d'autonomie apparaît relativement limité au sein de la classe ouvrière : seuls 51 % de ceux qui s'y identifient considèrent disposer d'une marge de liberté effective dans la conduite de leur existence.

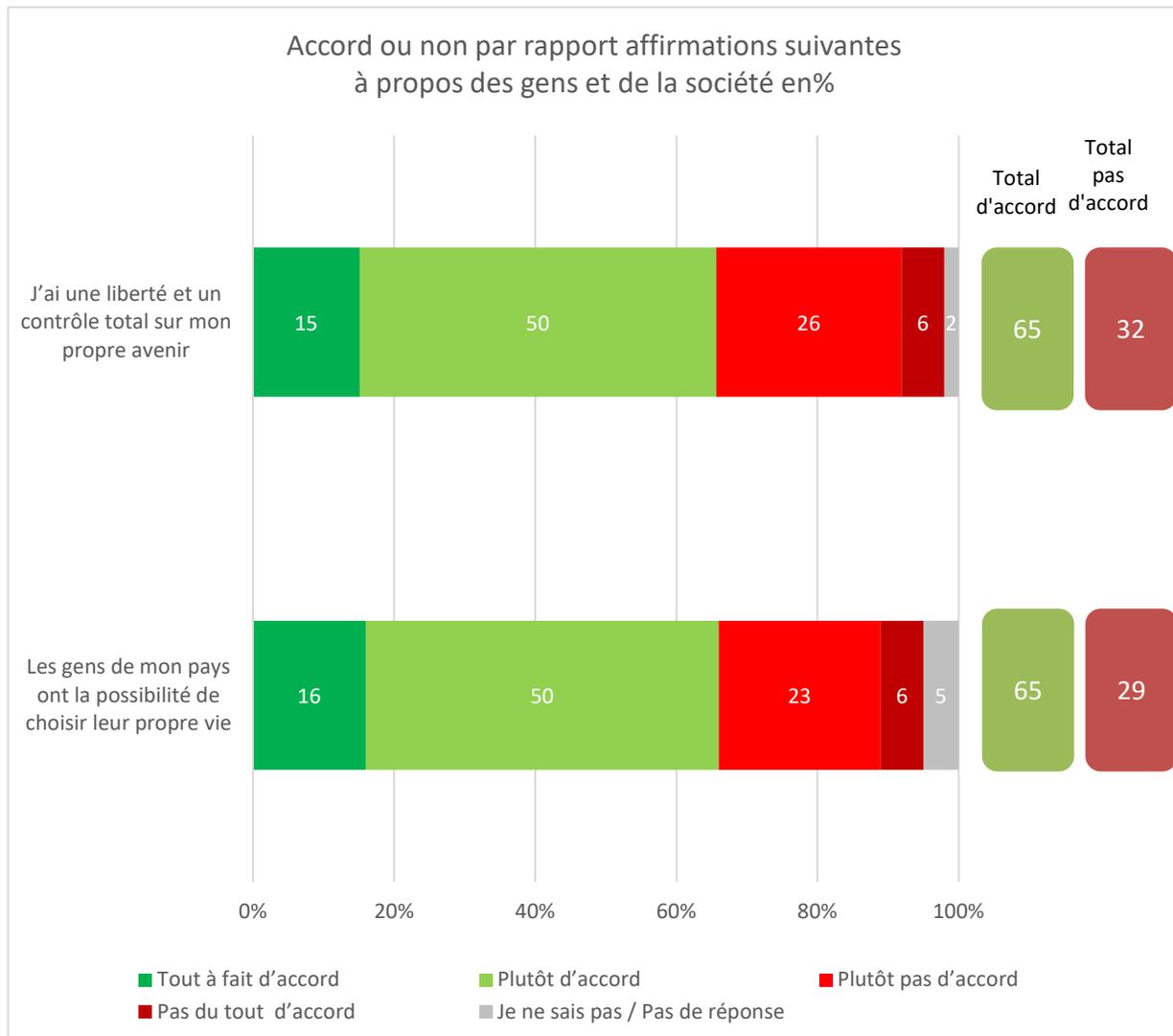


Figure 3 Autonomie du sujet dans la société selon les résidents étrangers

5. Situation économique

Cette distinction relative entre Luxembourgeois et résidents étrangers se retrouve lorsqu'il s'agit d'évaluer la situation économique actuelle du Luxembourg par rapport à celle d'il y a un an. Près de la moitié des Luxembourgeois (46 %) estimaient qu'elle est un peu moins bonne, voire beaucoup moins bonne. Ce constat est encore plus marqué chez les résidents étrangers, qui sont 51 % à partager cette perception (dont 41 % qui la jugent un peu moins bonne et 10 % beaucoup moins bonne). Nous avons déjà relevé que cette inquiétude face à l'évolution de la situation économique constituait un indicateur structurant du climat social et politique, en alimentant à la fois des attentes accrues envers les institutions et une perception différenciée des perspectives personnelles et collectives dans les notes de recherche de POLINDEX 2023 et de 2024.

La perception de la situation économique par rapport à l'an dernier se révèle remarquablement convergente entre Luxembourgeois et résidents étrangers lorsque l'on observe les variables d'âge, de secteur d'activité ou de niveau d'instruction. Par exemple, parmi les résidents étrangers, seuls 36 % des 18-24 ans estiment que la situation économique s'est quelque peu ou nettement dégradée, une proportion similaire (35 %) étant relevée chez les 25-34 ans. Les niveaux d'inquiétude les plus élevés se retrouvent en revanche parmi les personnes disposant d'un diplôme de l'enseignement secondaire du deuxième cycle et parmi celles qui s'identifient ou se reconnaissent dans la classe ouvrière comme il l'était pour les citoyens luxembourgeois. Par exemple, le sentiment de dégradation est particulièrement marqué chez les étrangers qui se définissent comme membres de la classe ouvrière : 73 % d'entre eux jugent que leur situation s'est détériorée au cours de l'année écoulée.

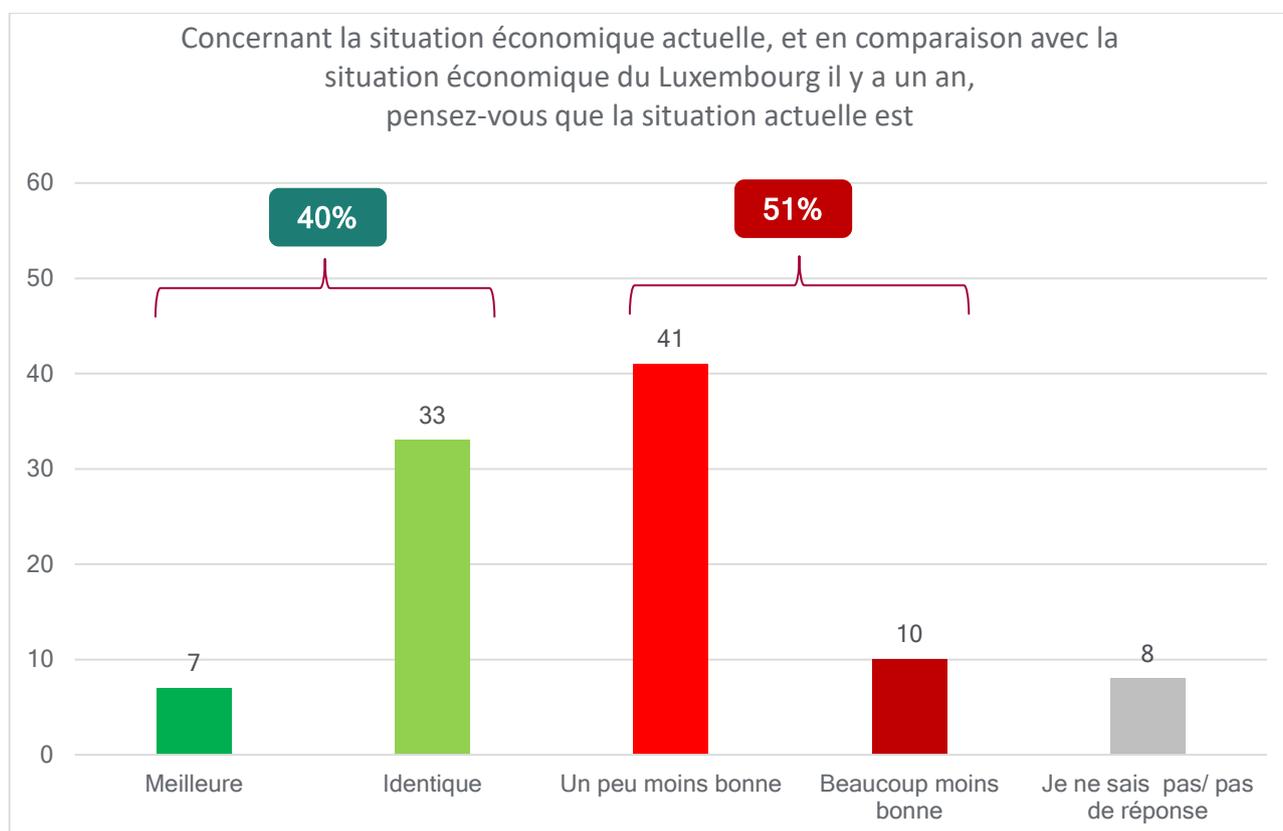


Figure 4 Situation économique par rapport à l'année dernière selon les résidents étrangers

Il faut aussi constater une légère distinction en faveur des résidents étrangers lorsqu'il s'agit d'anticiper l'évolution économique du Luxembourg dans les 12 prochains mois : 48 % des Luxembourgeois de nationalité estimaient que la situation se dégradera, contre 44 % des résidents étrangers. Ce pessimisme différencié s'inverse selon l'âge. Plus les Luxembourgeois avançaient en âge, plus ils anticipent une dégradation ; à l'inverse, plus les étrangers sont jeunes (moins de 34 ans), plus ils considèrent que la situation s'améliorera. Les moins de 24ans étrangers la considèrent ainsi positivement à plus de 52% ! Ici encore, la trajectoire sociale joue un rôle explicatif. Les Luxembourgeois les plus âgés appartiennent à la génération qui a connu le "miracle économique" : le passage d'une société industrielle dominée par le secteur secondaire à une économie centrée sur le tertiaire. Nombre d'entre eux gardent aussi en mémoire la crise économique sidérurgique, ce qui pèse sur leur perception du présent et de l'avenir. Les jeunes étrangers, qu'ils soient nés au Luxembourg ou récemment arrivés sur le marché du travail, entretiennent un rapport différent à la crise : lorsqu'ils appartiennent à l'immigration récente, notamment parmi les plus diplômés, ils expriment le degré d'optimisme le plus élevé quant aux perspectives de développement économique du pays. Pour celles et ceux qui n'ont connu que l'expansion et l'abondance luxembourgeoises, toutes catégories sociales confondues, la confiance dans la poursuite de la croissance demeure particulièrement forte.

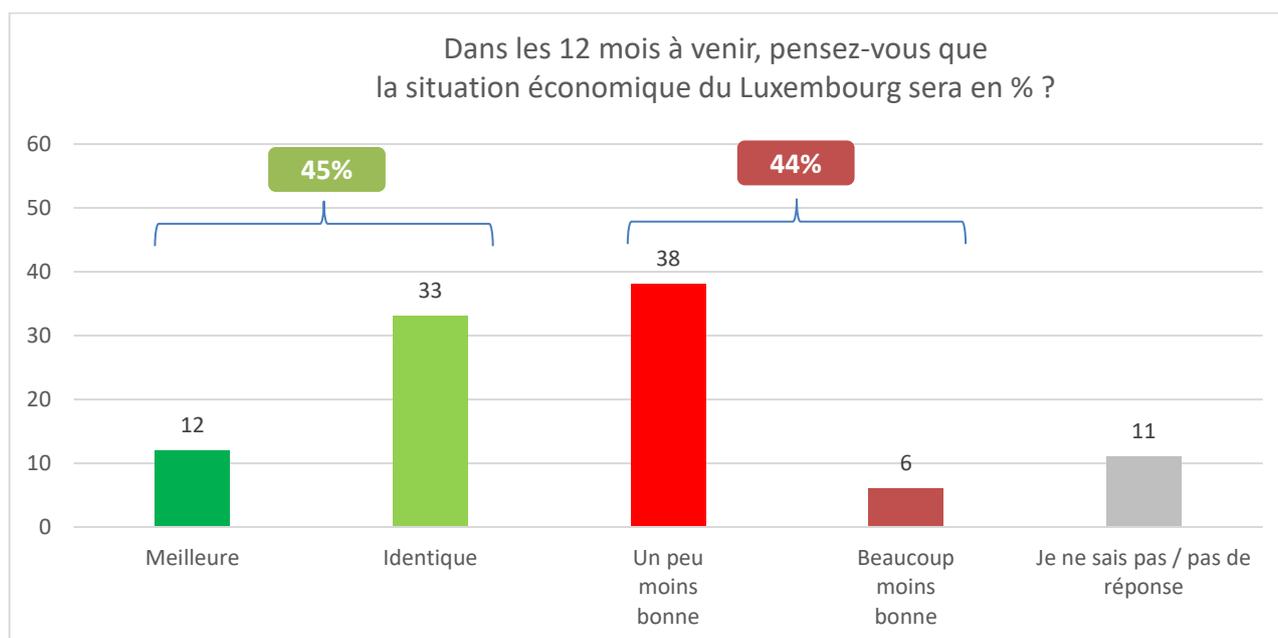


Figure 5 Situation économique dans les 12 mois à venir selon les résidents étrangers

Il convient de souligner le niveau élevé de satisfaction qui avait été exprimé par les citoyens luxembourgeois à l'égard de leur propre vie : une moyenne 7,5 sur une échelle de 1 à 10 – 10 correspondants à une satisfaction maximale et 1 à une insatisfaction totale –. Cette moyenne, qui compte parmi les plus élevées de l'Union européenne, apparaît toutefois légèrement plus faible chez les résidents étrangers, dont le score moyen s'établit à 7. De plus, l'examen détaillé révèle des fractures importantes parmi les résidents étrangers : 51 % de ceux qui n'ont aucune formation formelle, 30 % de ceux qui n'ont connu que l'enseignement primaire, 40 % des travailleurs employés et 23 % de ceux qui se reconnaissent dans la classe ouvrière, déclarent ne pas mener une vie satisfaisante.

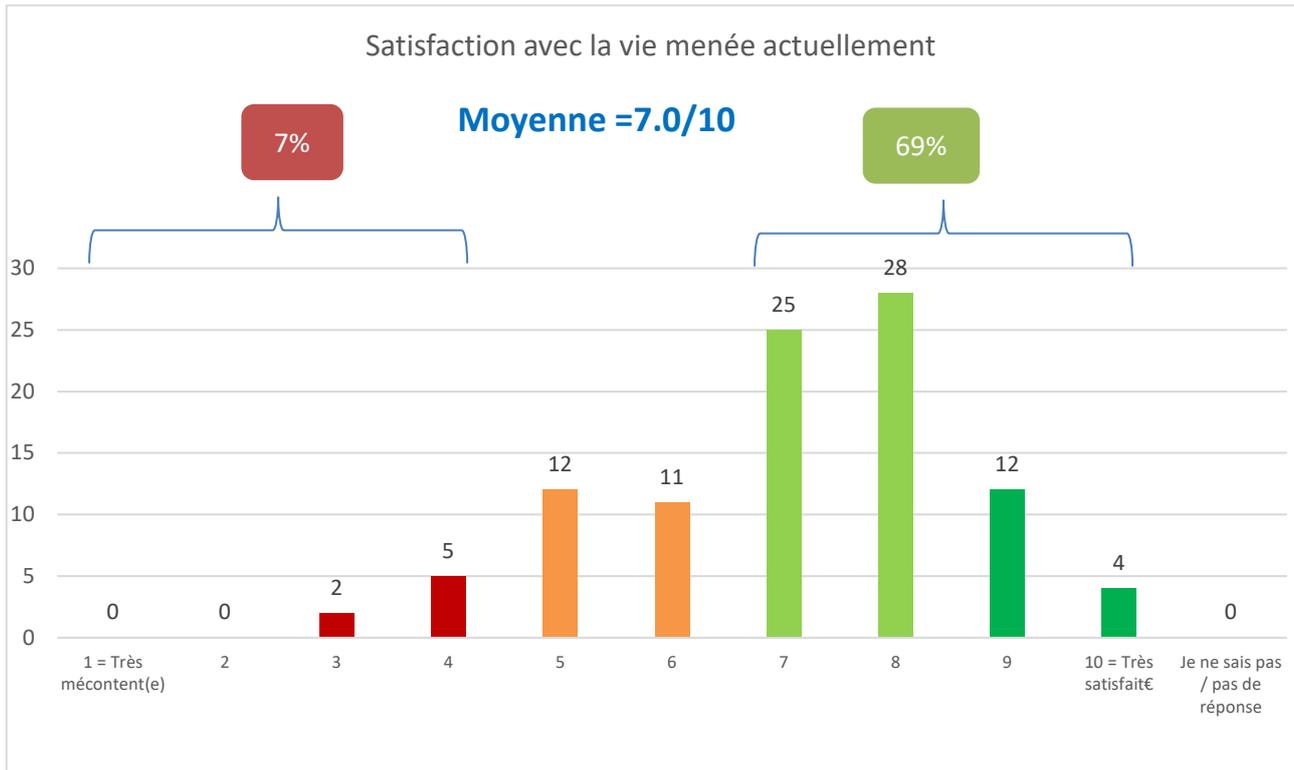


Figure 6 Satisfaction de la vie menée actuellement selon les résidents étrangers

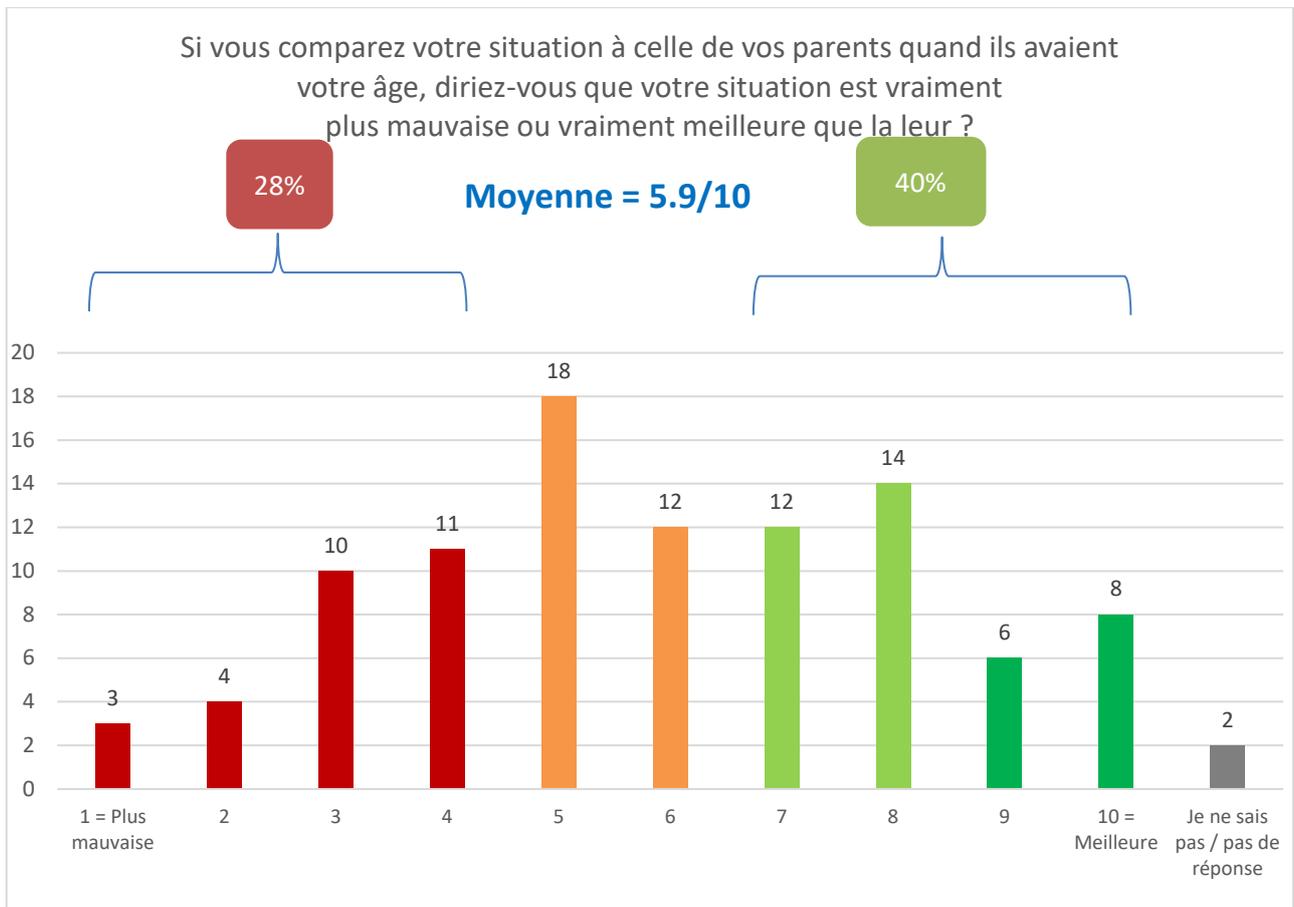


Figure 7 Comparaison de la vie menée avec celle des parents selon les résidents étrangers

Ce qui frappe toutefois, tant chez les Luxembourgeois que, dans une moindre mesure, chez les étrangers, c'est le pessimisme à l'égard de l'avenir des futures générations : 52 % des premiers et 41 % des seconds considèrent que, lorsque leurs enfants atteindront leur âge, la situation économique sera plus mauvaise. Cette inquiétude générationnelle est transversale ; elle traverse classes sociales, secteurs d'activité et origines nationales.

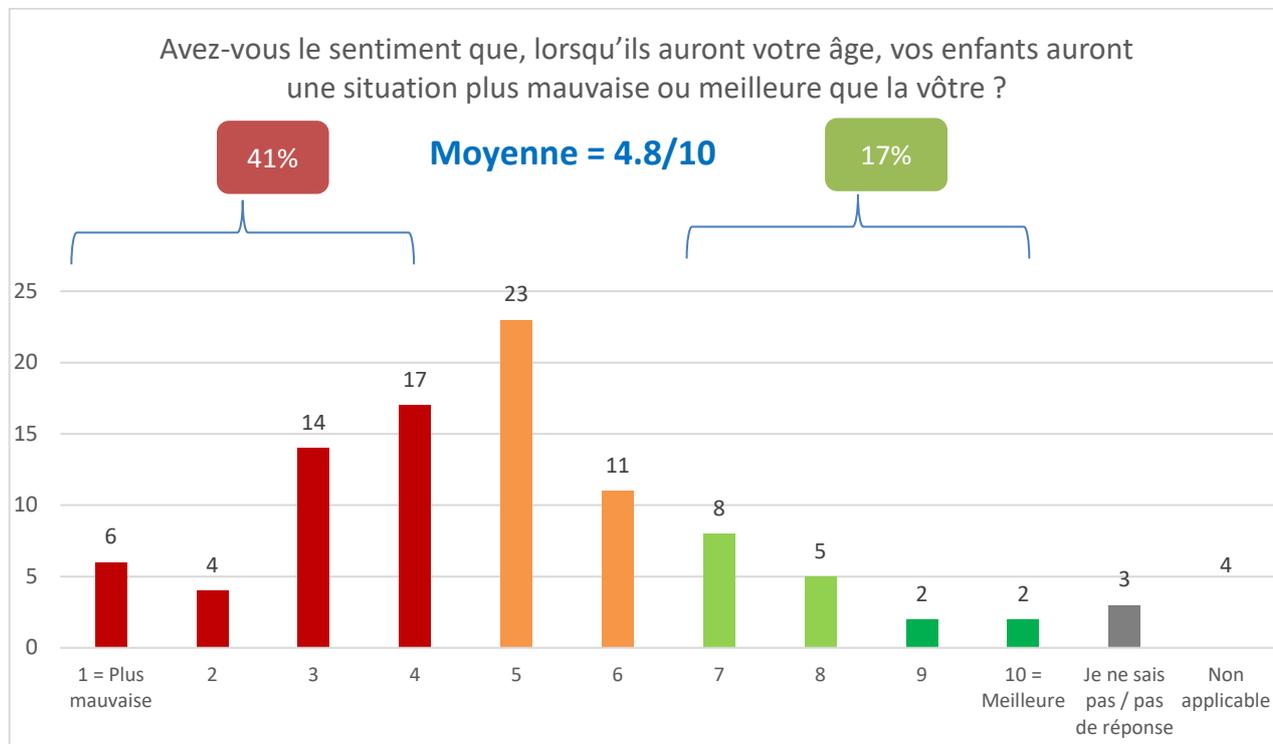


Figure 8 Appréciation du niveau de vie des enfants dans le futur selon les résidents étrangers

Elle ne se traduit cependant pas par un repli sur des formes de préférence économique nationale comme nous l'avons déjà relevée dans la note de recherche publiée en juillet 2025. 46 % des Luxembourgeois déclaraient ne pas être d'accord avec l'idée que les employeurs devraient privilégier l'embauche des nationaux en période de raréfaction de l'emploi. L'opposition à une telle mesure est encore plus nette parmi les étrangers, où elle atteint 59 %.

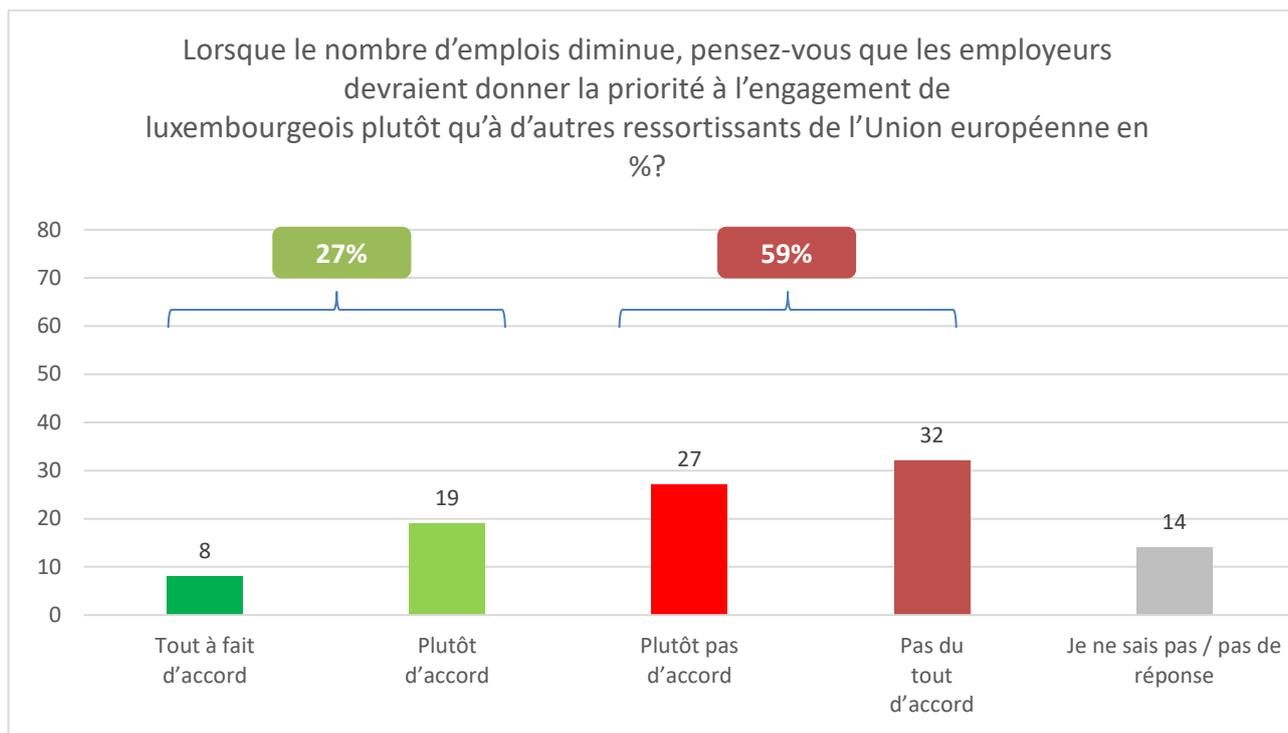


Figure 9 Préférence nationale au travail en cas de crise économique selon les résidents étrangers

La question du financement des retraites constitue une source majeure de clivages et de divergences de compréhension entre Luxembourgeois et résidents étrangers. Elle met en évidence des perceptions contrastées quant à la soutenabilité du système, à la répartition intergénérationnelle de l'effort et à la place respective du secteur public et du secteur privé dans la garantie des revenus futurs.

Ainsi, 57 % des résidents étrangers se déclarent favorables au développement de systèmes de retraite par capitalisation, contre 44 % des Luxembourgeois. De même, 42 % des étrangers soutiennent l'idée d'un relèvement de deux ans de l'âge légal de départ à la retraite, contre 39 % des nationaux. Le recours à l'immigration comme levier de financement du système recueille également davantage de soutien chez les étrangers (37 %) que chez les Luxembourgeois (26 %).

En revanche, les deux groupes convergent sur un point : une faible minorité juge acceptable de diminuer le niveau actuel de rémunération des pensions pour garantir la soutenabilité du régime (22 % chez les Luxembourgeois, 20 % chez les étrangers).

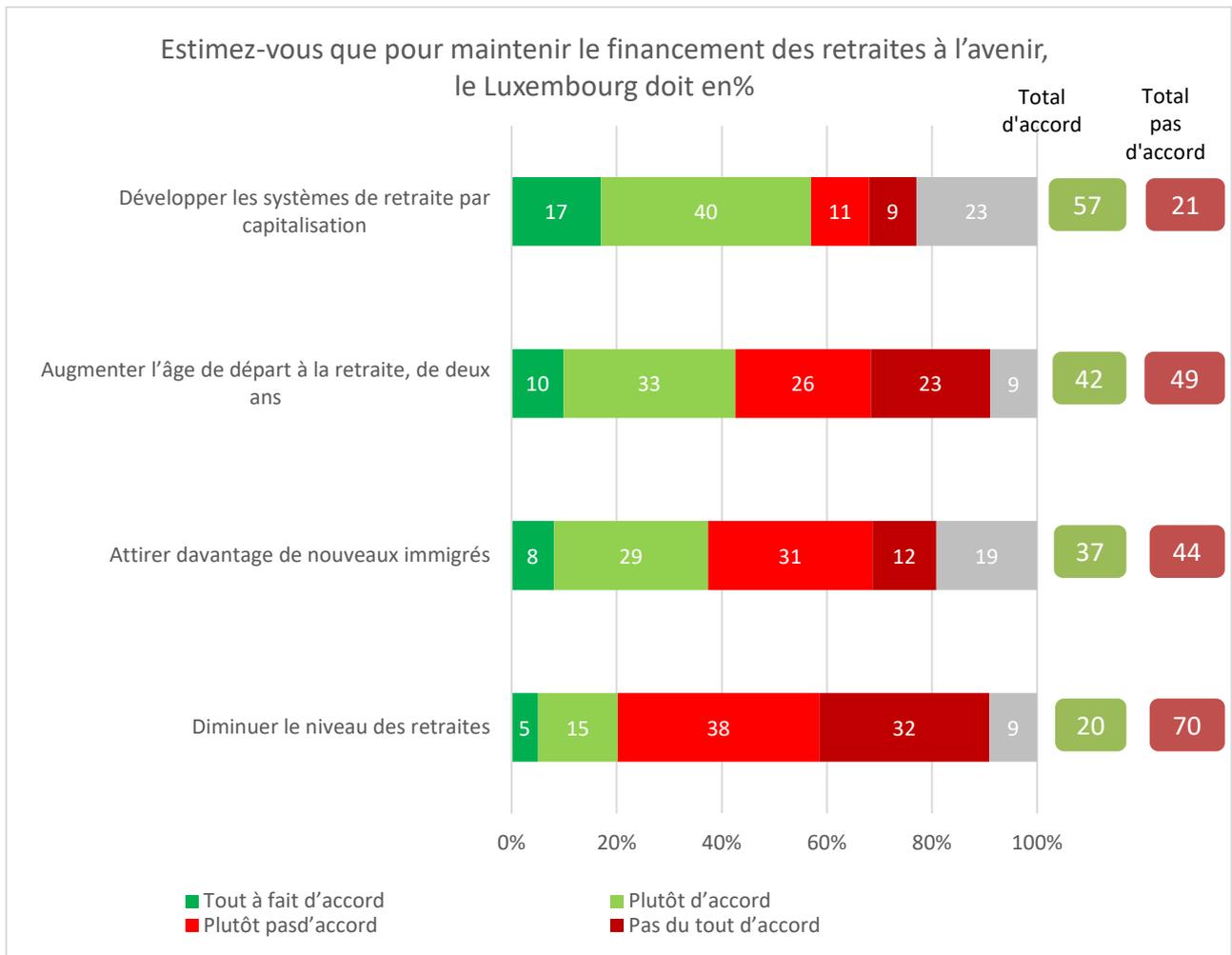


Figure 10 Modalités de financement des retraites selon les résidents étrangers

III. Positionnements idéologiques

6. Le spectre politique perçu au Luxembourg

Lorsqu'on observe les principaux groupes nationaux – Portugais, Français, Italiens, Allemands et Anglo-saxons, soit les communautés étrangères les plus représentatives de notre échantillon –, on constate un positionnement globalement plus à droite, oscillant entre centre droit et droite, par rapport aux Luxembourgeois. Sur une échelle de 1 (extrême gauche) à 10 (extrême droite), la moyenne des Luxembourgeois est de 5,1, contre 5,5 pour les étrangers.

Cette divergence est renforcée par l'effet du revenu : chez les Luxembourgeois, plus les revenus sont élevés, plus le positionnement se rapproche du centre gauche ; chez les étrangers, à l'inverse, les revenus les plus élevés correspondent à un ancrage plus marqué au centre droit voire à droite.

En revanche, au sein des étrangers, aucune distinction notable n'apparaît selon les générations, ni selon la date de naissance ou d'arrivée au Luxembourg. Cette construction quelque peu différenciée des valeurs politiques de gauche et de droite doit être comprise à la lumière de systèmes d'information, de références et de débats familiaux qui ne fonctionnent pas de la même manière, ni sur les mêmes repères, chez les Luxembourgeois et chez les étrangers.

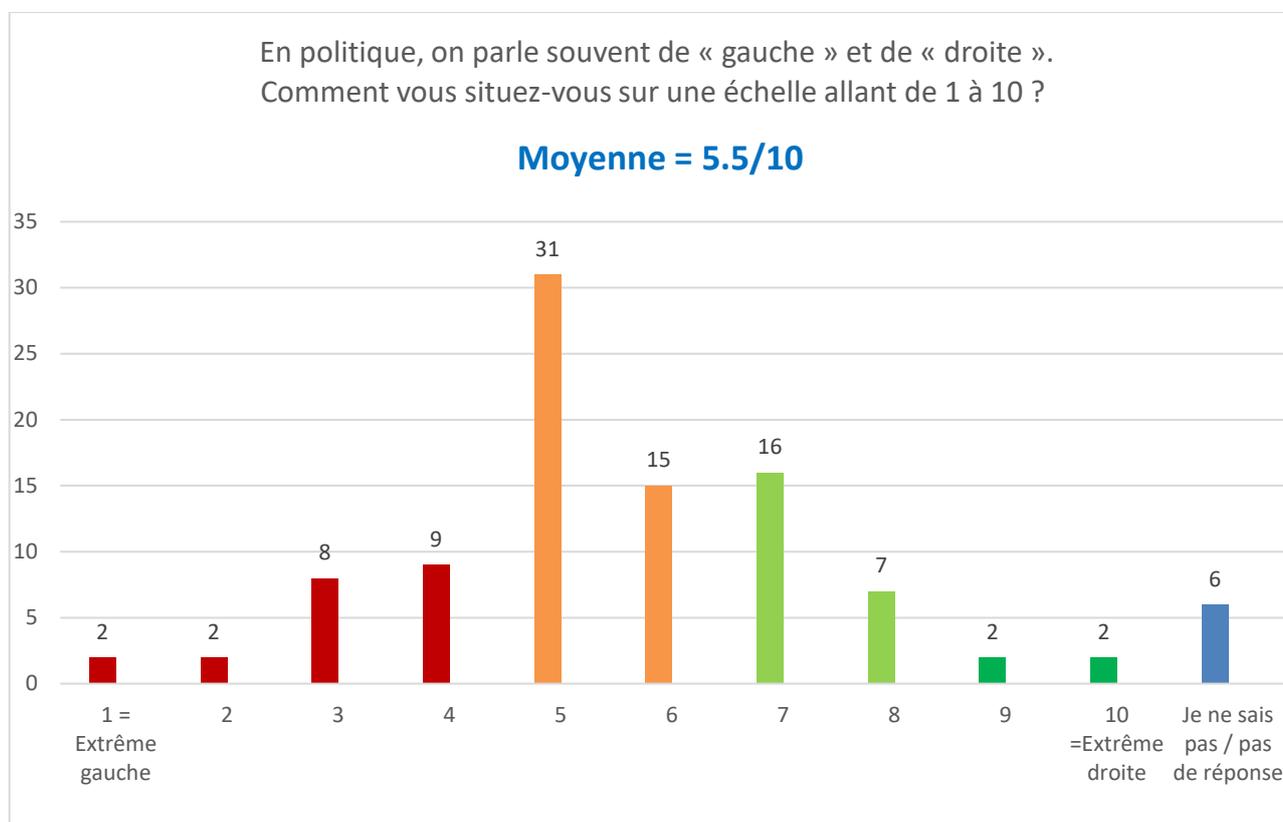


Figure 11 Auto-positionnement sur l'échelle gauche/droite des résidents étrangers

Lorsqu'on demande aux Luxembourgeois et aux résidents étrangers de situer les forces politiques du pays sur l'échelle gauche-droite (1 = extrême gauche, 10 = extrême droite),

on observe des différences intéressantes, en cohérence avec ce qui précède. Les Luxembourgeois placent très nettement Déi Lénk à l'extrême gauche et l'ADR à l'extrême droite, tandis qu'ils positionnent le Parti chrétien-social (CSV) plutôt au centre droit et le Parti démocratique (DP) au centre gauche. Les étrangers, en revanche, ont une lecture moins polarisée : ils situent l'ADR moins à l'extrême droite que les nationaux et perçoivent le CSV davantage au centre droit, voire à droite, et le DP moins au centre gauche mais plutôt au centre. Ces nuances apparaissent clairement dans les chiffres : 23 % des Luxembourgeois classent Déi Lénk à l'extrême gauche, contre 17 % des étrangers. De même, 23 % des Luxembourgeois placent l'ADR à l'extrême droite, contre seulement 18 % des étrangers. En somme, les Luxembourgeois tendent à distribuer les partis selon une grille plus polarisée gauche/droite, tandis que les étrangers adoptent une lecture plus centrée, moins marquée par les extrêmes.

Cela ne signifie pas pour autant que les étrangers soient globalement plus centristes que les Luxembourgeois. Comme nous l'avons vu, ils ne construisent pas leur identité politique selon les mêmes référentiels : leur auto-positionnement et leur manière de situer les forces politiques diffèrent de celles des nationaux. En pratique, plus un individu se situe lui-même au centre droit ou à droite, moins il considérera l'extrême droite comme un marqueur pertinent pour décrire le paysage politique. À l'inverse, plus un individu se positionne au centre ou au centre gauche, plus il sera enclin à utiliser les catégories de gauche radicale ou d'extrême droite comme repères structurants les clivages politiques.

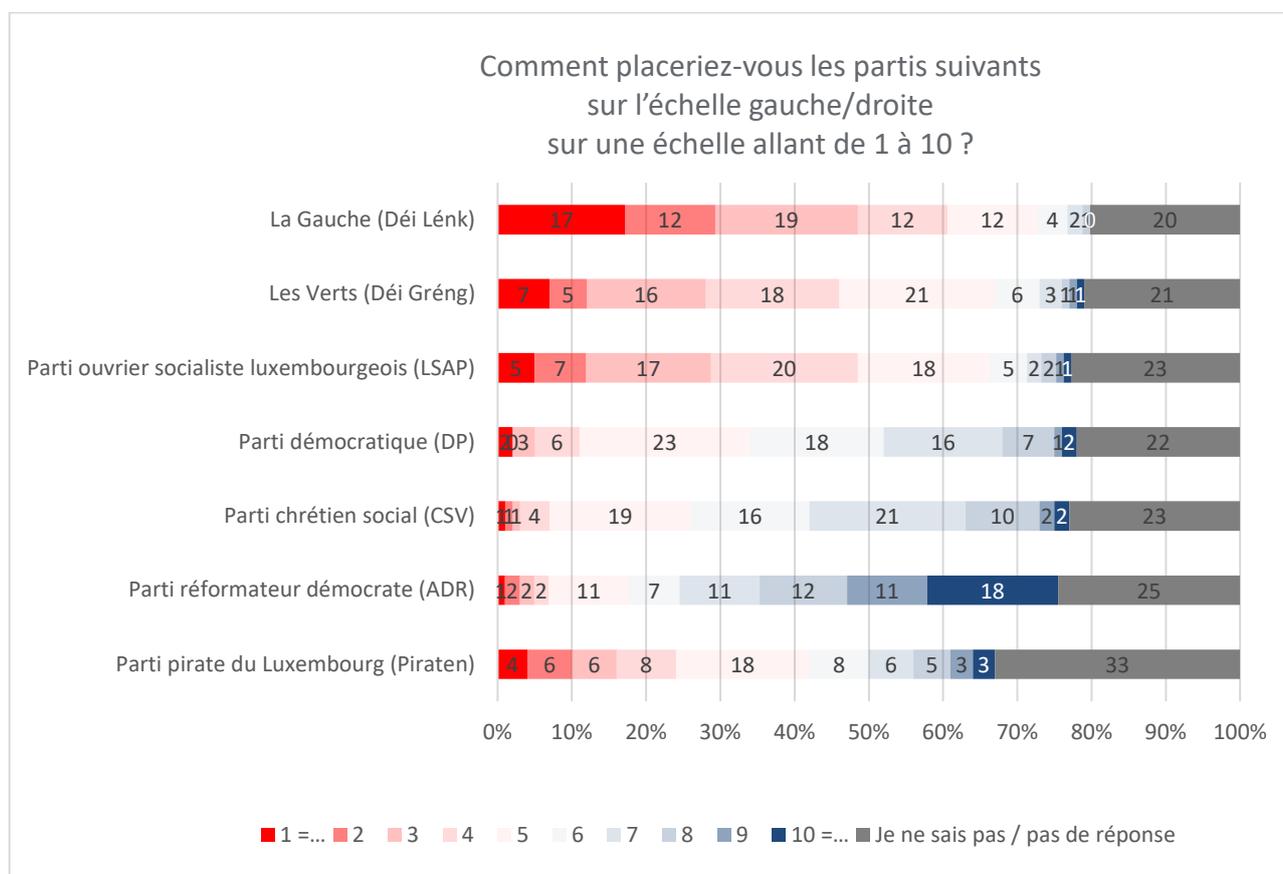


Figure 12 Positionnement des partis sur une échelle gauche/droite selon les résidents étrangers

7. Perceptions du public à l'égard du Gouvernement

Comme nous l'avons souligné dans la note de recherche consacrée spécifiquement aux citoyens luxembourgeois, ceux-ci ont adopté depuis l'automne 2023 une attitude d'observation et d'attente vis-à-vis de la coalition gouvernementale composée du Parti chrétien-social (CSV) et du Parti démocratique (DP). Leur taux moyen de satisfaction à l'égard des politiques menées se situait à 5,2 sur 10 (1 = désapprobation totale, 10 = approbation totale). Chez les étrangers, la perception est plus favorable, avec une moyenne de 5,7.

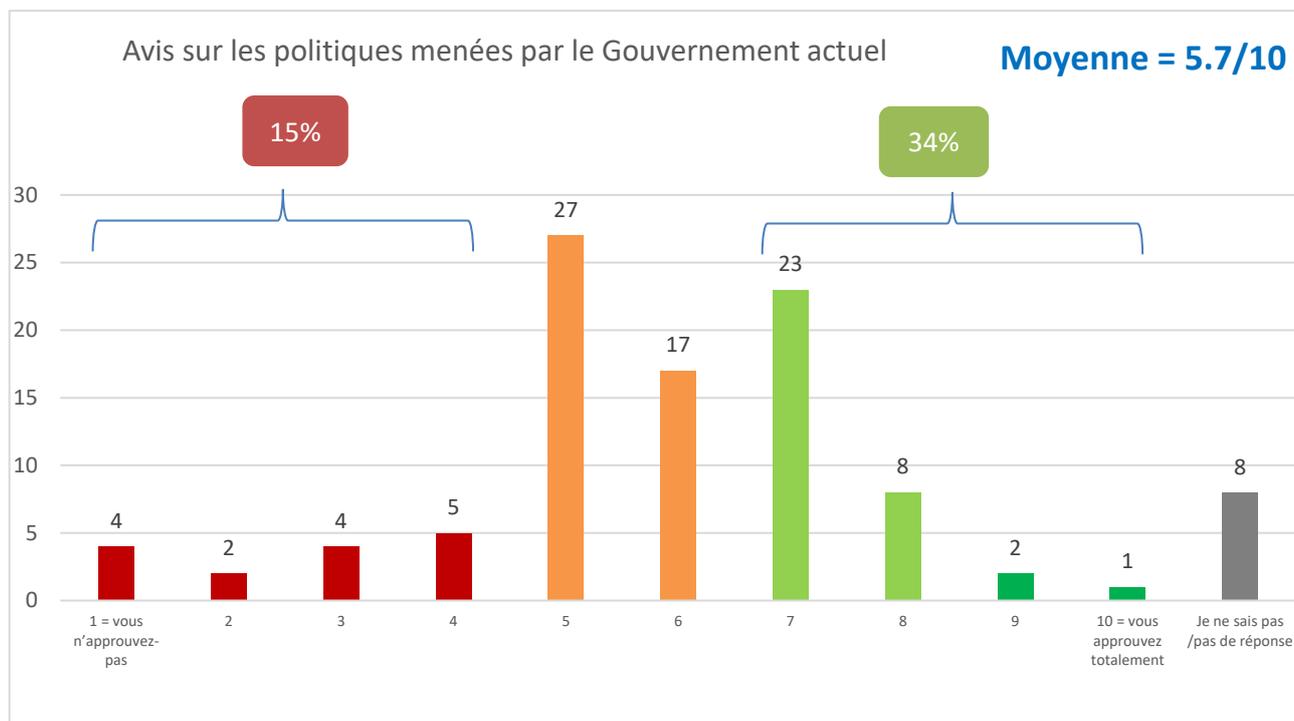


Figure 13 Avis sur les politiques menées par le Gouvernement selon les résidents étrangers

Les convergences et divergences apparaissent ensuite sur des enjeux précis entre les deux groupes nationaux et étrangers.

Ainsi, en 2025, 69 % des Luxembourgeois considéraient que le Gouvernement n'avait pas réussi à contenir l'inflation des loyers ni à rendre le logement plus abordable, un chiffre quasiment identique chez les résidents étrangers (68 %).

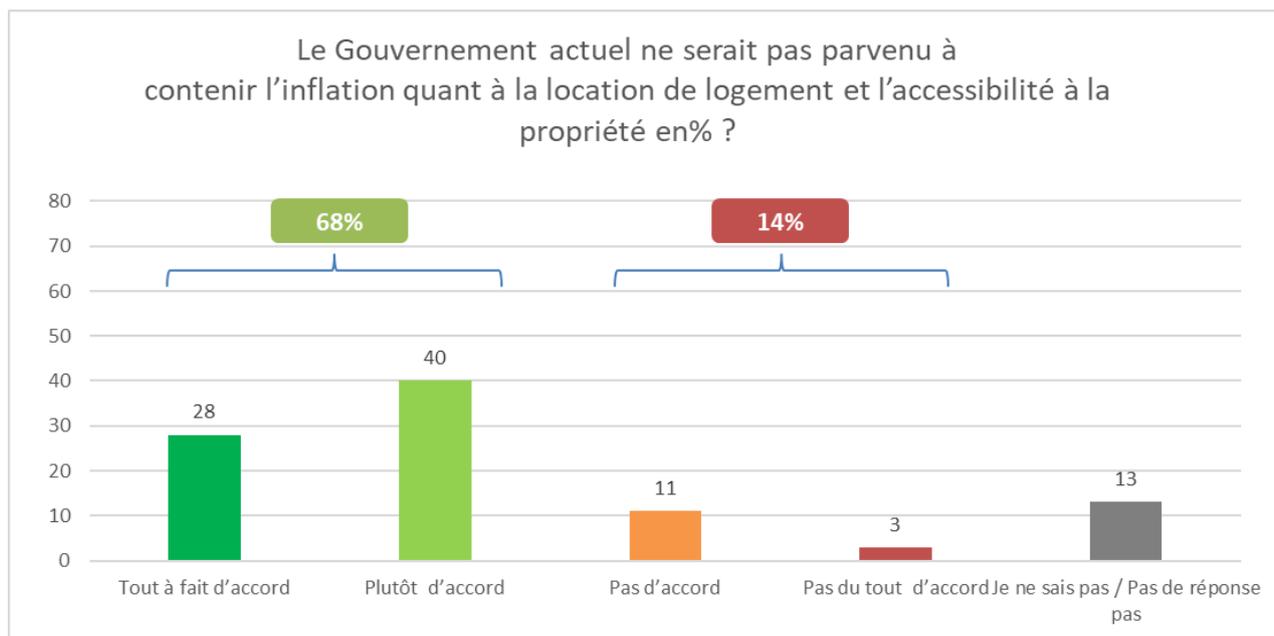


Figure 14 Capacité du Gouvernement en matière de logement selon les résidents étrangers

En revanche, sur la question des inégalités de revenus, 54 % des Luxembourgeois estimaient nécessaire que le gouvernement intervienne pour les réduire, contre 49 % seulement des étrangers. Ces distinctions relèvent, là encore, de la trajectoire sociale. Qu'ils soient issus d'une immigration récente ou plus ancienne, les étrangers conservent comme objectif principal la réussite économique et matérielle dans la société d'accueil. Le sentiment de progresser par l'effort et de « travailler pour soi » ne s'accompagne pas d'une demande marquée en faveur de politiques de redistribution. Les revenus y sont davantage perçus comme la juste contrepartie des efforts consentis et des réussites individuelles.

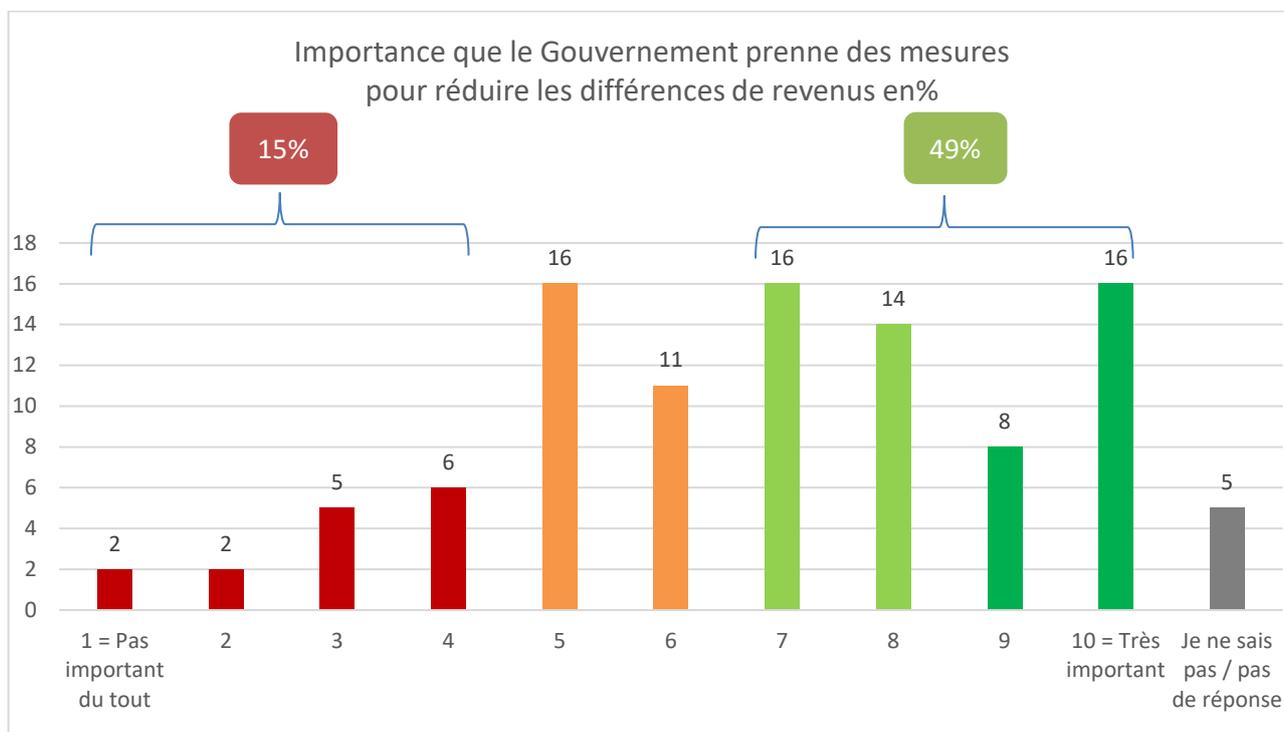


Figure 15 Capacité du Gouvernement en matière de réduction des différences de revenus selon les résidents étrangers

8. Les défis les plus urgents du Luxembourg

Comme en 2023 et 2024, Polindex 2025 confirme que le logement demeure le défi le plus urgent auquel le Luxembourg doit faire face : 70 % des citoyens luxembourgeois l'identifiaient parmi les problèmes les plus importants. Le constat est identique chez les résidents étrangers, qui placent également la question du logement au premier rang des priorités et dans les mêmes proportions : 70%.

Nous constatons une énième fois l'emprise pour l'instant de la question matérialiste parmi les problèmes jugés les plus importants au Luxembourg, tant par les citoyens luxembourgeois que par les résidents étrangers, comme l'illustrent les deux graphiques ci-dessous.

Toutefois, des distinctions notables apparaissent. La santé, la sécurité sociale et les soins aux personnes âgées préoccupent 49 % des Luxembourgeois, contre seulement 25 % des étrangers. Le maintien du pouvoir d'achat et l'inflation se situent à des niveaux proches (39 % et 36 %). Les retraites sont légèrement plus préoccupantes pour les Luxembourgeois (36 %, contre 32 % chez les étrangers). La question migratoire (frontaliers et réfugiés) est également davantage présente dans l'agenda des Luxembourgeois (34 % contre 29 % pour les étrangers).

Ce qui frappe également, c'est l'écart en matière de préoccupations post-matérialistes. L'environnement et le changement climatique mobilisent 38 % des Luxembourgeois, mais seulement 27 % des étrangers. La cohésion et l'équité sociales (entre riches et pauvres, entre hommes et femmes) préoccupent 32 % des premiers, contre 27 % des seconds. Quant au vivre-ensemble entre Luxembourgeois et personnes d'autres cultures, il est mentionné par 25 % des Luxembourgeois et 22 % des étrangers.

Cette distinction entre valeurs matérialistes et post-matérialistes renvoie directement à l'auto-positionnement politique : les Luxembourgeois, plus souvent au centre et au centre gauche, expriment davantage de préoccupations post-matérialistes. Leur forte présence dans le secteur public, assortie de revenus plus élevés et d'une sécurité professionnelle plus grande, leur permet de relativiser les enjeux matériels immédiats. Les étrangers, davantage insérés dans des trajectoires de réussite économique, surreprésentés dans le secteur privé et secondaire et tertiaire, accordent une priorité plus forte aux questions matérielles, reléguant au second plan les thématiques d'égalité et d'environnement.

L'un des défis majeurs pour les formations politiques luxembourgeoises est ainsi de comprendre et d'articuler les deux systèmes de valeurs, dans un contexte où, malgré ces nuances, l'agenda matérialiste reste largement dominant.



Figure 16 Problèmes les plus importants que le Luxembourg doit affronter selon les citoyens luxembourgeois



Figure 17 Problèmes les plus importants que le Luxembourg doit affronter selon les résidents étrangers

Cette distinction entre un agenda matérialiste dominant, mais plus fortement nuancé par des considérations post-matérialistes chez les Luxembourgeois que chez les étrangers, ouvre des perspectives stratégiques pour les formations politiques. Elle suggère qu'une partie de l'électorat national, davantage ancré dans la sécurité de l'emploi public et sensible aux enjeux environnementaux et d'égalité, peut être mobilisée par des programmes insistant sur la transition écologique et la justice sociale. À l'inverse, la population étrangère – en expansion démographique mais exclue du scrutin législatif – exprime des priorités centrées sur la réussite économique, le pouvoir d'achat et la stabilité du marché du travail.

Pour les partis luxembourgeois, le défi est double : répondre à la demande persistante de protection matérielle, tout en intégrant une dimension post-matérialiste qui structure de plus en plus les attentes des citoyens nationaux et partiellement des étrangers. La capacité à articuler ces deux registres conditionnera l'émergence de coalitions électorales viables et influencera durablement la recomposition du système politique grand-ducal avec une extension du corps électoral par la recrudescence des citoyens de double nationalité.

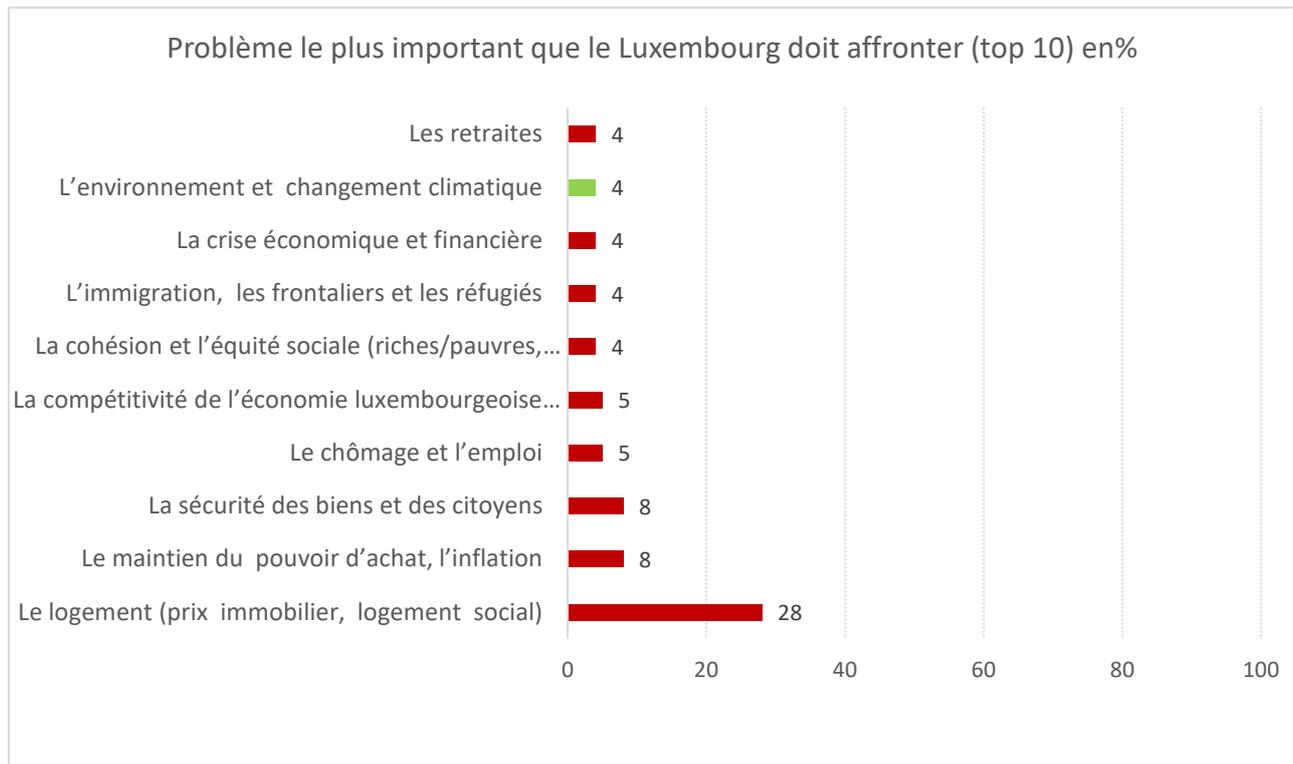


Figure 18 Problème le plus important que le Luxembourg doit affronter (top 10) selon les résidents étrangers

A l'instar des résultats des deux précédentes vagues Polindex 2023 et 2024, lorsqu'on interroge les citoyens luxembourgeois sur le parti politique qui serait le plus à même de résoudre les problèmes majeurs du pays, le Parti chrétien-social arrivait en tête avec 20% des réponses. Il était suivi, comme traditionnellement, par le Parti ouvrier socialiste luxembourgeois (13%) et le Parti démocratique (11%). Cependant, comme en 2023 et 2024, ce qui retient particulièrement l'attention, c'était le niveau élevé de défiance ou d'incertitude à l'égard de l'ensemble de l'offre partisane : 20 % des Luxembourgeois déclaraient ne pas savoir quel parti serait le plus compétent pour faire face aux défis du pays, et 15 % considéraient qu'aucune formation n'est en mesure de le faire. Ce double constat - fragmentation des préférences partisanes et part significative d'indécision ou de rejet - mettait en lumière un décalage persistant entre les attentes des citoyens luxembourgeois, notamment sur des enjeux cruciaux tels que le logement, la santé ou le pouvoir d'achat, et les réponses perçues comme crédibles de la part des acteurs politiques.

Dans ce contexte, ce qui frappe plus encore, c'est l'ampleur de l'indécision parmi les résidents étrangers : près de 40 % ne savent pas ou ne souhaitent pas dire quel parti serait le plus à même de résoudre les problèmes majeurs du Luxembourg, tandis que 16 % considèrent qu'aucun parti n'en est capable.

La seule force politique qui se distingue est le Parti démocratique, jugé le plus apte à relever ces défis par 16 % des étrangers. Le Parti chrétien-social apparaît beaucoup plus faible parmi les étrangers (9 %), suivi du Parti ouvrier socialiste luxembourgeois (7 %). Déi Lénk atteint un score similaire entre Luxembourgeois et étrangers (4 % et 5 %), tandis que l'ADR recueille 6 % chez les Luxembourgeois et seulement 4 % chez les étrangers. Enfin, cohérent avec les tendances déjà observées, les Verts sont crédités de 8 % par les Luxembourgeois contre 3 % par les étrangers, la force du matérialisme parmi les étrangers les pénalisant sans doute plus en comparaison des Luxembourgeois.

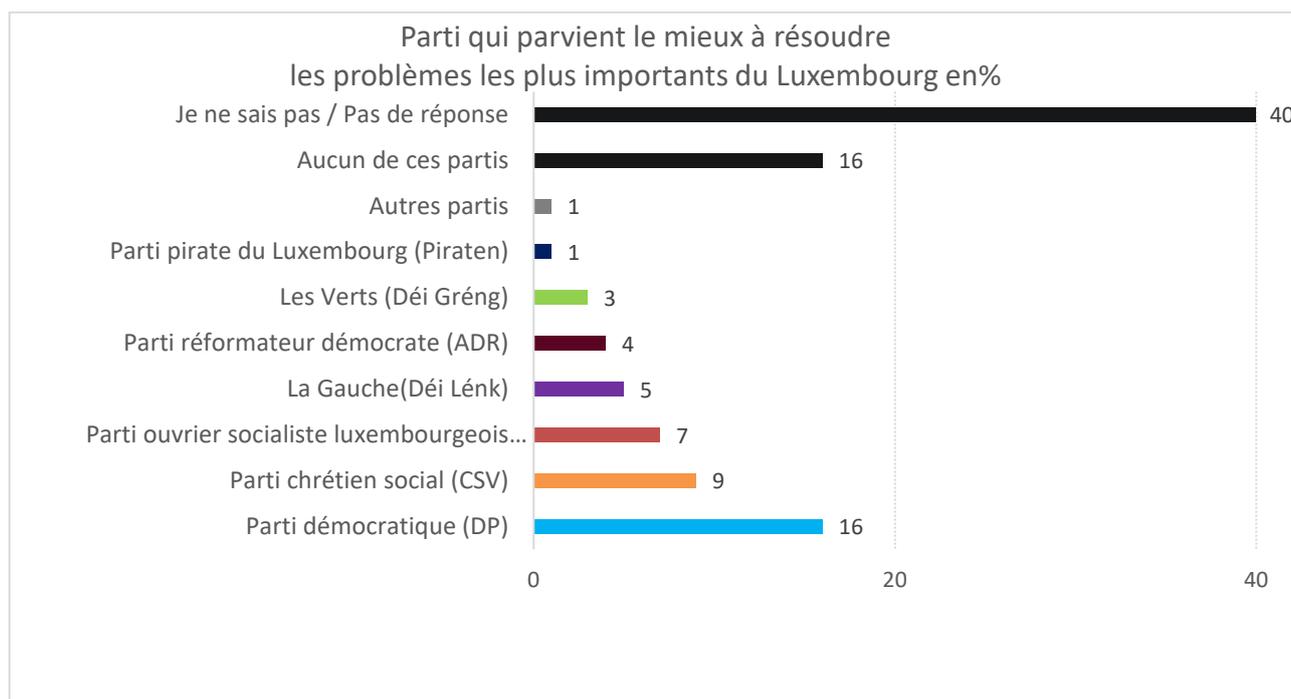


Figure 19 Parti qui parvient le mieux à résoudre les problèmes les plus importants du Luxembourg selon les résidents étrangers

Cette forte indécision quant aux compétences à attribuer aux partis politiques des résidents étrangers traduit une relation distanciée au système partisan luxembourgeois. Elle peut s'expliquer par leur absence de droit de vote aux élections législatives, ce qui réduit l'incitation à développer un rapport structuré aux partis politiques nationaux et à leurs connaissances. Elle reflète aussi une approche plus pragmatique que strictement idéologique : pour nombre d'étrangers, les partis sont avant tout perçus à travers leur capacité à gérer des enjeux matériels (emploi, logement, pouvoir d'achat) plutôt qu'à incarner des clivages programmatiques. D'où la mise en avant du Parti démocratique, associé à une image de compétence gestionnaire, et la relative faiblesse des chrétiens-sociaux et des formations plus polarisées, qui apparaissent moins lisibles ou moins pertinentes pour ces électeurs potentiels. Au total, cette indécision massive illustre un paradoxe : bien que les étrangers participent pleinement à la dynamique économique et sociale du Luxembourg, leur inscription dans le champ politique national demeure limitée, ce qui pose un défi durable de représentation et d'intégration démocratique.

IV. Confiance du public et perceptions de la politique

9. Intérêt pour la politique et confiance dans les institutions

Comme nous l'avons constaté dans la note consacrée aux citoyens luxembourgeois, plus de 73 % d'entre eux se déclaraient assez ou très intéressés par la vie politique. La situation est sensiblement différente pour les résidents étrangers : seuls 53 % manifestent un tel intérêt.

Cette différence soulève de nouveau la question des conditions de l'intérêt pour la politique parmi des populations qui ne connaissent nullement des processus de socialisation identique. D'une part, une partie des résidents étrangers est engagée principalement dans une logique économique. D'autre part, beaucoup conservent théoriquement la possibilité d'exercer leurs droits politiques dans leur pays d'origine, lorsqu'ils y sont partis à l'âge adulte, mais ils s'en détachent progressivement, pour diverses raisons. Parallèlement, leur participation au processus décisionnel au Luxembourg reste limitée puisqu'ils ne disposent pas de tous les droits politiques attachés à la citoyenneté luxembourgeoise.

Les sentiments vis-à-vis de la politique varient beaucoup parmi les résidents étrangers. 59% des résidents étrangers ayant comme formation le secondaire et deuxième cycle ne sont pas intéressés par la politique. Ce niveau est aussi très élevé parmi les 35-44 ans, qui sont 61% à déclarer qu'ils ne sont pas intéressés par la politique. Lorsqu'on regarde au niveau des revenus, c'est l'inverse. Plus les revenus sont élevés, plus l'intérêt pour la politique est fort. 70% parmi ceux qui ont entre 6 000 et 8 000 euros, et 62% pour ceux qui ont 8 000 euros à disposition par foyer sur une base mensuelle.

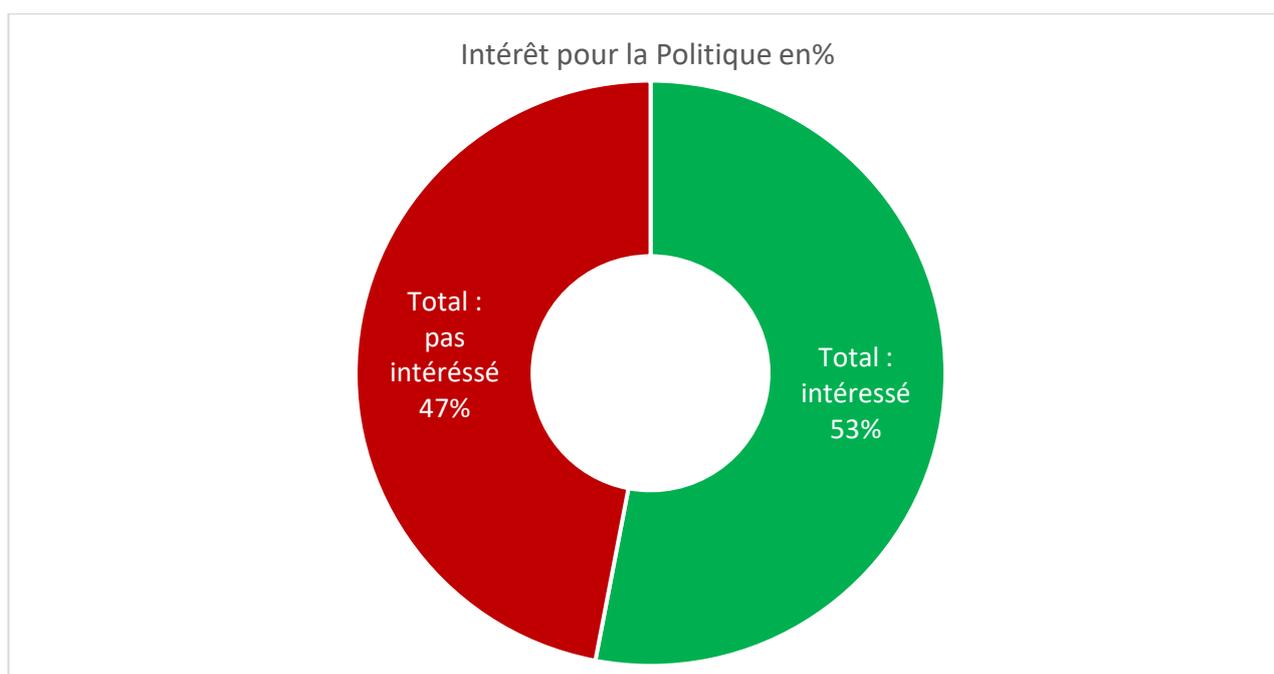


Figure 20 Intérêt pour la politique selon les résidents étrangers

Les sentiments éprouvés vis-à-vis de la politique sont aussi diversifiés que ceux que nous avons rencontrés pour les citoyens luxembourgeois. Ainsi, 54% des résidents étrangers expriment de la méfiance, 21% de l'ennui, 13% du dégoût, et 11% de la peur. Mais ils sont plus d'un tiers à estimer que la politique est toujours intéressante, qu'elle est porteuse d'espoir 31%, et même qu'elle inspire du respect jusqu'à 18%. Il est clair que là aussi, les distinctions se font par rapport aux classes d'âge, aux catégories sociales, ou à l'échelle des revenus.

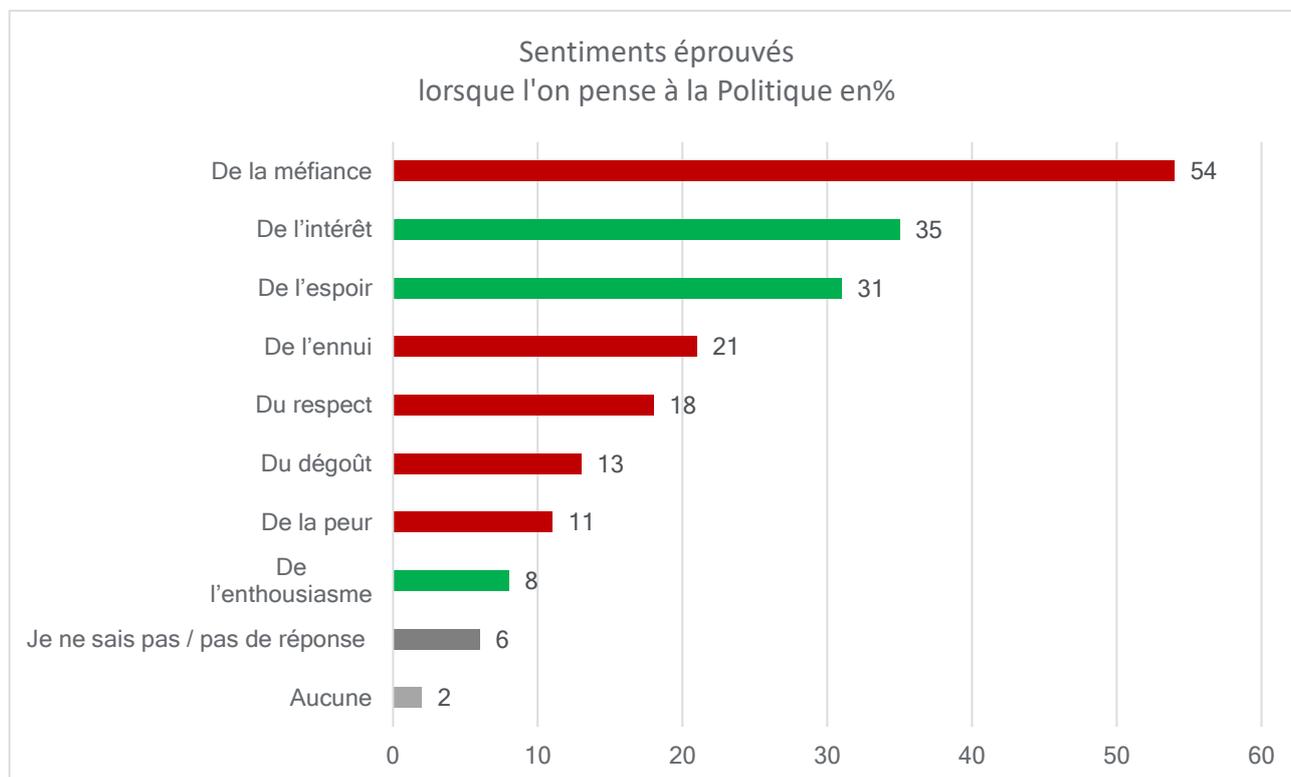


Figure 21 Sentiments éprouvés lorsque l'on pense à la Politique selon les résidents étrangers

Le graphique suivant classe les différentes institutions nationales et européennes en fonction de la confiance des communautés politiques nationales.

Tant les citoyens luxembourgeois que les résidents étrangers accordent une confiance particulière aux institutions liées à la Sécurité sociale, comme la Caisse nationale de santé, ainsi qu'aux instances judiciaires. Tous deux se montrent également plus favorables à la Cour de justice de l'Union européenne qu'à d'autres organes politiques nationaux ou européens.

L'évaluation de la fiabilité des plateformes de médias sociaux montre cependant de faibles résultats (une moyenne de 3 sur une échelle de 1 à 10 pour les Luxembourgeois et 3,1 pour les résidents étrangers). La faible confiance accordée aux réseaux sociaux va ainsi à rebours des discours dominants qui laissent entendre que les citoyens luxembourgeois - et, en l'occurrence ici, les résidents étrangers - seraient largement déterminés, dans leurs opinions politiques, par ce type de canaux. De plus les partis politiques - ainsi que la télévision - sont classés à l'avant-dernière place dans notre liste de confiance du public.

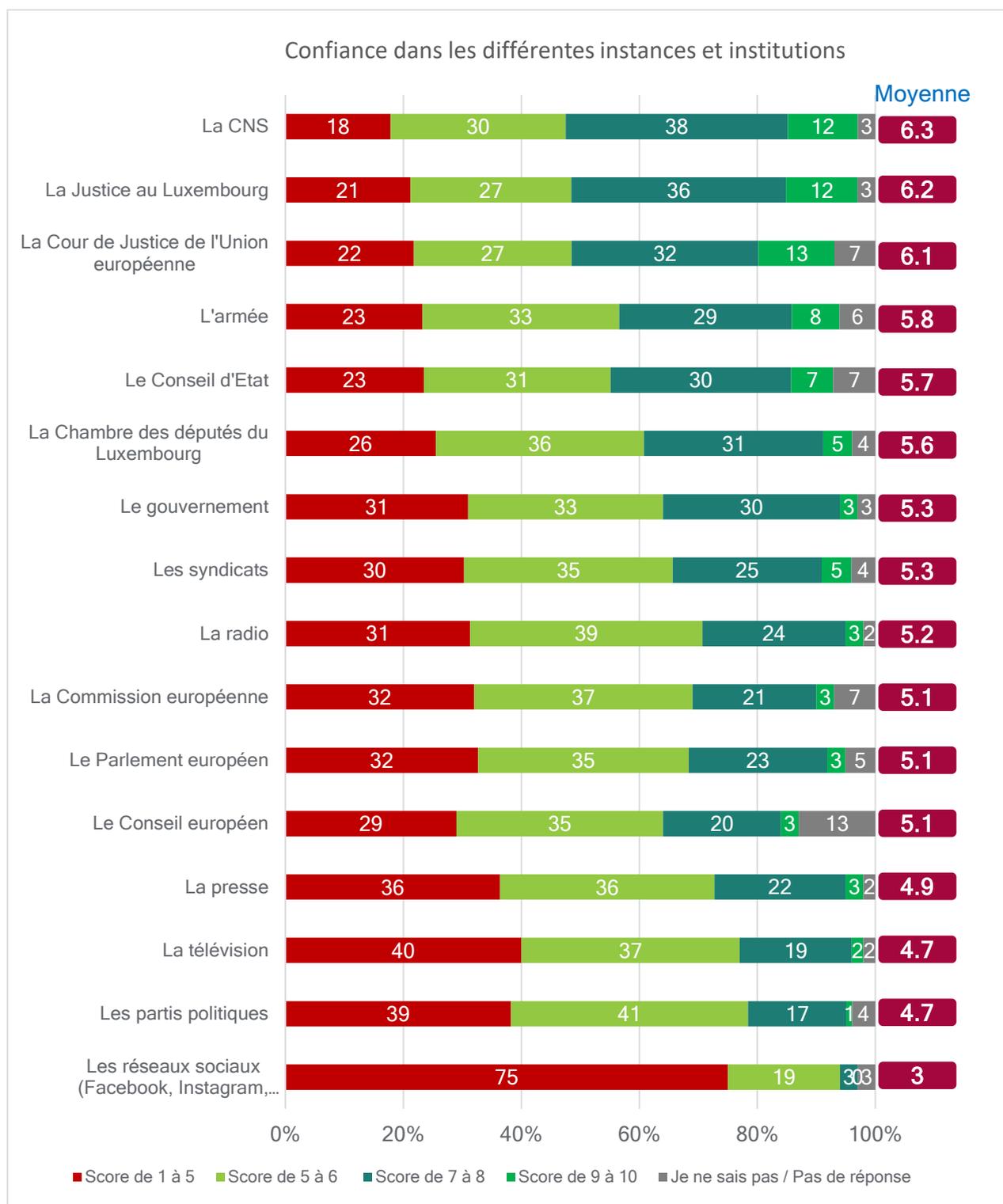


Figure 22 Confiance dans les différentes instances et institutions des citoyens luxembourgeois

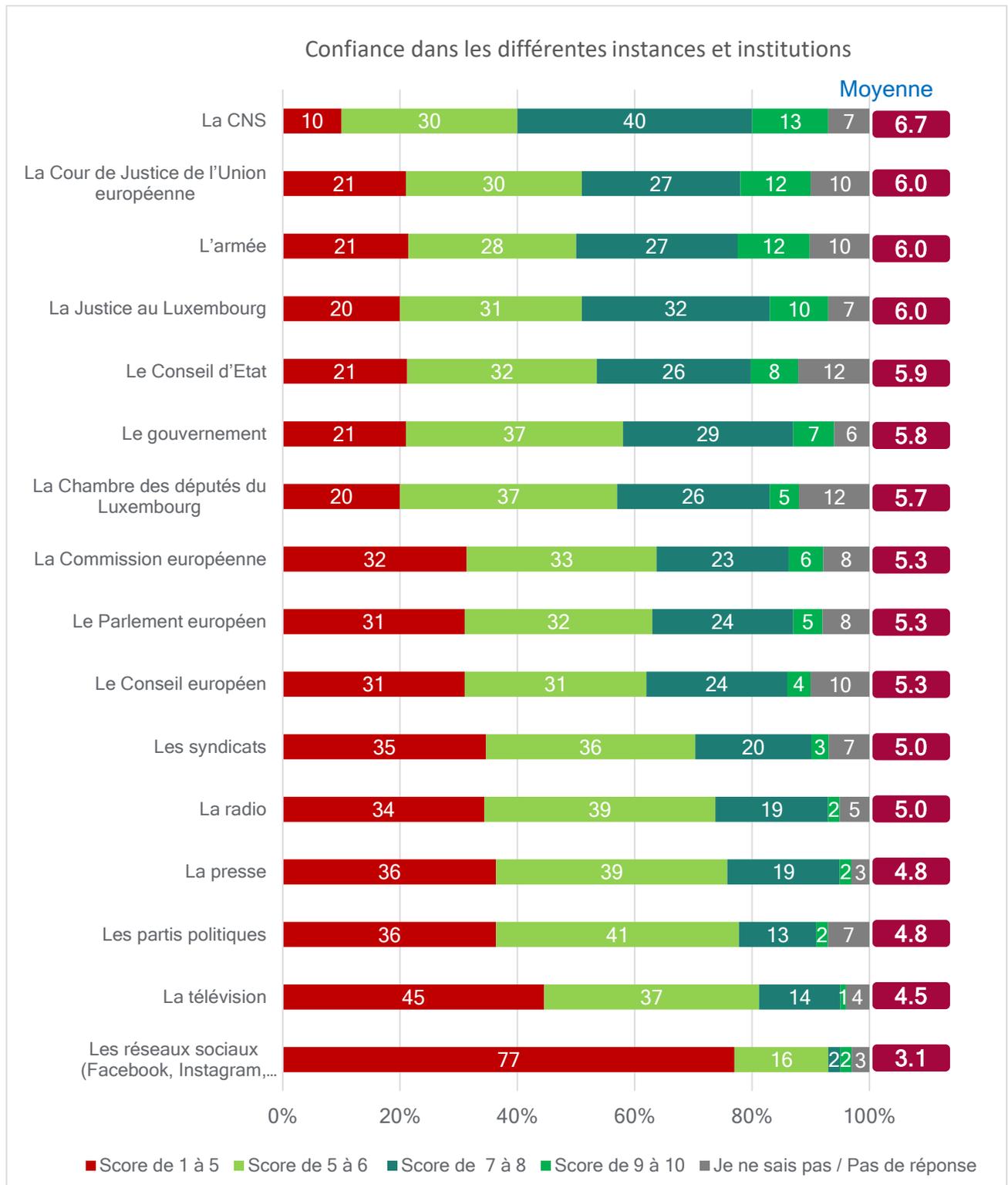


Figure 23 Confiance dans les différentes instances et institutions des résidents étrangers

10. Source et langue de l'information politique

Fait absolument remarquable, il n'existe aucune - ou presque aucune - différence de comportement entre les citoyens luxembourgeois et les résidents étrangers lorsqu'il s'agit d'identifier leurs principales sources d'information politique. Les articles publiés dans les journaux et hebdomadaires sont considérés comme la première source d'information politique par 47 % des Luxembourgeois et 46 % des résidents étrangers.

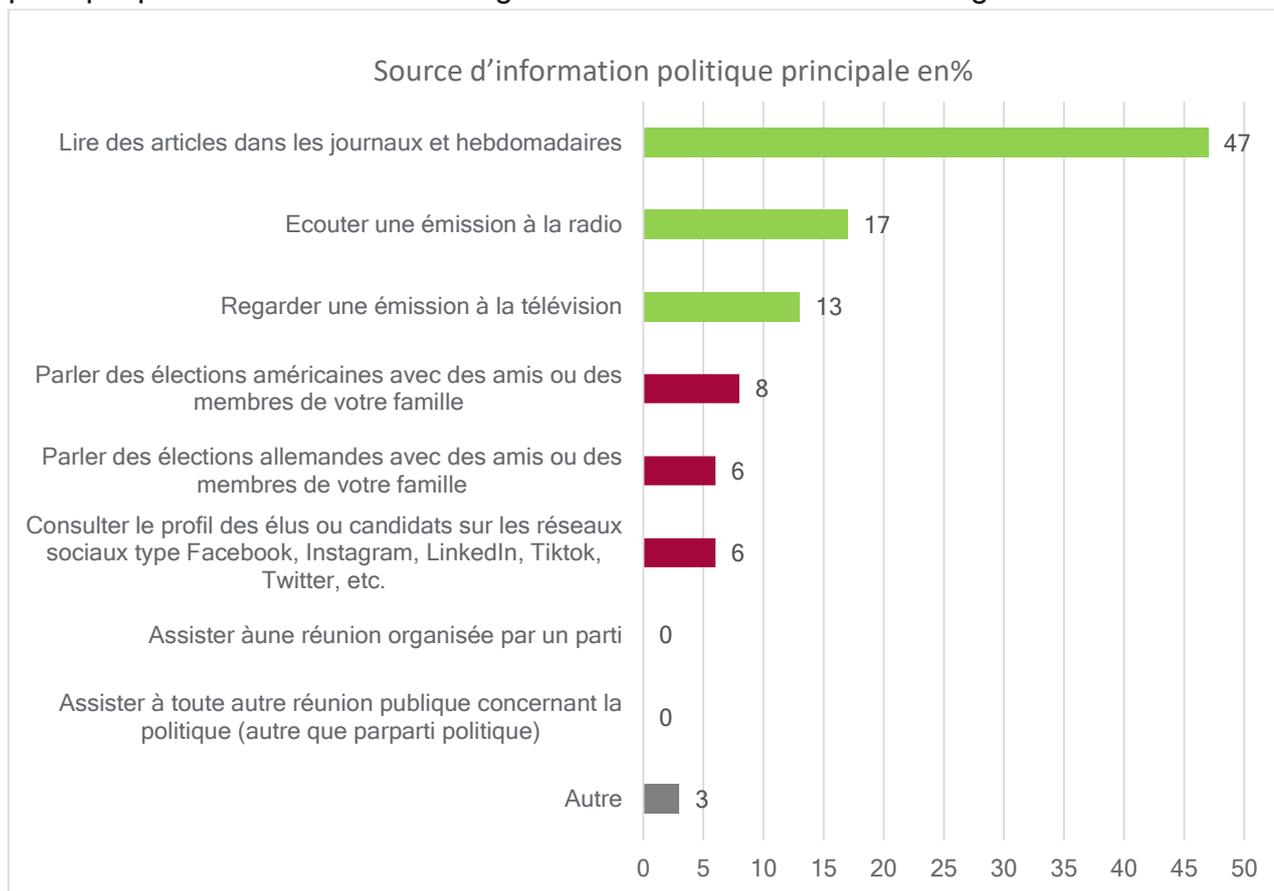


Figure 24 Source d'information politique principale selon les citoyens luxembourgeois

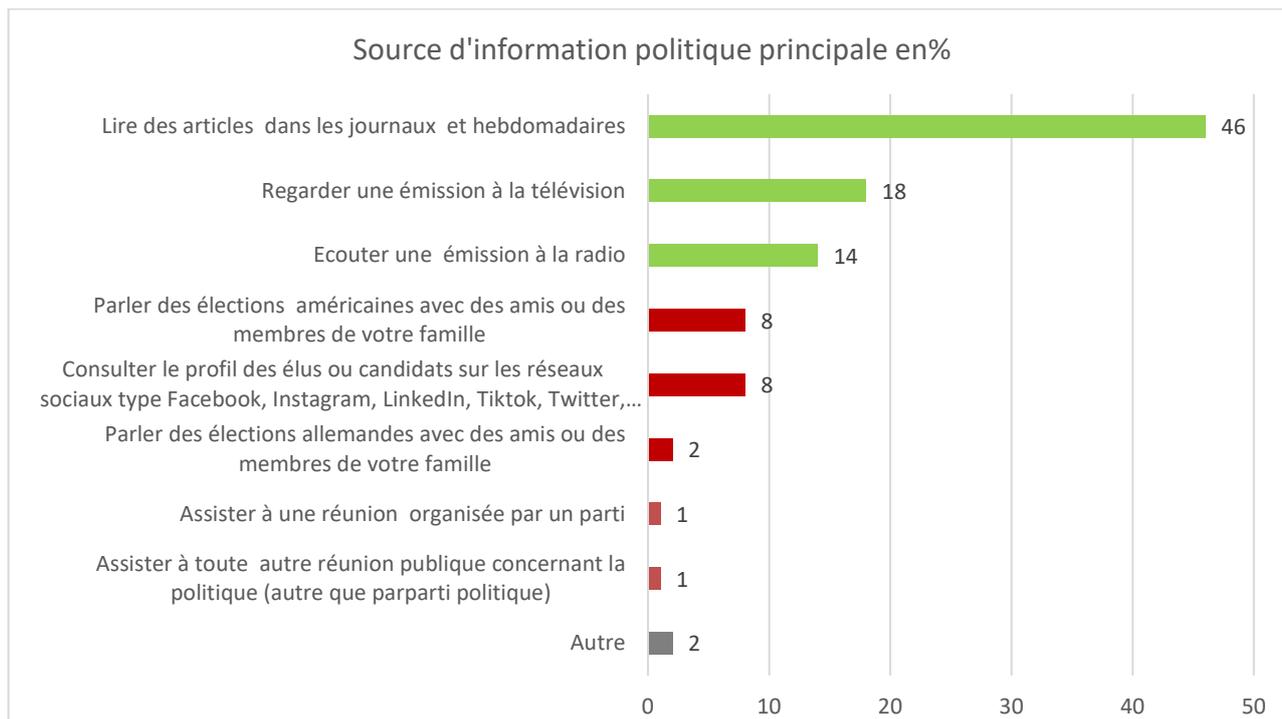


Figure 25 Source d'information politique principale selon les résidents étrangers

La préférence accordée à la radio par les Luxembourgeois et à la télévision par les résidents étrangers s'explique peut-être par la diversité des espaces médiatiques auxquels ces derniers se réfèrent. Contrairement aux Luxembourgeois, dont l'accès à l'information repose principalement sur les langues usuelles du pays - l'allemand, le français et le luxembourgeois -, les résidents étrangers mobilisent un éventail beaucoup plus large de médias. Ils consultent notamment des chaînes anglophones, lusophones, italophones, ou encore d'autres espaces linguistiques. La télévision occupe ainsi une place centrale, d'autant plus que la plupart de ces langues très diffusées en Europe disposent de chaînes d'information en continu, venant compléter l'offre déjà disponible en allemand et en français.

Ce rôle central des médias professionnels dans la structuration de l'opinion politique soulève la question des conditions d'accès à l'offre politique au Luxembourg. La langue y joue un rôle déterminant. Pour les citoyens luxembourgeois, le luxembourgeois demeure la langue privilégiée pour s'informer sur la politique (45 %), devant l'allemand (32 %) et le français (17 %). La situation diffère toutefois nettement pour les résidents étrangers : 64 % privilégient le français, 17 % l'anglais, 7 % l'allemand, et seuls 5 % le luxembourgeois.

Cette construction de l'opinion politique à travers des stratégies linguistiques différenciées entraîne logiquement des représentations distinctes sur certains enjeux. Elle contribue ainsi, d'une certaine manière, au maintien de deux communautés politiques parallèles, structurées autant par la langue que par l'accès différencié à l'information, en plus de leurs trajectoires économiques distinctes et de l'appartenance ou non au secteur public.

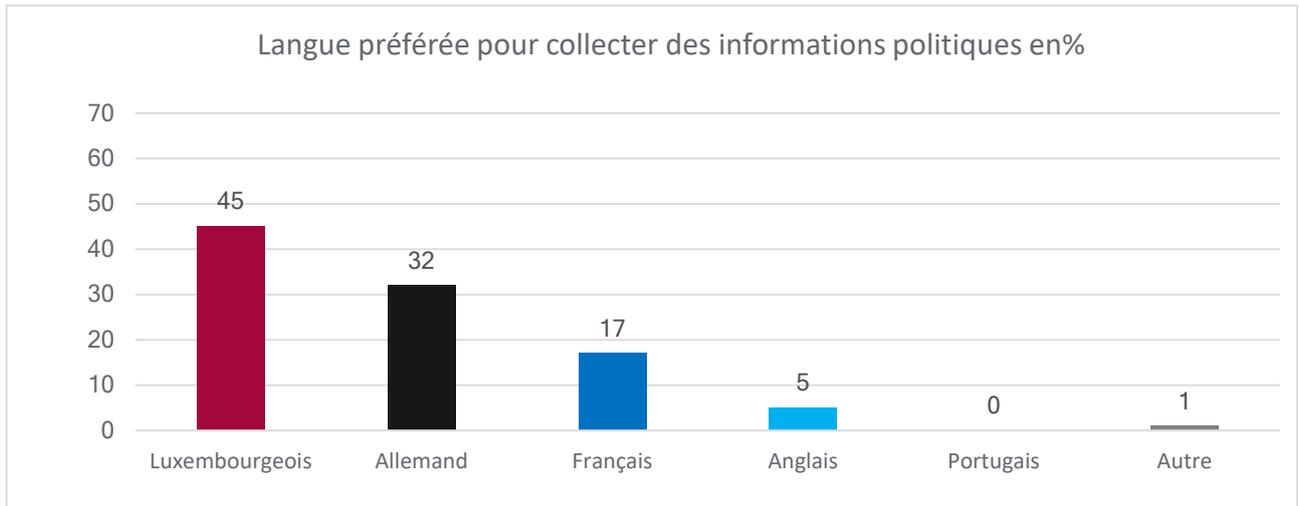


Figure 26 Langue préférée pour collecter des informations politiques selon les citoyens luxembourgeois

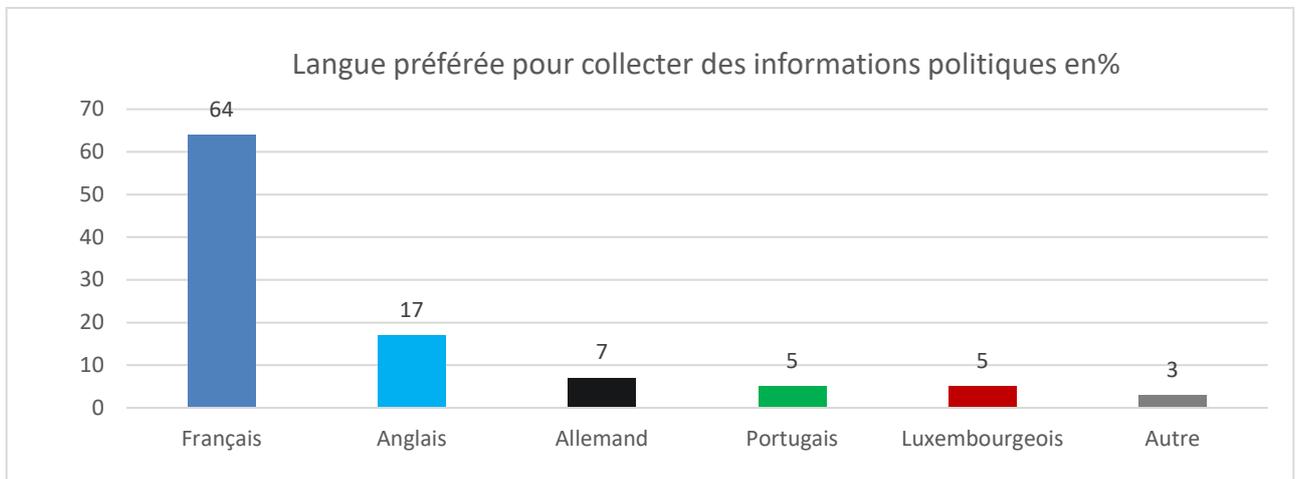


Figure 27 Langue préférée pour collecter des informations politiques selon les résidents étrangers

11. Perception des politiciens et de la représentation

Dans l'étude portant sur les citoyens luxembourgeois, 67 % des répondants estimaient que les décideurs politiques ne se soucient pas de ce que pensent les gens. Ce sentiment est encore plus marqué chez les résidents étrangers, où il atteint 71 %.

Plusieurs hypothèses peuvent être avancées pour expliquer ce phénomène des plus préoccupants dans la médiation et l'établissement du compromis, caractéristiques de la démocratie représentative.

Premièrement, la déclaration selon laquelle « les responsables politiques ne se préoccupent pas des gens » peut relever d'une posture tribunicienne de dénonciation de la démocratie représentative, exprimant une critique générale du système, qui est aussi importée de leurs systèmes politiques d'origine.

Deuxièmement, et peut-être plus particulièrement chez une partie des résidents étrangers, ce jugement pourrait s'expliquer par un intérêt limité pour la politique luxembourgeoise. Beaucoup considèrent que leur réussite économique et sociale actuelle ou future dépend avant tout de leurs propres efforts, et non de l'action politique, ce qui les éloigne naturellement des responsables politiques et alimente une critique à distance.

Troisièmement, il est possible que la technicité croissante de la politique, combinée à l'articulation complexe entre niveaux européen et national, contribue à diluer la responsabilité politique - ou du moins à en obscurcir la compréhension par les citoyens et à adopter un rejet partiel de toute forme de représentation par les élus.

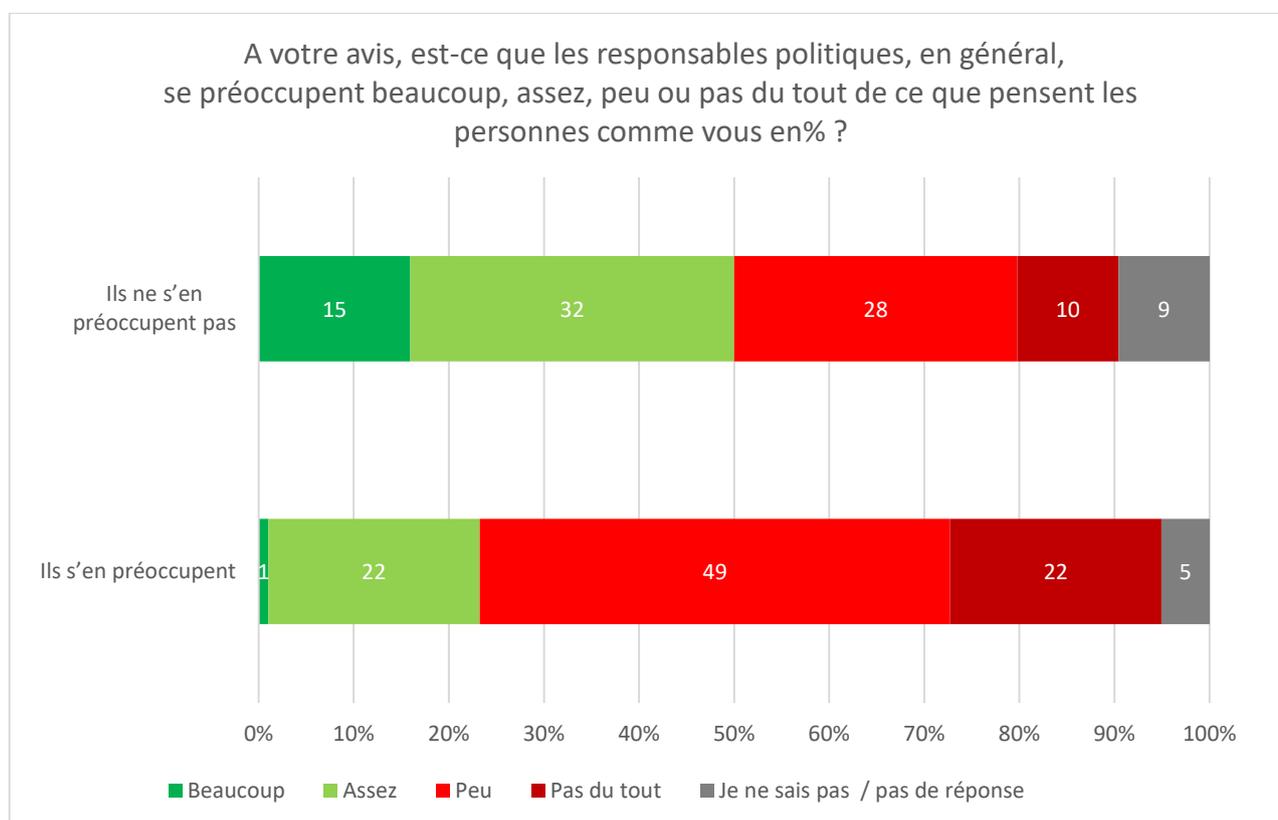


Figure 28 Responsables politiques et prise en compte des préoccupations des résidents étrangers

Le graphique ci-dessous illustre le désir d'une démocratie plus directe au Luxembourg. Sur une échelle de 1 à 10, l'importance moyenne attribuée au fait de donner le dernier mot aux citoyens sur les décisions importantes par le biais d'un référendum est de 6,5 sur chez les étrangers, ils étaient 6,7 chez les Luxembourgeois. Depuis le référendum de 2005, on observe une progression continue de la volonté de pratiques de démocratie directe, entendues comme l'intervention directe des citoyens dans l'adoption des traités, les révisions constitutionnelles ou certaines lois dans toutes les études commanditées par le Parlement à l'Université du Luxembourg. Cette injonction populaire grandissante dans le processus décisionnel et législatif non seulement remet en cause profondément la démocratie représentative et des instruments traditionnels de médiation du politique mais aussi obligent certainement à une modification tant de la communication en politique, du fonctionnement des partis politiques que du travail législatif lui-même.

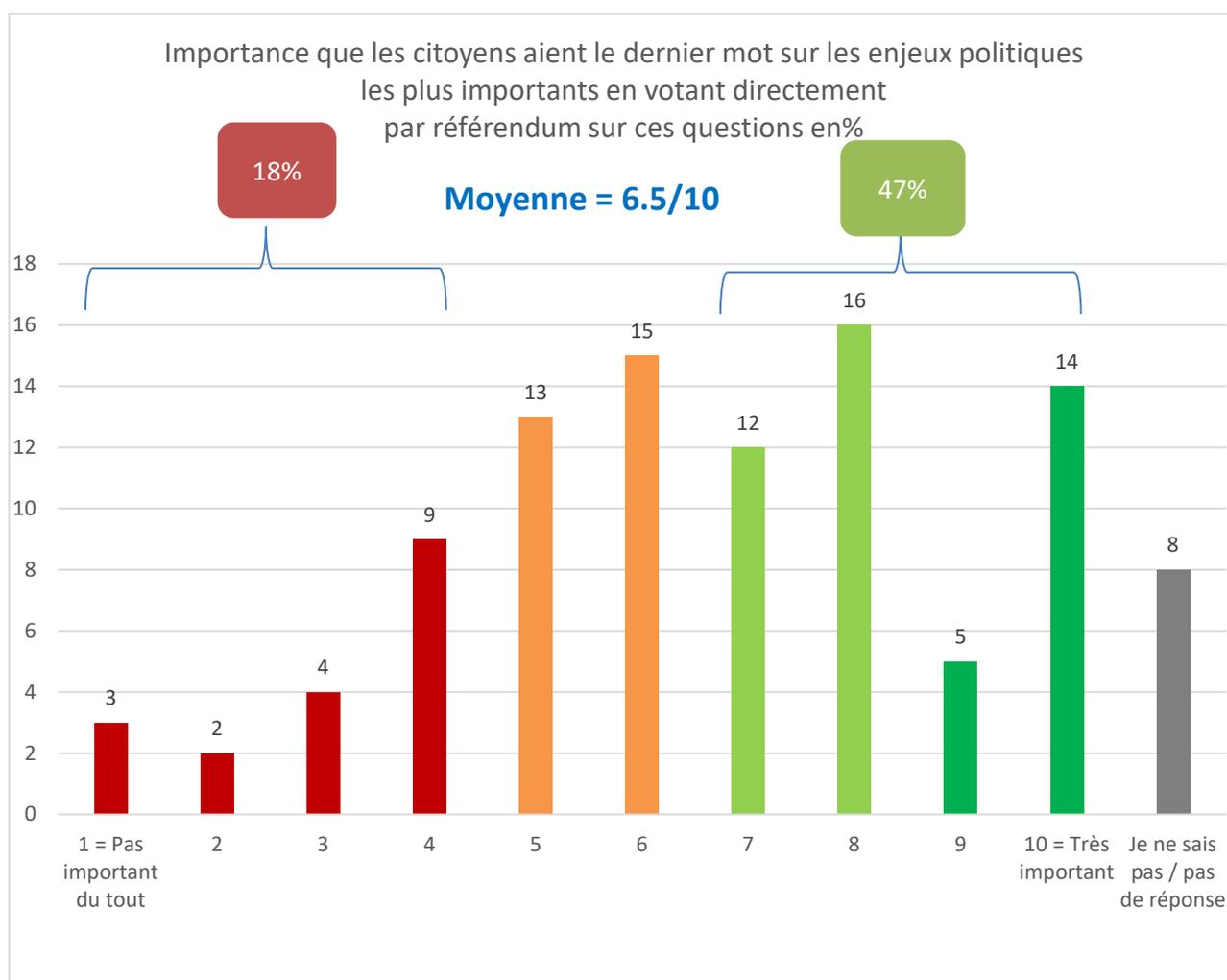


Figure 29 Etrangers et recours au référendum au Luxembourg

Qui plus est, 67 % des répondants étrangers estiment que le pays serait mieux gouverné si les élus parlaient moins et prenaient davantage de mesures concrètes sur les problèmes

importants. Dans le même esprit, 60 % considèrent que l'écart entre les citoyens ordinaires et les élites politiques est plus grand que celui qui existe entre citoyens eux-mêmes. Parmi les résidents étrangers, 57 % jugent que les responsables politiques sont déconnectés de la réalité et ne servent que leurs propres intérêts, et 53 % voient dans la fonction parlementaire une carrière opportuniste davantage qu'un engagement au service du bien commun. Ces résultats rejoignent globalement ceux relevés chez les citoyens luxembourgeois.

Ce qui frappe aussi, c'est la vigueur particulière de la critique adressée à la représentation politique européenne alors que nous le verrons par la suite les résidents étrangers se sentent le plus européens dans leur identité. En effet, 58 % des répondants estiment que les élections européennes ne reflètent pas les réalités économiques et sociales des citoyens, et 49 % considèrent que ces derniers ne sont pas représentés par les institutions de l'Union. Si un désir accru de participation directe des citoyens se manifeste, il ne traduit pas pour autant une volonté de « démocratie rédemptrice » : il s'exprime plutôt comme le l'atténuation du travail de filtrage, de recomposition, de compromis et de médiation qui constitue pourtant le cœur de l'action des élus, qu'il s'agisse du parlement national ou du parlement européen.

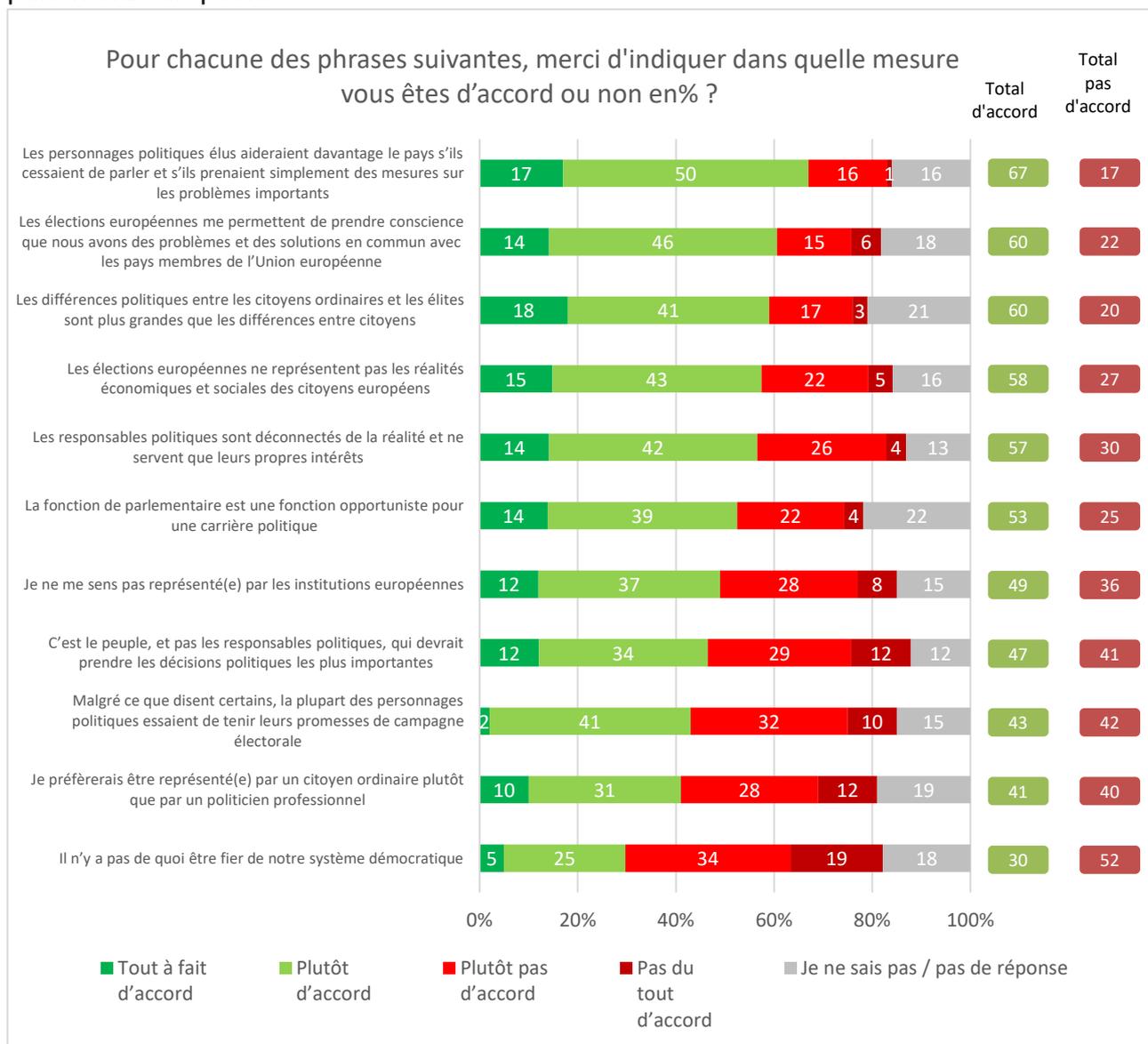


Figure 30 Appréciation des responsables politiques par les étrangers au Luxembourg



V. Statut de la démocratie

12. Approbation de la démocratie

En 2025, 80% des Luxembourgeois estimaient que la démocratie, malgré ses difficultés, est toujours préférable à toute autre forme de gouvernement parmi les citoyens luxembourgeois. Parmi les résidents étrangers, 74 % partagent également ce sentiment. Qui plus est, 76 % considèrent qu'il reste utile de voter, estimant que c'est par les élections que l'on peut réellement faire évoluer les choses. Par ailleurs, 61 % jugent que l'Union européenne est un régime démocratique, malgré leurs critiques, un résultat proche de celui observé chez les citoyens luxembourgeois (65 %). Lorsqu'il s'agit d'évaluer la démocratie en tant que régime, 60 % des résidents étrangers affirment qu'elle est irremplaçable et qu'elle reste le meilleur système possible, contre 72 % chez les Luxembourgeois. Toutefois, près d'un tiers des répondants dans les deux groupes nationaux estiment qu'« en démocratie, rien n'avance » et expriment la préférence pour moins de démocratie, mais davantage d'efficacité. Ces résultats traduisent une tension fondamentale : la démocratie demeure largement perçue comme le meilleur système politique et conserve une légitimité forte, mais elle est simultanément critiquée pour son manque d'efficacité. L'adhésion au principe démocratique coexiste ainsi avec une demande croissante de résultats rapides et concrets, quitte à remettre en question certains mécanismes de la représentation et de la délibération qui en constituent pourtant le cœur : Démocratie représentative et procédurale versus démocratie rédemptrice et économique.

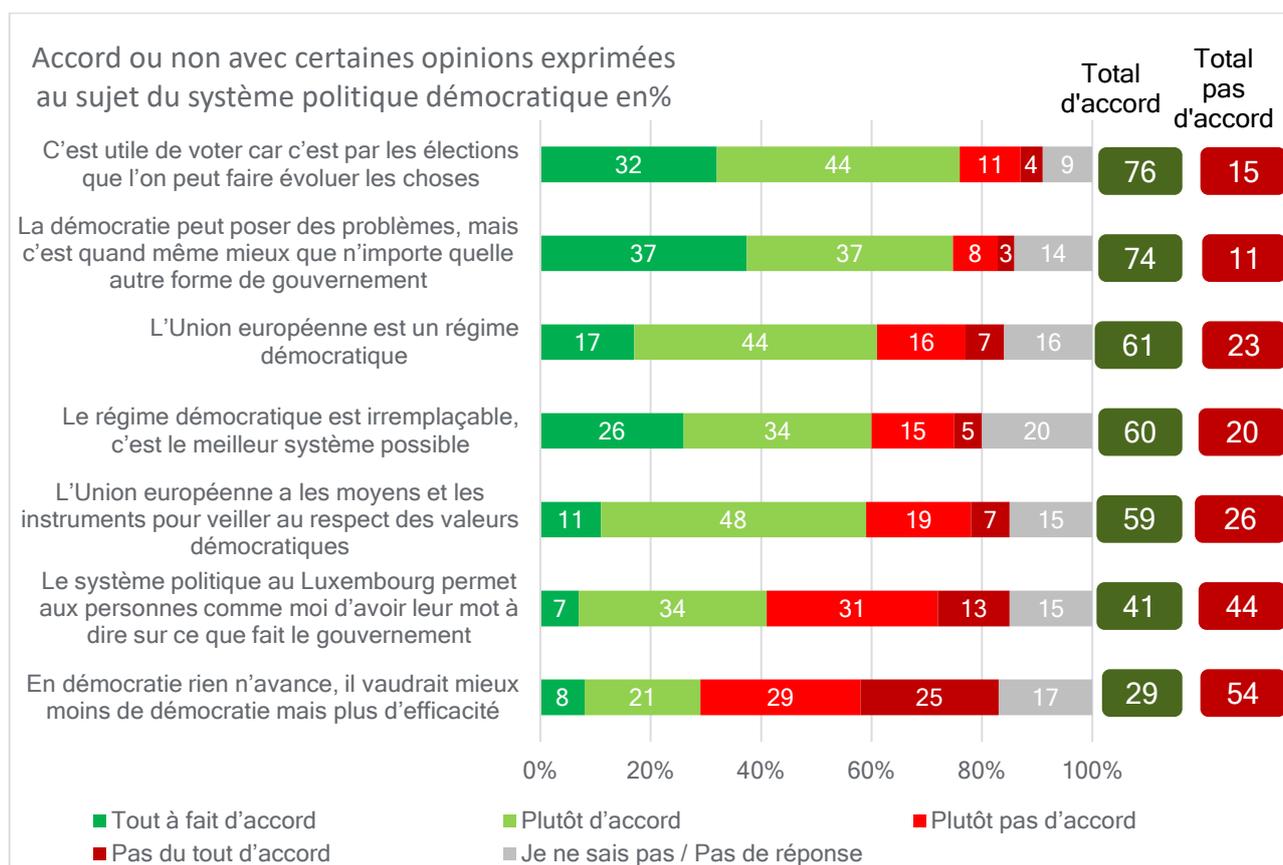


Figure 31 Appréciation du système démocratique selon les résidents étrangers

13. Le sens et la pratique de la citoyenneté au Luxembourg

Comme nous l'avons constaté dans la note de recherche consacrée aux citoyens luxembourgeois, la conception de la citoyenneté parmi les résidents étrangers reste aussi fortement marquée par le devoir civique. Sur une échelle de 1 à 7, la moyenne est de 5,8 pour affirmer qu'il faut toujours obéir aux lois et aux règles, de 5,7 pour considérer qu'être citoyen signifie ne jamais chercher à éviter de payer ses impôts, et de 5,5 pour estimer qu'il est nécessaire de toujours voter aux élections parmi les étrangers résidents.

Cette conception de la citoyenneté, centrée sur les devoirs et droits civiques, peut s'interpréter de plusieurs manières.

- Une première hypothèse est qu'elle reflète la volonté de se fondre pleinement dans la société luxembourgeoise afin de garantir sa réussite personnelle et sociale.
- Une seconde hypothèse est qu'elle traduit la perception du Luxembourg comme un État fonctionnel, bien organisé et administré, en contraste avec le pays d'origine d'où un système d'allégeance administrative synonyme de citoyenneté. Nous avons déjà relevé que la confiance dans les institutions de l'État luxembourgeois est particulièrement élevée chez les résidents étrangers.
- Enfin, une troisième hypothèse souligne que l'attachement au vote comme devoir essentiel de citoyenneté constitue un paradoxe : alors même que résidents étrangers et citoyens luxembourgeois critiquent sévèrement les responsables politiques, ils demeurent profondément attachés à l'acte de voter, élément central de la légitimité politique.

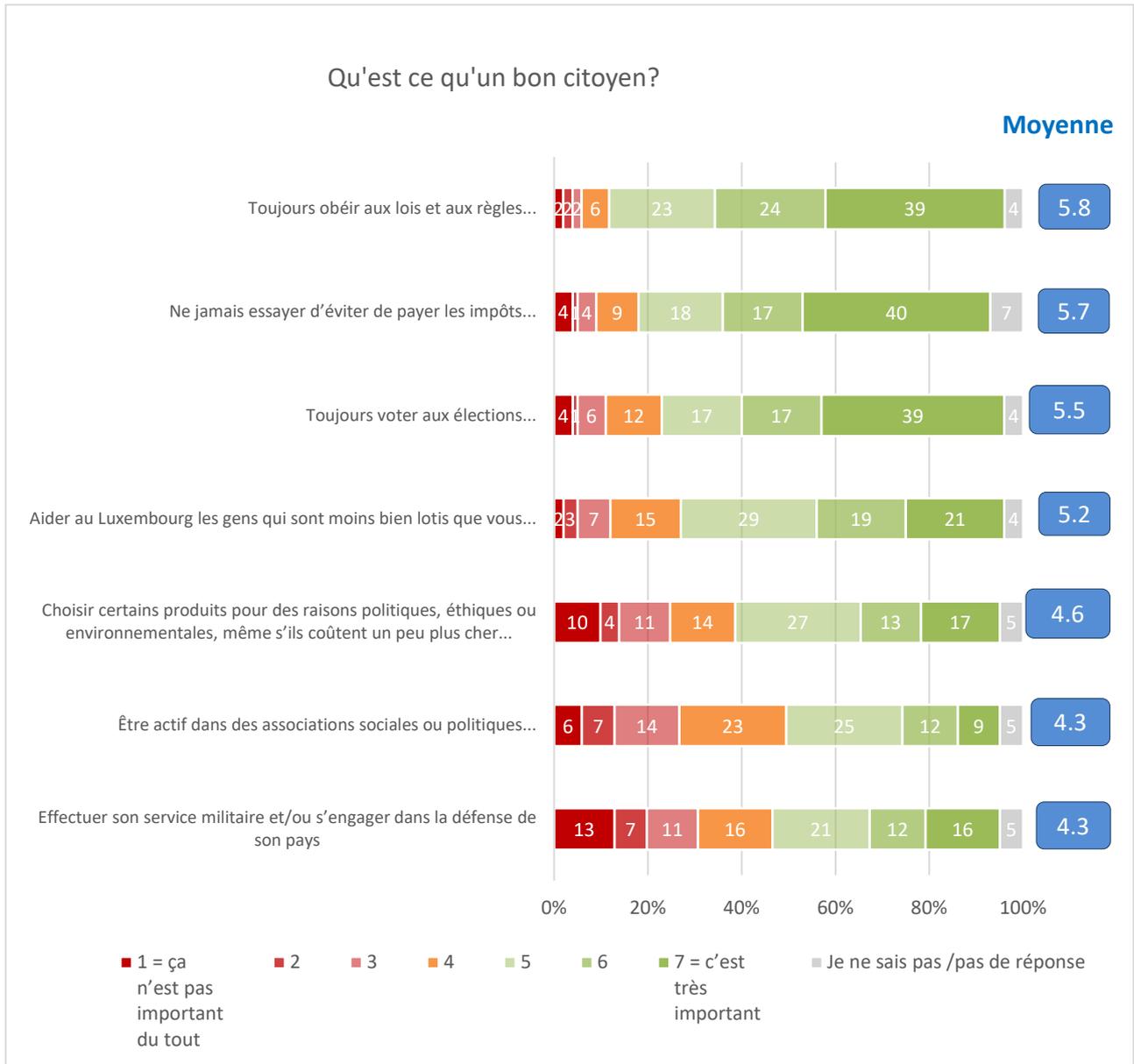


Figure 32 Définition de la citoyenneté selon les résidents étrangers

14. Satisfaction démocratique

77 % des citoyens luxembourgeois se déclaraient satisfaits du fonctionnement de la démocratie au Luxembourg. Ce chiffre, parmi les plus élevés de l'Union européenne aux côtés des démocraties scandinaves. 77% des résidents étrangers partagent également cette appréciation positive. La perception excellente du fonctionnement démocratique ne doit pas occulter certaines questions :

- La première est que les résidents étrangers les plus diplômés, aux revenus les plus élevés, travaillant dans le secteur tertiaire - en particulier dans les services et la finance - se montrent aussi parmi les moins enthousiastes. Leur exigence traduit moins une indifférence qu'un désir accru de participation.
- La deuxième renvoie à une méconnaissance du système politique national : bien que certains participent, ou puissent participer, aux élections communales et européennes, beaucoup ne connaissent pas suffisamment le fonctionnement des institutions démocratiques luxembourgeoises et/ou ne sont pas inscrits sur les listes électorales. Cette méconnaissance, ou l'accès à des informations partielles, peut alimenter un sentiment soit trop positif, soit trop négatif.
- Enfin, comme nous l'avons vu précédemment, l'existence de deux communautés linguistiques distinctes dans la construction de l'information politique constitue un facteur structurant. Le luxembourgeois est la langue des acteurs politiques, mais il n'est pas celle de la majorité des résidents étrangers. Dès lors, la coexistence d'une sphère juridique et administrative francophone et d'une sphère politique luxembourgophone peut nourrir, non pas l'idée d'une dissimulation, mais celle d'un décalage entre ce qui est décidé réellement (et les conditions de la décision) et ce qui est compris et reçu réellement par les étrangers.

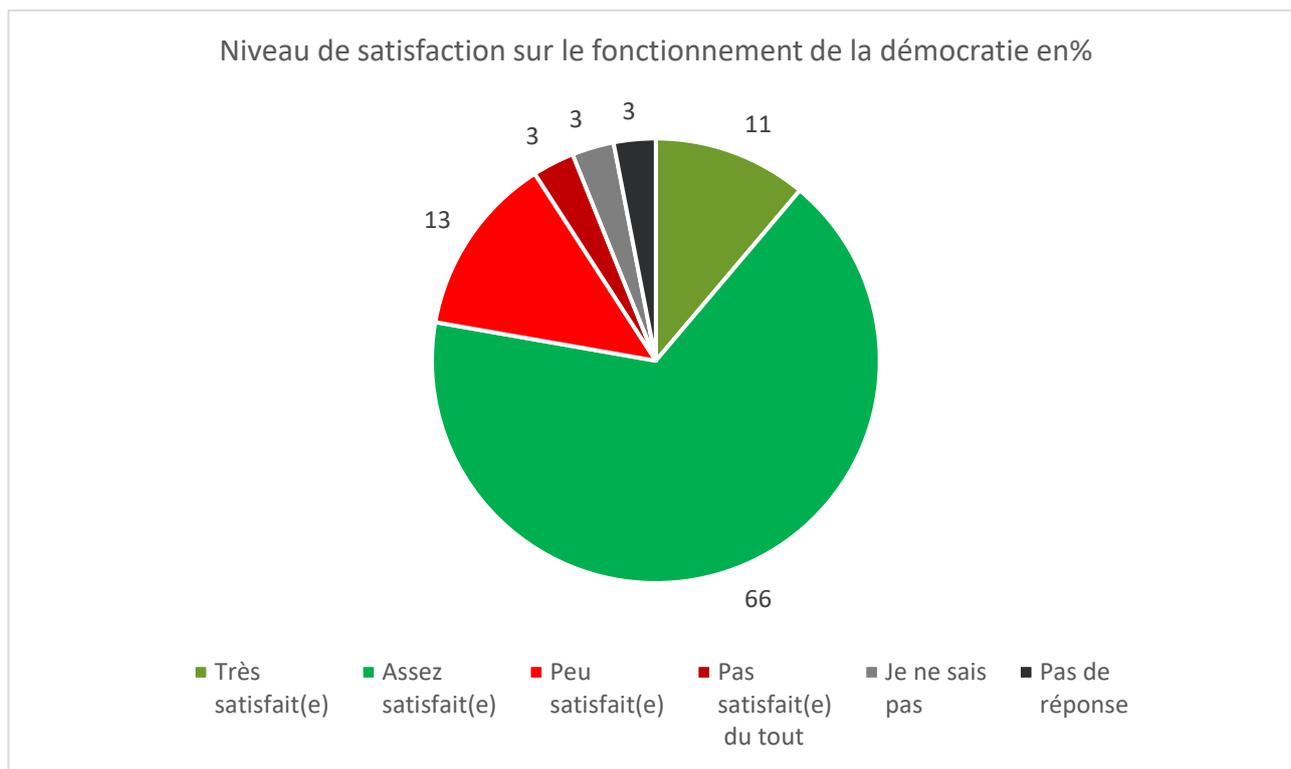


Figure 33 Niveau de satisfaction sur le fonctionnement de la démocratie selon les résidents étrangers

15. Insatisfaction démocratique

L'enquête Polindex 2025 vise également à étudier les raisons sous-jacentes de l'insatisfaction démocratique au Luxembourg. La question suivante s'adresse à ceux qui ont répondu "pas tout à fait" ou "pas du tout" satisfaits du fonctionnement démocratique dans le pays. L'élément le plus important de l'insatisfaction démocratique au Luxembourg parmi les Luxembourgeois était le sentiment que les décideurs politiques ne se soucient pas du sort des citoyens ordinaires.

Parmi les résidents étrangers, c'est avant tout le sentiment d'impuissance qui conditionne l'insatisfaction à l'égard du fonctionnement de la démocratie. Sur une échelle de 1 à 7, ce sentiment atteint une moyenne de 3,6, tandis que celui d'exclusion s'établit à 3,4. Ces résultats marquent une distinction, certes légère, mais significative, entre citoyens luxembourgeois et résidents étrangers.

Plusieurs hypothèses peuvent être avancées là-encore :

- La première est que le sentiment d'impuissance traduit la perception de ne pas exercer d'influence réelle sur le système politique nationale et européen ;
- La deuxième hypothèse renvoie au sentiment d'exclusion, que l'on peut relier à l'existence de deux communautés linguistiques politiques. Elle s'explique aussi par le souhait exprimé par une partie des résidents étrangers de participer à l'ensemble des élections, y compris législatives, ce qui leur est actuellement interdit ;
- Enfin, une troisième hypothèse souligne que l'impuissance et l'exclusion se nourrissent également d'une méconnaissance du système décisionnel ou de sa perception comme étant situé à un échelon supérieur - celui de l'Union européenne. Dans cette perspective, la démocratie de proximité telle qu'elle existe au

Luxembourg apparaît, aux yeux de nombreux résidents étrangers, comme incomplète ou imparfaite.

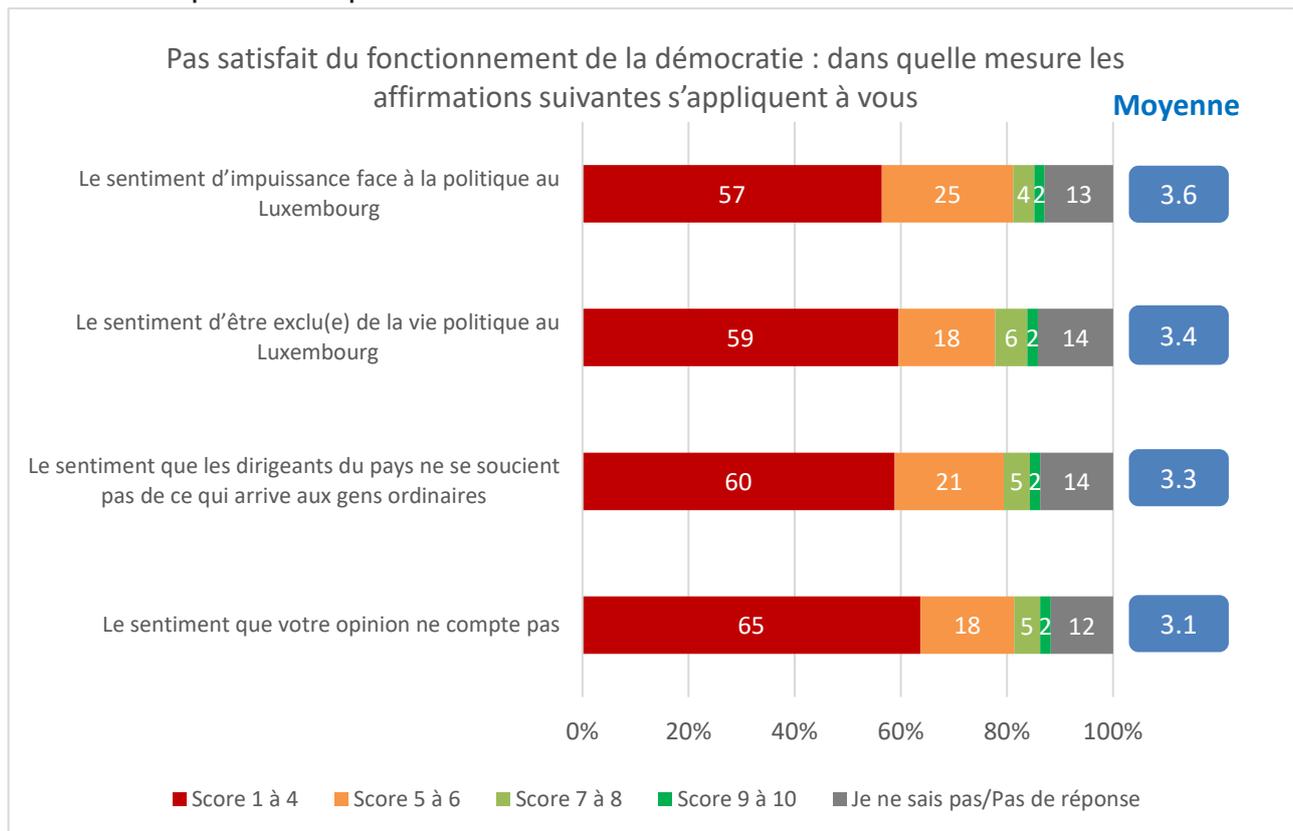


Figure 34 Raisons de l'insatisfaction dans le fonctionnement de la démocratie selon les résidents étrangers

Dans le Polindex 2025 consacré aux citoyens luxembourgeois, 45 % estimaient que les décisions devraient être prises par des experts plutôt que par le gouvernement. Cette proportion est encore plus élevée parmi les résidents étrangers, où elle atteint 53 %. S'agissant du leadership charismatique, 59 % des Luxembourgeois désapprouvaient l'idée qu'il constitue la meilleure solution pour diriger un pays. Les résidents étrangers se situent dans des proportions similaires, avec 56 % exprimant la même désapprobation.

Ces résultats mettent en lumière deux tendances convergentes. D'une part, cela traduit à la fois un déficit de confiance envers les acteurs politiques et une valorisation (sur ?) de la compétence technique dans la conduite des affaires publiques. D'autre part, la méfiance exprimée à l'égard du leadership charismatique souligne le rejet de solutions perçues comme simplificatrices ou populistes. Elle indique une préférence pour des formes de gouvernance plus institutionnelles, rationnelles et encadrées, plutôt que fondées sur la personnalité d'un chef. La démocratie consociative au Luxembourg, bien qu'en recul depuis la polarisation de 2013, a légué une culture de débat et de prise de décision collective à laquelle les étrangers adhèrent aussi progressivement.

D'une autre manière, ces données suggèrent donc que, malgré la critique souvent adressée aux élus, les citoyens comme les résidents étrangers restent attachés à une conception de la décision politique qui privilégie la compétence et la stabilité institutionnelle sur le charisme individuel.

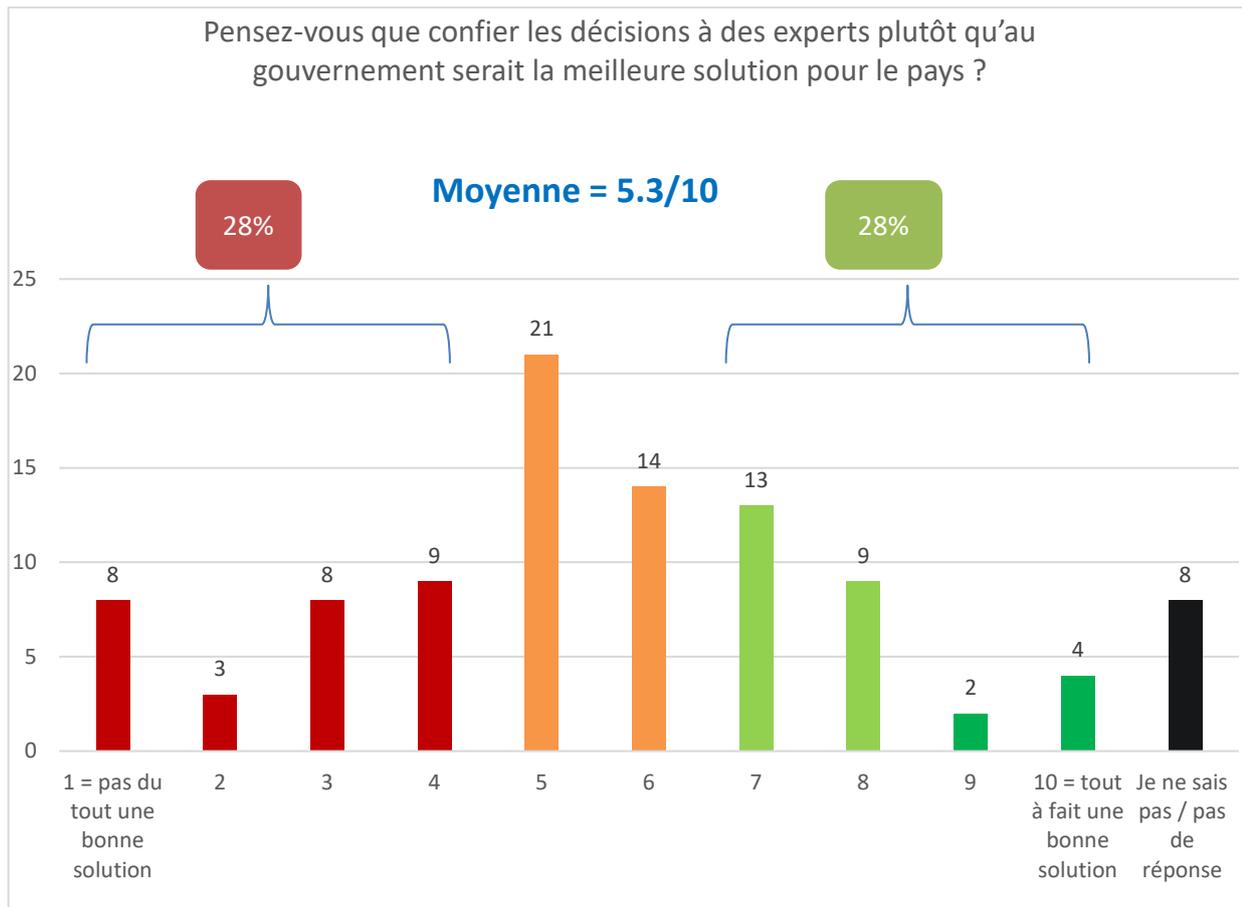


Figure 35 Appréciation de l'expertise en politique selon les résidents étrangers

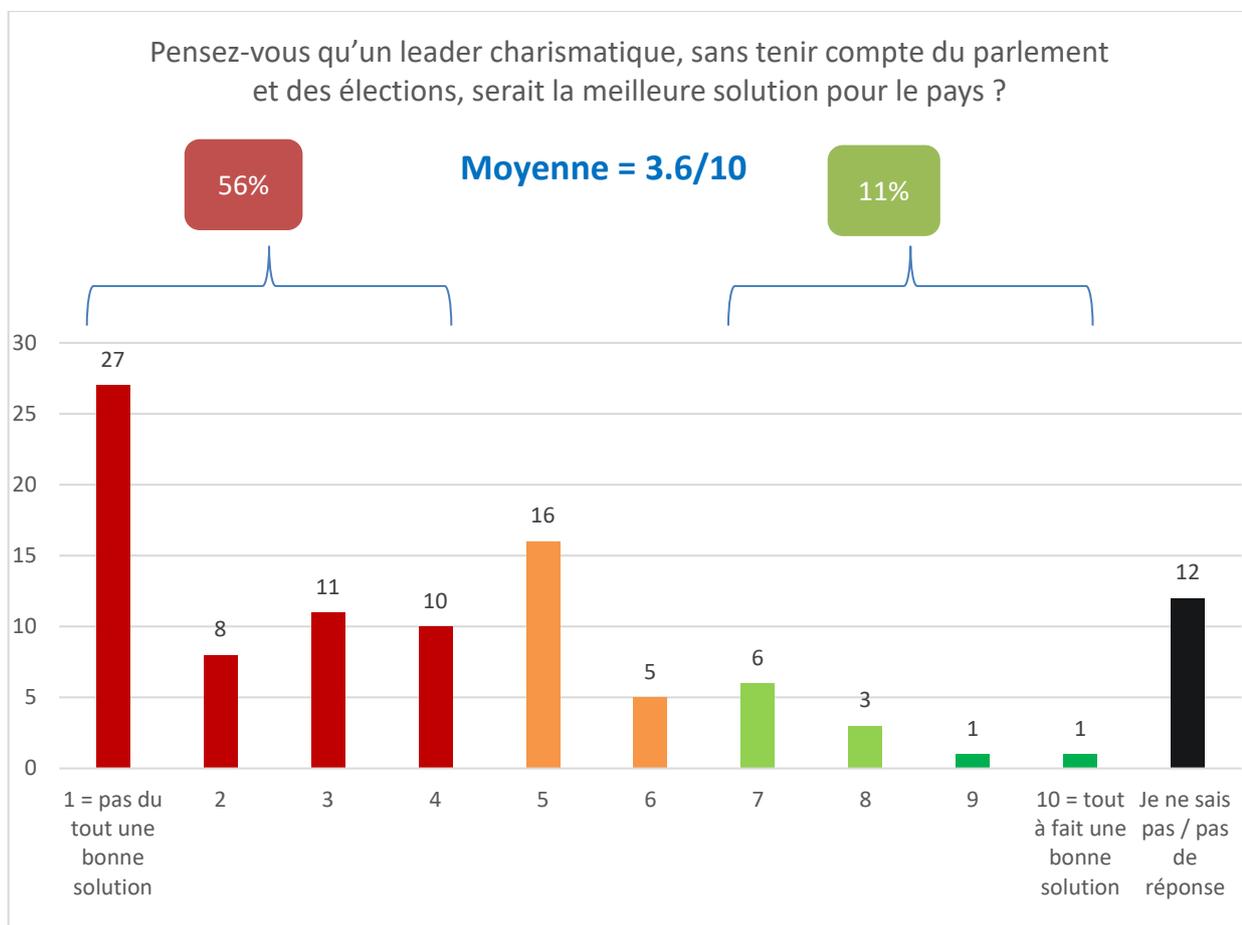


Figure 36 Appréciation du leader charismatique en politique selon les résidents étrangers

16. Moyens d'améliorer le fonctionnement démocratique

La perception du fonctionnement démocratique parmi les résidents étrangers apparaît paradoxale. D'une part, ils expriment un désir accru de participation civique : 47% parmi eux veulent être davantage associés aux décisions par le biais de consultations, de conseils citoyens ou encore de commissions communales du vivre-ensemble. Ils sont aussi 46 % à souhaiter que les députés soient plus accessibles et attentifs aux préoccupations des citoyens. Cette attente rejoint l'idée d'une démocratie de proximité, facilitée notamment par un meilleur accès linguistique et par un suivi plus transparent du travail parlementaire.

D'autre part, 42 % des résidents étrangers déclarent apprécier que le gouvernement déploie davantage d'efforts pour inclure la diversité des voix présentes dans la société. Ils souhaitent ainsi que le processus décisionnel ne se limite pas aux seuls citoyens luxembourgeois, mais qu'il intègre pleinement les résidents étrangers.

Reste à savoir si les résidents étrangers souhaitent également davantage de référendums sur les décisions importantes. Ce souci d'une « démocratie rédemptrice », déjà identifié dans la note de recherche consacrée aux citoyens luxembourgeois et plus haut dans celle-ci, se retrouve ici de nouveau mais sous une forme nuancée : 44% le pensent ainsi alors que les Luxembourgeois l'étaient à 54%.

Notons également que seuls 31 % des répondants étrangers se prononcent en faveur d'un élargissement des droits politiques pour les résidents étrangers comme moyens d'amélioration du fonctionnement démocratique. Cette demande varie fortement selon le niveau de formation et de revenus : plus ceux-ci sont élevés, plus l'exigence d'un accès complet aux droits politiques est affirmée chez les étrangers et inversement.

Ce taux relativement faible, outre la trajectoire économique migratoire, peut trouver son explication dans le positionnement idéologique. Les résidents étrangers se situent globalement davantage au centre-droit ou à droite de l'échiquier politique. L'octroi de droits politiques complets est plus souvent perçu comme indissociable de la pleine citoyenneté nationale parmi les « droitistes » : la souveraineté populaire tend à se confondre avec la souveraineté nationale.

Parallèlement, plus d'un tiers des résidents étrangers expriment une demande de responsabilité et de transparence accrues des plateformes et des médias. Or, nous avons déjà relevé que les médias professionnels constituaient leur première source d'information politique, comme pour les citoyens luxembourgeois. Si les médias professionnels sont utiles et nécessaires, les étrangers ne sont pas ou moins « dupes » des logiques économiques, des proximités partisans ou de la concentration capitaliste de certains médias au Luxembourg et en Europe.

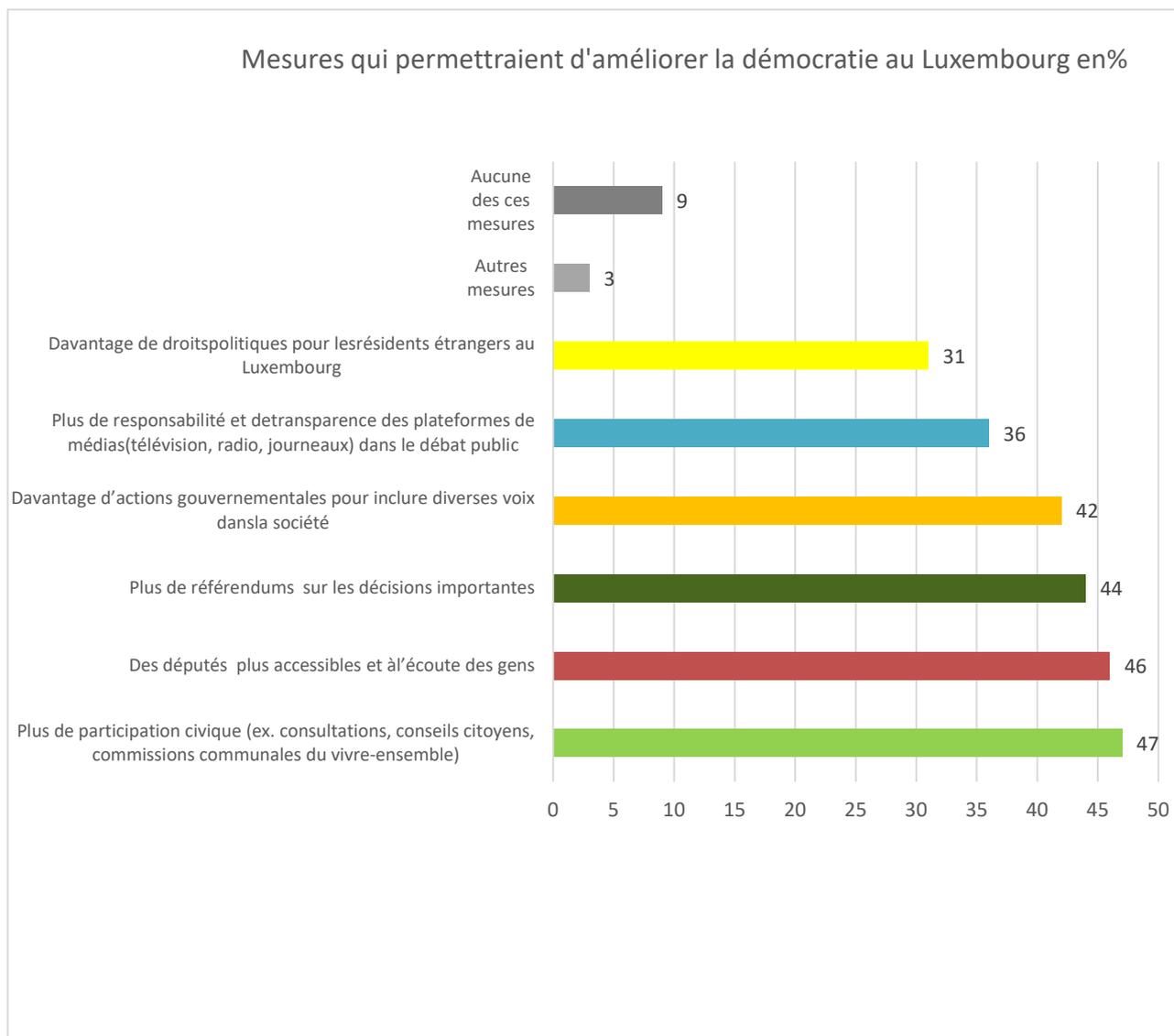


Figure 37 Mesures pour améliorer la démocratie selon les résidents étrangers

De manière plus détaillée, parmi les innovations envisagées pour améliorer le fonctionnement de la démocratie luxembourgeoise, les résidents étrangers expriment des attentes fortes. Ils sont 69 % à souhaiter que les ressortissants de l'UE puissent voter aux élections législatives après cinq années de résidence au Luxembourg (citoyenneté européenne commune égale citoyenneté nationale partagée ?). Par ailleurs, 67 % considèrent que le vote électronique devrait être généralisé à toutes les élections, tandis que 51 % se prononcent en faveur de la ratification des traités européens par référendum, et 47 % pour que toute révision constitutionnelle soit également soumise au référendum.

Ces résultats illustrent une tension - ou une transformation - dans le rapport à la démocratie représentative. D'un côté, résidents étrangers et citoyens luxembourgeois souhaitent être plus directement associés au processus décisionnel : le souci de démocratie directe est marqué comme déjà vu. De l'autre, c'est la définition même de la communauté politique qui est interrogée. La majorité des résidents étrangers de notre échantillon étant des ressortissants de l'UE, leur rapport à la communauté politique luxembourgeoise s'articule autour de leur citoyenneté européenne. Ils ne dissocient pas totalement, comme nous l'avons vu, nationalité et citoyenneté, ce qui complexifie la question de l'inclusion politique.

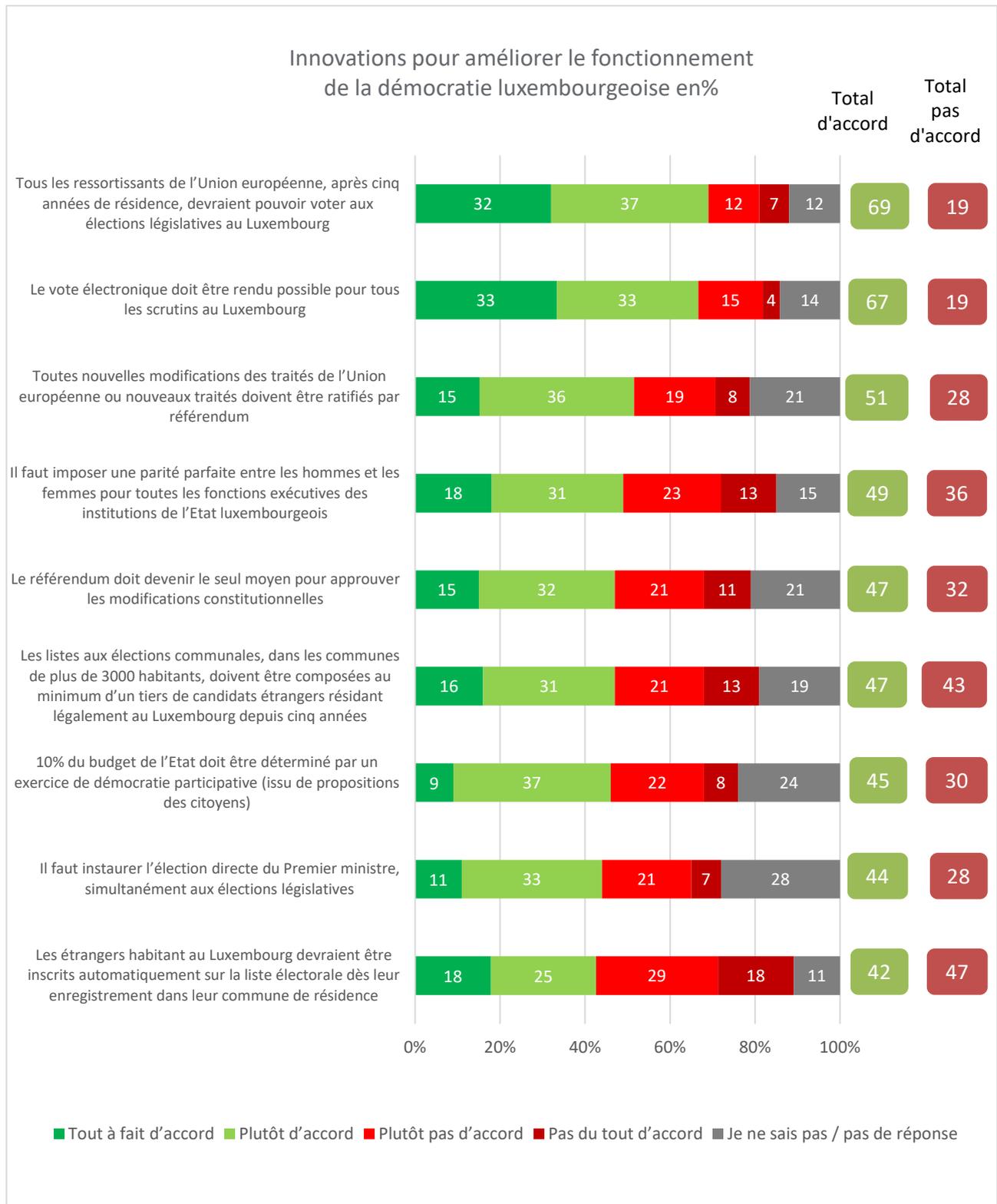


Figure 38 Innovations pour améliorer la démocratie selon les résidents étrangers

Nous avons également reposé les questions références de 2015. 40 % des Luxembourgeois acceptaient l'extension du droit de vote aux élections législatives pour les résidents étrangers, sur le modèle des élections européennes. Cette proportion s'élève à 64 % chez les résidents étrangers. En revanche, le rejet de l'abaissement de l'âge du droit de vote à 16 ans est massif (66 % des étrangers et 68 % des Luxembourgeois). Enfin, la limitation du nombre de mandats ministériels obtenait davantage de soutien parmi les Luxembourgeois (56 %) que chez les résidents étrangers (40 %).

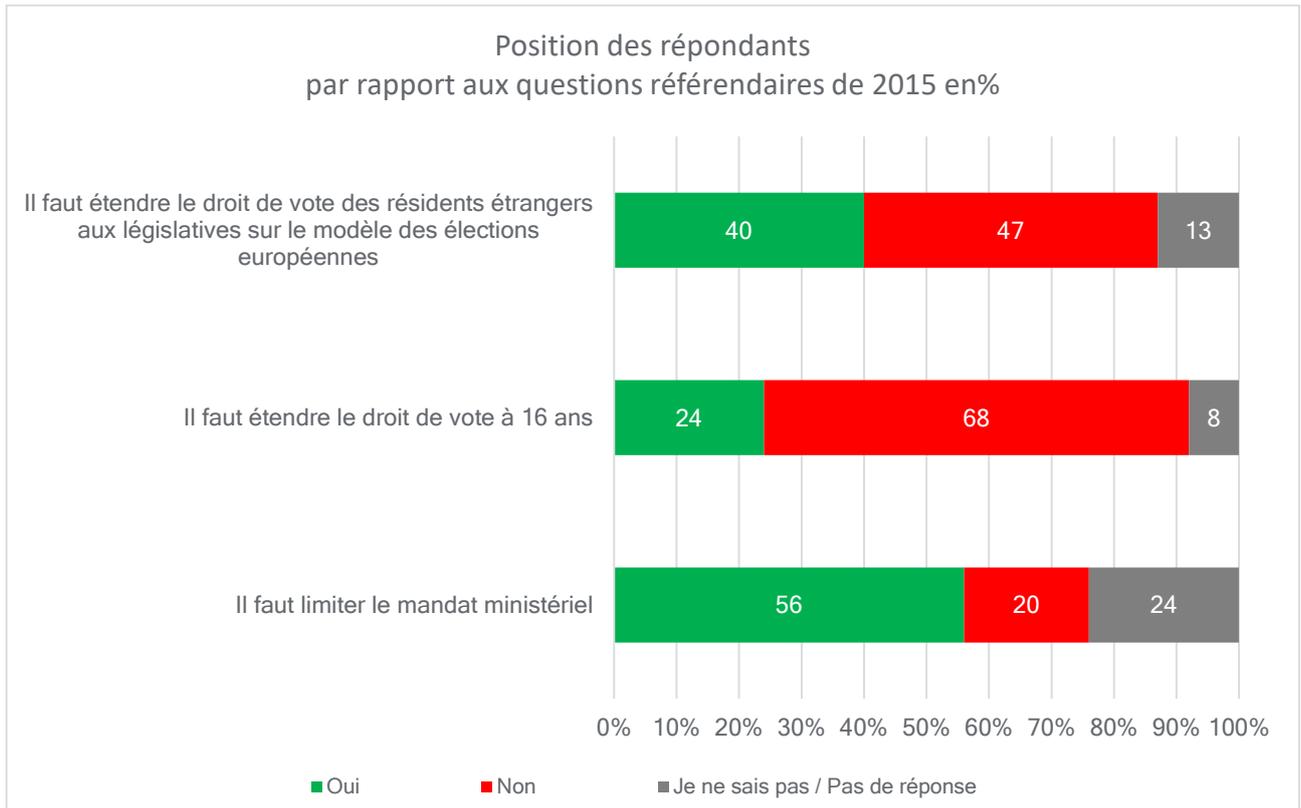


Figure 39 Etat de l'opinion sur les trois questions référendaires de 2015 selon les citoyens luxembourgeois

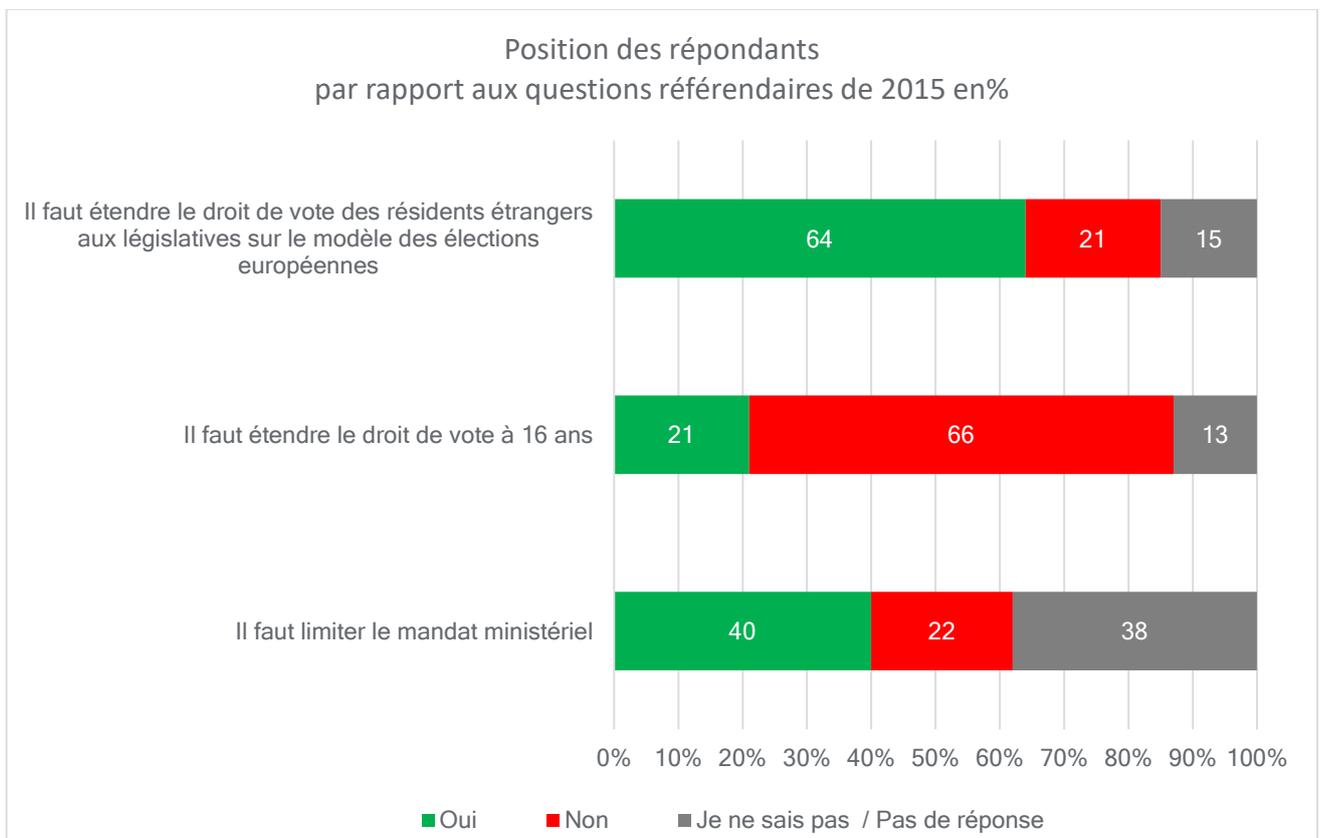


Figure 40 Etat de l'opinion sur les trois questions référendaires de 2015 selon les résidents étrangers

En définitive, l'analyse des attentes et perceptions des résidents étrangers met en évidence un paradoxe constitutif de la démocratie luxembourgeoise contemporaine. D'un côté, ils manifestent un attachement clair aux valeurs civiques et aux mécanismes de participation démocratique - vote, référendums, consultations - traduisant une volonté d'intégration et de reconnaissance politique. De l'autre, leur rapport à la communauté politique demeure marqué par des clivages linguistiques, sociaux et institutionnels qui creusent une distance avec la citoyenneté luxembourgeoise pleine et entière.

Cette tension entre inclusion et différenciation reflète une société en transformation, où les attentes en matière de participation et de représentativité s'accroissent, mais où persistent des barrières symboliques et juridiques. Pour le législateur comme pour l'ensemble des décideurs politiques, le défi est désormais de repenser les formes de médiation et d'élargissement de la participation, afin de renforcer la cohésion entre citoyens luxembourgeois et résidents étrangers, sans affaiblir la légitimité démocratique et de responsabilité politique de l'acte de gouvernement et de législation.

VI. Appartenance sociale et identité des étrangers

Dans cette partie, nous abordons la question des identités et des appartenances sociales. Les résidents étrangers au Luxembourg ne constituent pas un bloc homogène, ni social ni identitaire. Ils sont à la fois porteurs d'identités héritées - ethno-culturelles et ethno-linguistiques - façonnées qui plus est par les processus de socialisation vécus très différemment dans leur famille, à l'école, à l'université ou au travail avant leur migration. Mais ils développent aussi, consciemment ou inconsciemment, de nouvelles formes d'appartenance, liées à leur secteur d'activité professionnelle, à leurs pratiques culturelles et de loisirs, à leur rapport à la politique, à la religion, ainsi qu'aux diverses expériences de socialisation depuis leur installation, qu'elle soit récente ou de longue durée, au Grand-Duché. Les résidents étrangers apparaissent ainsi comme des héritiers, des agents et des récepteurs multiples d'identités et d'appartenances sociales.

17. La construction et la perception de l'identité par les résidents étrangers

En matière d'identification sociale, les résidents étrangers privilégient avant tout la famille (97 %), le travail (93 %), ainsi que les relations amicales et sociales. Les proportions étaient quasi identiques chez les Luxembourgeois.

La politique, en revanche, n'est citée comme facteur d'identification que par 52 % d'entre eux, contre 62 % dans le cas des citoyens luxembourgeois. Cela confirme l'idée que les résidents étrangers évoluent entre deux systèmes politiques : celui de leur pays d'origine, dont ils se sentent progressivement détachés ou dont ils n'exercent plus pleinement les droits, et celui du Luxembourg, dont ils ne maîtrisent pas encore toutes les règles et où ils ne disposent pas de l'ensemble des droits.

Par ailleurs, leur niveau de sécularisation apparaît moins marqué que celui des Luxembourgeois. Alors que seuls 18 % des citoyens luxembourgeois déclaraient s'identifier socialement à une religion, ce taux atteint 25 % parmi les résidents étrangers. Sur ce point particulier, les données statistiques révèlent des éléments intéressants. Parmi les étrangers qui considèrent encore la religion comme importante ou assez importante, on retrouve deux profils contrastés : d'une part, ceux disposant du plus faible niveau d'éducation, c'est-à-dire n'ayant fréquenté que l'école primaire (51 %), et, d'autre part, les plus diplômés, titulaires d'un doctorat (42 %). Un autre élément, qui sera développé dans la note de recherche consacrée à l'identité et à l'appartenance sociale dans la société grand-ducale, concerne le rapport entre revenus et religiosité. On n'observe pas de distinction marquée selon le niveau de revenus : au contraire, plus les revenus sont élevés, plus le degré de religiosité semble affirmé, plus de 6000 euros par mois et par foyer et qu'il tend à être identique parmi ceux disposant de revenus inférieurs à 3 000 ou 4 000 euros.

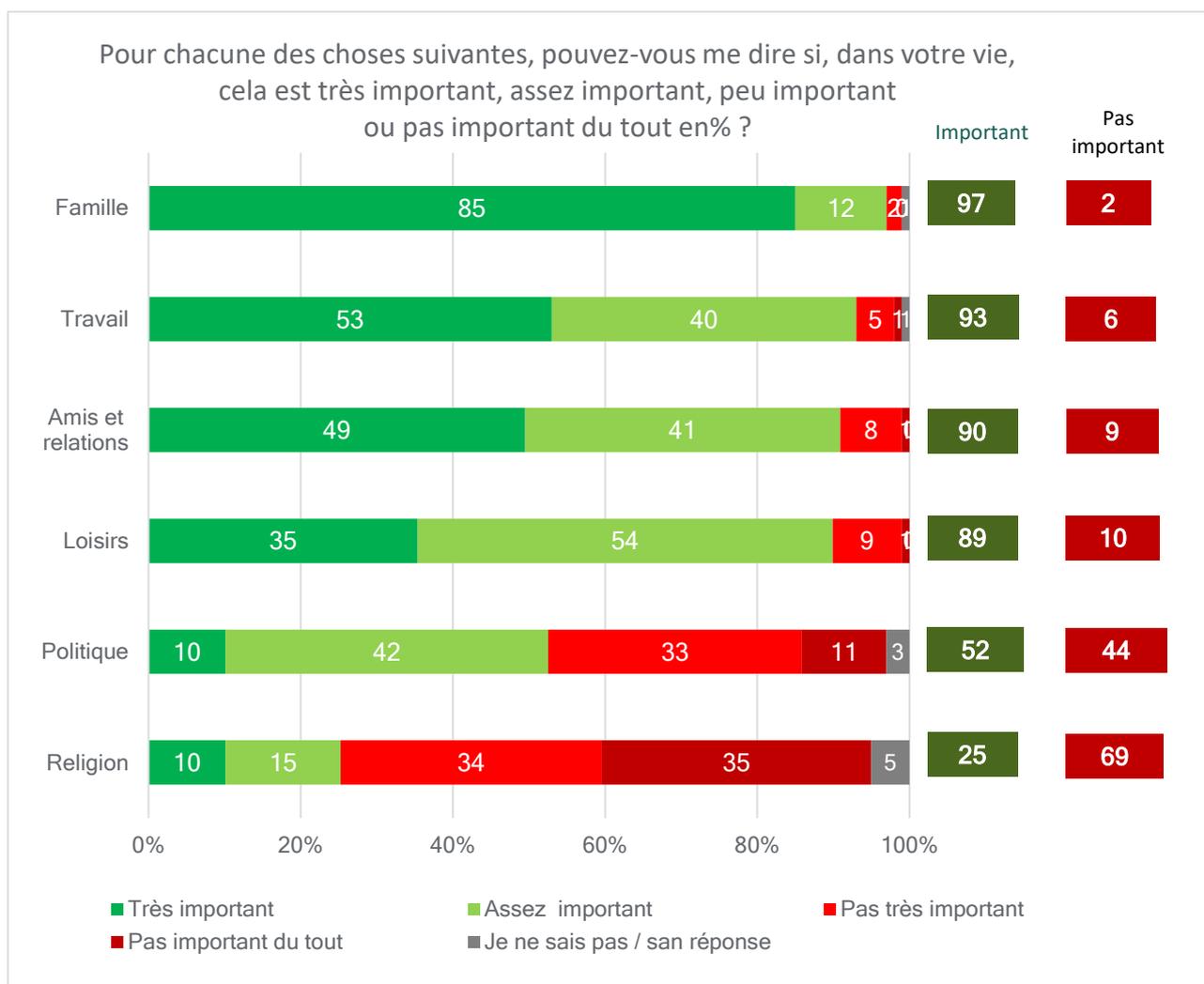


Figure 41 Importance des systèmes d'identification sociale (famille, amis et relations, travail, etc.) selon les résidents étrangers

En matière d'attachement territorial et de gouvernance, un constat remarquable s'impose. Les résidents étrangers s'identifient au Luxembourg à hauteur de 83 %, un niveau très proche de celui des citoyens luxembourgeois (85 %). Ce résultat souligne qu'au-delà de l'existence de deux communautés politiques et linguistiques distinctes, les processus de socialisation partagés ainsi que la conscience d'intérêts communs liés à la situation économique et à son développement favorisent une convergence autour de l'attachement au Luxembourg.

Cet attachement est d'autant plus significatif que seuls 63 % des résidents étrangers continuent de se déclarer attachés à leur pays d'origine. Par ailleurs, l'identification à l'Union européenne est plus marquée chez eux (52 %) que chez les Luxembourgeois (46 %). Enfin, un tiers des résidents étrangers expriment un certain attachement à la Grande Région, un score légèrement inférieur à celui des Luxembourgeois (39 %).

Nous observons donc un double phénomène : d'une part, une forte identification sociale au Luxembourg partagée par les deux groupes ; d'autre part, une reconnaissance un peu plus affirmée de l'appartenance à l'Union européenne parmi les résidents étrangers, en raison notamment de leur surreprésentation de citoyens européens. À l'inverse, une partie des Luxembourgeois semble désormais adopter une attitude plus indifférente vis-à-vis de la construction européenne, comme le confirmaient déjà la note de recherche de 2025 ainsi que les études de 2023 et 2024.

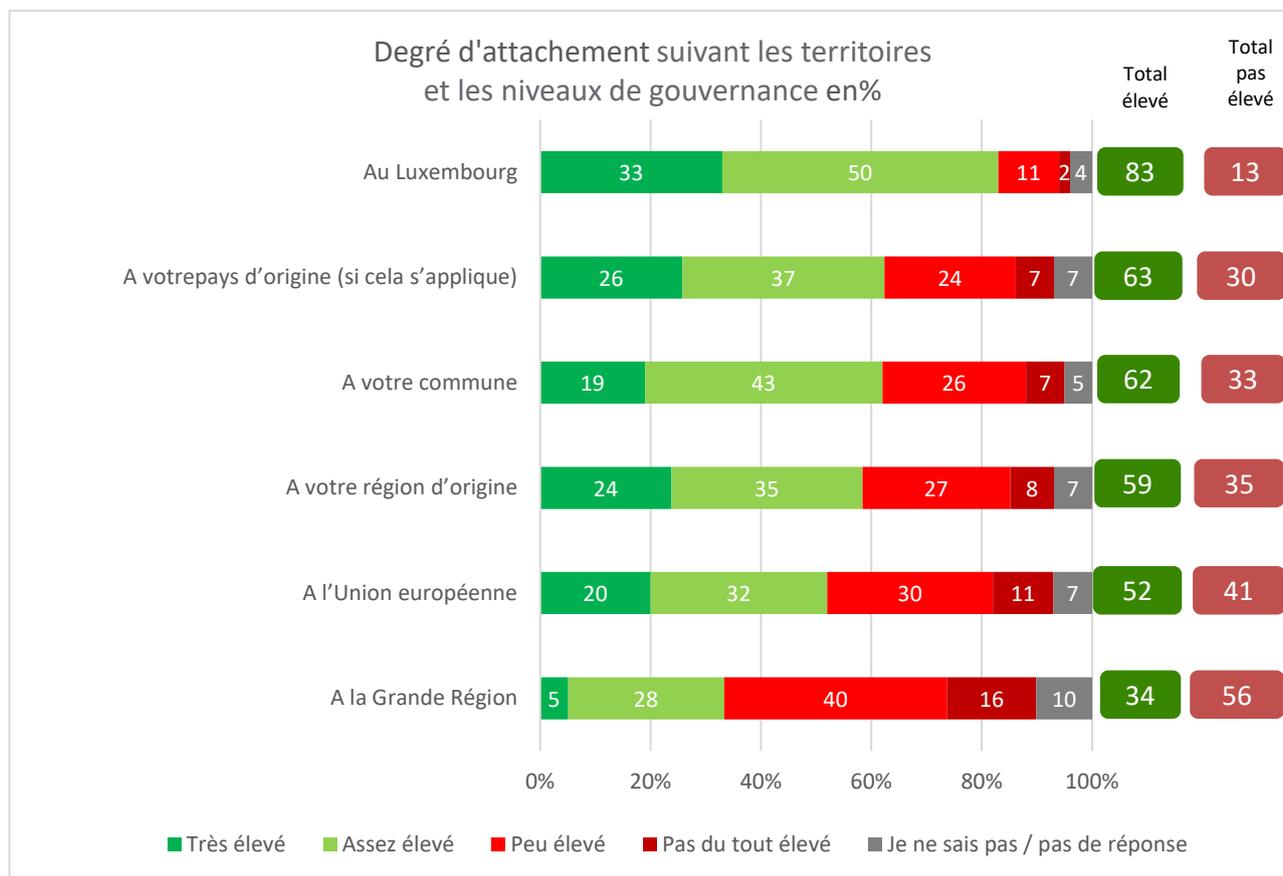


Figure 42 Degré d'attachement suivant les territoires et les niveaux de gouvernance selon les résidents étrangers

Il a été posé aussi la question sur que signifie « être luxembourgeois » pour les résidents étrangers ? Leur perception peut être caractérisée par une forme de patriotisme constitutionnel et législatif : 89 % estiment que cela renvoie avant tout au respect de la loi et des institutions luxembourgeoises. Cette conception est également liée à l'expérience concrète de la résidence au Luxembourg : 67 % jugent que l'identité luxembourgeoise s'incarne dans le fait même de vivre sur le territoire, tandis que 66 % associent cette identité à la capacité de parler le luxembourgeois. Pour rappel, du côté des citoyens luxembourgeois, les résultats étaient proches mais présentaient des nuances significatives. Le patriotisme constitutionnel et législatif était également largement partagé (91 %). En revanche, la maîtrise de la langue et l'appartenance identitaire étaient beaucoup plus fortement valorisées : 88 % considèrent que l'identité luxembourgeoise passe par la capacité de parler la langue nationale, et 78 % par le fait de partager cette identité. L'écart était ici de près de 20 points avec les résidents étrangers, ce qui met en lumière une différence de hiérarchisation entre critères juridiques et critères culturels dans la définition de l'identité luxembourgeoise.

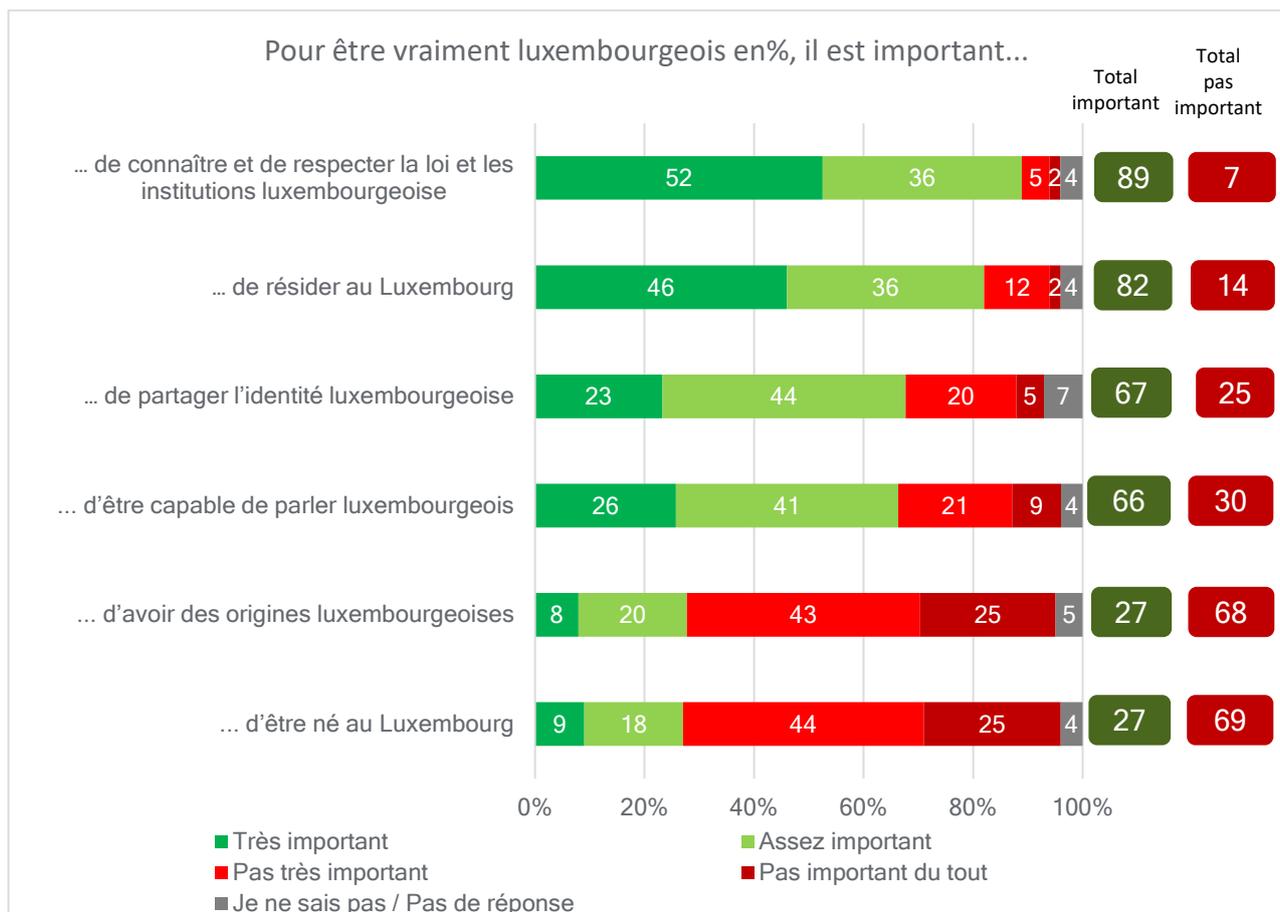


Figure 43 Définition de l'identité luxembourgeoise selon les résidents étrangers

Lorsqu'on interroge les résidents étrangers sur l'identité luxembourgeoise à travers les langues, deux constats dominent. D'une part, ils associent très largement cette identité au luxembourgeois (92 %) et au français (87 %). Les citoyens luxembourgeois expriment un jugement similaire, mais avec une hiérarchisation différente : le luxembourgeois est cité à 96 % et le français à 71 %. En revanche, l'allemand constitue une ligne de démarcation notable : 68 % des Luxembourgeois considèrent qu'il fait partie de l'identité luxembourgeoise, contre seulement 38 % des résidents étrangers.

Les deux groupes se rejoignent toutefois sur une vision plurilingue de l'identité nationale : 68 % des résidents étrangers et 65 % des Luxembourgeois estiment qu'elle est le fruit de la pratique et de la connaissance de plusieurs langues. Cette perception reflète la réalité sociolinguistique du Grand-Duché.

Enfin, d'autres langues s'imposent de manière différenciée. Le portugais est reconnu comme constitutif de l'identité luxembourgeoise par 39 % des résidents étrangers (contre 25 % des Luxembourgeois), tandis que l'anglais atteint un score quasi-identique dans les deux groupes (37 % pour les étrangers, 39 % pour les Luxembourgeois).

Au total, il apparaît que l'identité linguistique luxembourgeoise repose sur un bilinguisme dominant luxembourgeois-français, auquel s'ajoute une reconnaissance plus ou moins marquée du multilinguisme selon la communauté d'origine, le secteur d'activité (public ou privé) et les différentes formes de socialisation - religieuses, associatives, sportives ou culturelles.

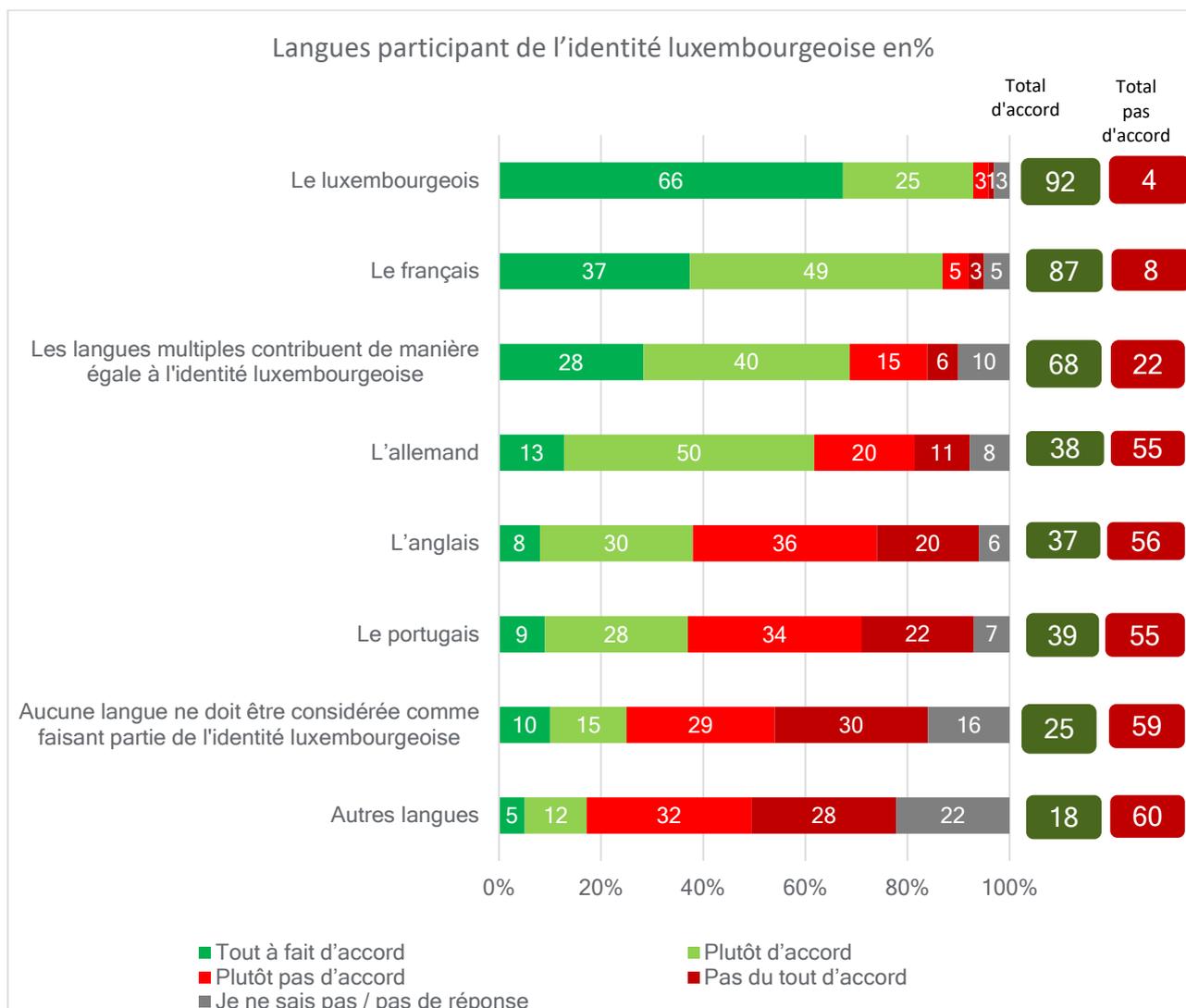


Figure 44 Langues participant de l'identité luxembourgeoise selon les résidents étrangers

Sur la question de l'état de la jeunesse au Luxembourg, les résidents étrangers se rapprochent largement des citoyens luxembourgeois dans leurs perceptions.

- Langues à l'école : 80 % des résidents étrangers estiment que les élèves des écoles internationales privées devraient obligatoirement apprendre au moins une des trois langues administratives du pays, contre 87 % des Luxembourgeois.
- Accès aux sites pornographiques : 73 % jugent que l'accès devrait être interdit aux moins de 16 ans dans toute l'Union européenne, une position très proche de celle des Luxembourgeois (75 %).
- Politiques publiques de santé : 55 % considèrent que les politiques liées à la consommation d'alcool, de drogues ou d'autres comportements sont trop libérales pour les jeunes de 16 à 24 ans (56 % chez les Luxembourgeois).
- Sentiment d'insécurité des jeunes femmes : 46 % des résidents étrangers estiment que les jeunes femmes de 16 à 24 ans ne sont pas en sécurité au Luxembourg, un pourcentage légèrement inférieur à celui des Luxembourgeois (53 %).

- Représentation politique des jeunes : seuls 22 % des résidents étrangers jugent que les problèmes des 16-24 ans sont correctement pris en compte dans les programmes et instances des partis politiques. Le constat est encore plus sévère chez les Luxembourgeois : 19 %.

Ces résultats confirment que les deux groupes expriment des préoccupations similaires quant à la condition des jeunes au Luxembourg, tout en partageant un sentiment marqué d'insuffisante représentation politique des problèmes des jeunes générations mais qui comme nous l'avons vu ne s'accompagne nullement d'un abaissement de l'âge du droit de vote à 16ans .

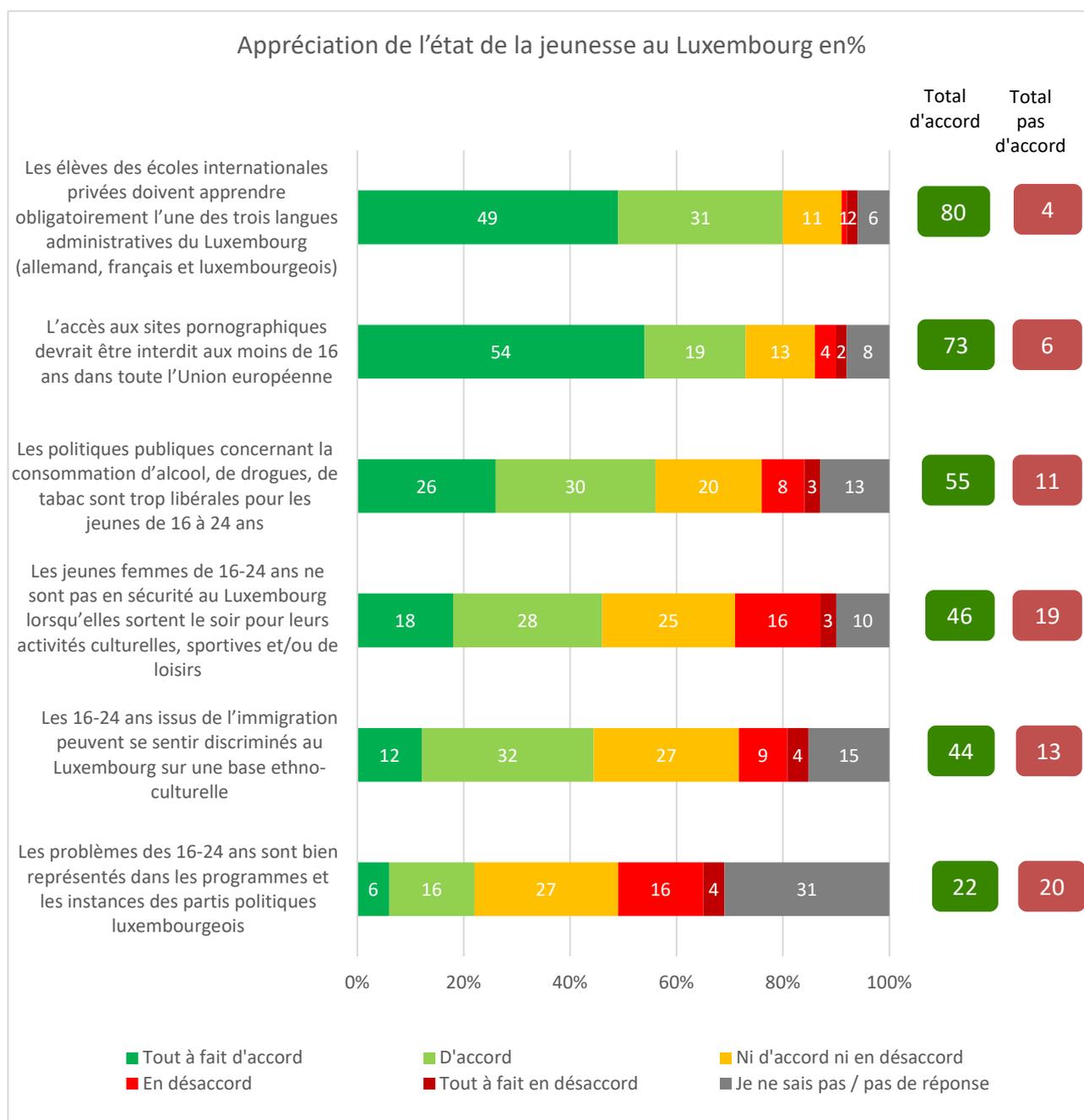


Figure 45 Appréciation de l'état de la jeunesse au Luxembourg selon les résidents étrangers

Pour la première fois, Polindex 2025 s'est interrogé aussi sur l'existence d'un lien entre l'opportunité économique - entendue comme l'identification à un territoire à travers la perception du niveau de vie et du potentiel de développement - et le sentiment d'appartenance au Luxembourg.

Sur ce plan, une divergence relativement importante apparaît entre résidents étrangers et citoyens luxembourgeois. Parmi les résidents étrangers, 27 % considèrent que les opportunités économiques sont déterminantes pour leur sentiment d'appartenance au Luxembourg, et 41 % les jugent importantes. Chez les Luxembourgeois, ces proportions sont relativement plus faibles : 12 % et 36 % respectivement. Ces chiffres illustrent clairement le rôle de la migration économique : les résidents étrangers viennent au Luxembourg dans l'espoir d'améliorer leur situation matérielle et professionnelle. Le niveau de développement économique, soutenu et supérieur à la moyenne de l'Union européenne - en particulier par rapport aux États limitrophes - constitue ainsi un facteur d'attachement essentiel. Mais cet attachement demeure conditionné : il pourrait s'avérer fragile en cas de stagnation ou de récession économique.

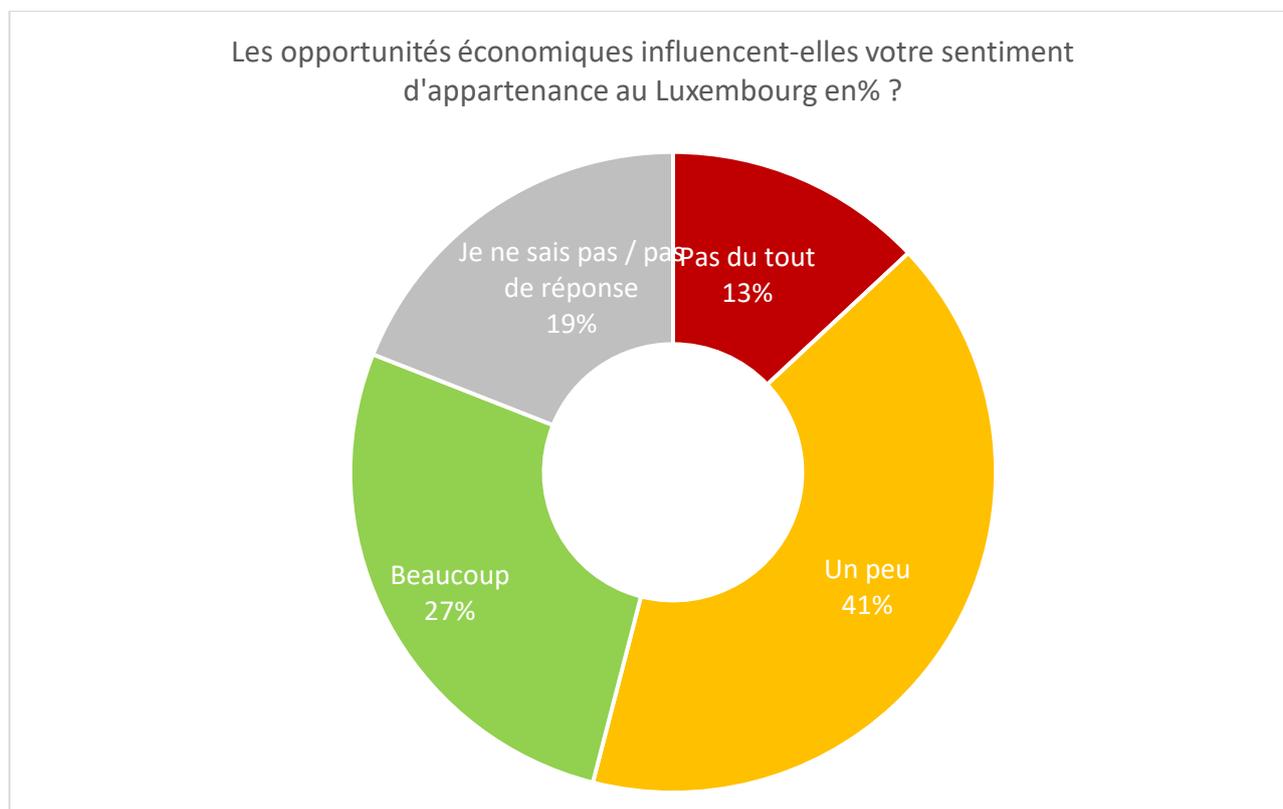


Figure 46 Opportunités économiques & sentiment d'appartenance au Luxembourg selon les résidents étrangers

Il ressort donc que l'appartenance sociale et l'identification au Luxembourg des résidents étrangers reposent sur un système complexe et pluriel. Héritiers et continuateurs d'identités issues de leur pays ou région d'origine, ils sont également transformés par les processus de socialisation liés au travail, à l'école ou aux activités culturelles. Ils reconnaissent dans la pratique un bilinguisme dominant (luxembourgeois et français), tout en admettant l'existence d'un multilinguisme constitutif de l'identité luxembourgeoise. Mais, en tant que migrants récents ou plus anciens, leur lien économique demeure l'un des ressorts les plus puissants de leur sentiment d'appartenance.

18. La relation entre les citoyens et les étrangers

Le score moyen de confiance envers le système politique et la prise en compte des attentes des étrangers résidant au Luxembourg est plus faible chez les résidents étrangers (5,3) que chez les citoyens luxembourgeois (5,9). Ce constat doit interpeller les partis politiques et les institutions luxembourgeoises. En effet, parlementaires et gouvernement ne sont pas seulement les dépositaires de la volonté générale des citoyens, mais également les représentants et garants du devenir social et économique des résidents étrangers, qui représentent près de la moitié de la population – et même davantage si l'on prend en compte les doubles nationalités acquises au cours de la dernière décennie.

Trois difficultés majeures se dégagent :

- La confiance politique : les résidents étrangers manifestent une confiance plus limitée envers les partis politiques que les citoyens luxembourgeois.
- La question linguistique : deux grandes communautés linguistiques demeurent, compliquant l'accès égal aux discours et pratiques politiques.
- L'hétérogénéité sociale : les résidents étrangers ne forment pas un bloc homogène, y compris à l'intérieur de chaque groupe ethno-linguistique d'origine.

Ces éléments plaident pour une double exigence : D'une part, la mise en place et la continuité de politiques publiques à caractère universel, s'adressant à l'ensemble des résidents sans distinction de nationalité ou de citoyenneté ; D'autre part, la capacité à identifier et prendre en compte certaines attentes spécifiques propres à chaque communauté ethno-linguistique ou ethno-culturelle, afin de favoriser l'intégration, sans remettre en cause la dimension commune d'une communauté de destin, fondée sur l'économie, le vivre-ensemble et l'attachement partagé au Luxembourg.

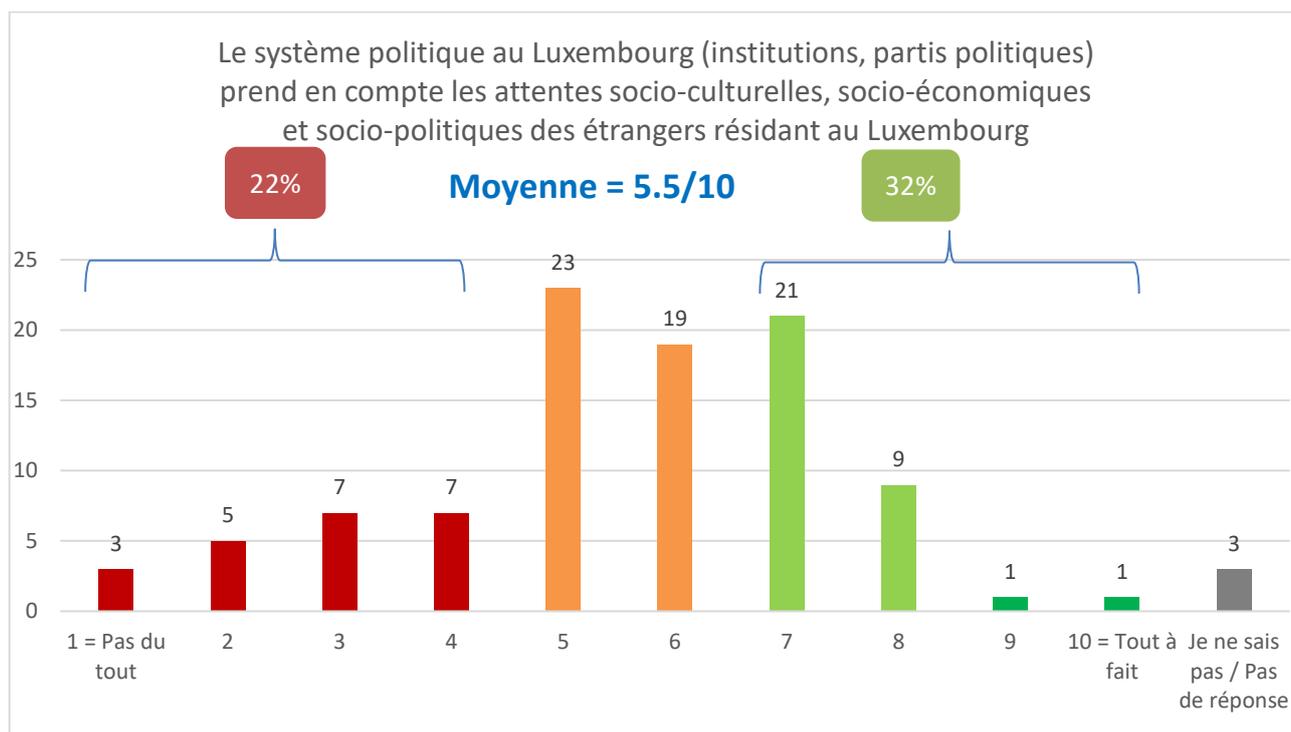


Figure 47 Système politique et la prise en compte des attentes des étrangers résidant au Luxembourg selon les résidents étrangers

Rappelons que 55% des citoyens luxembourgeois pensaient que les résidents étrangers au Luxembourg représentent une contribution positive à l'économie nationale. Les résidents étrangers se montrent beaucoup plus affirmatifs quant à leur rôle dans la prospérité nationale : 63 % estiment que leur apport est déterminant pour l'économie luxembourgeoise. Cette perception traduit à la fois la conscience de leur contribution directe – par le travail, la consommation et la fiscalité – et la reconnaissance implicite du modèle économique du Grand-Duché, largement fondé sur l'apport des populations migrantes. Dans la note consacrée aux citoyens luxembourgeois, l'apport économique des frontaliers était perçu encore plus positivement, à 65 %. Les résidents étrangers partagent majoritairement ce jugement, mais dans une moindre proportion (57 %).

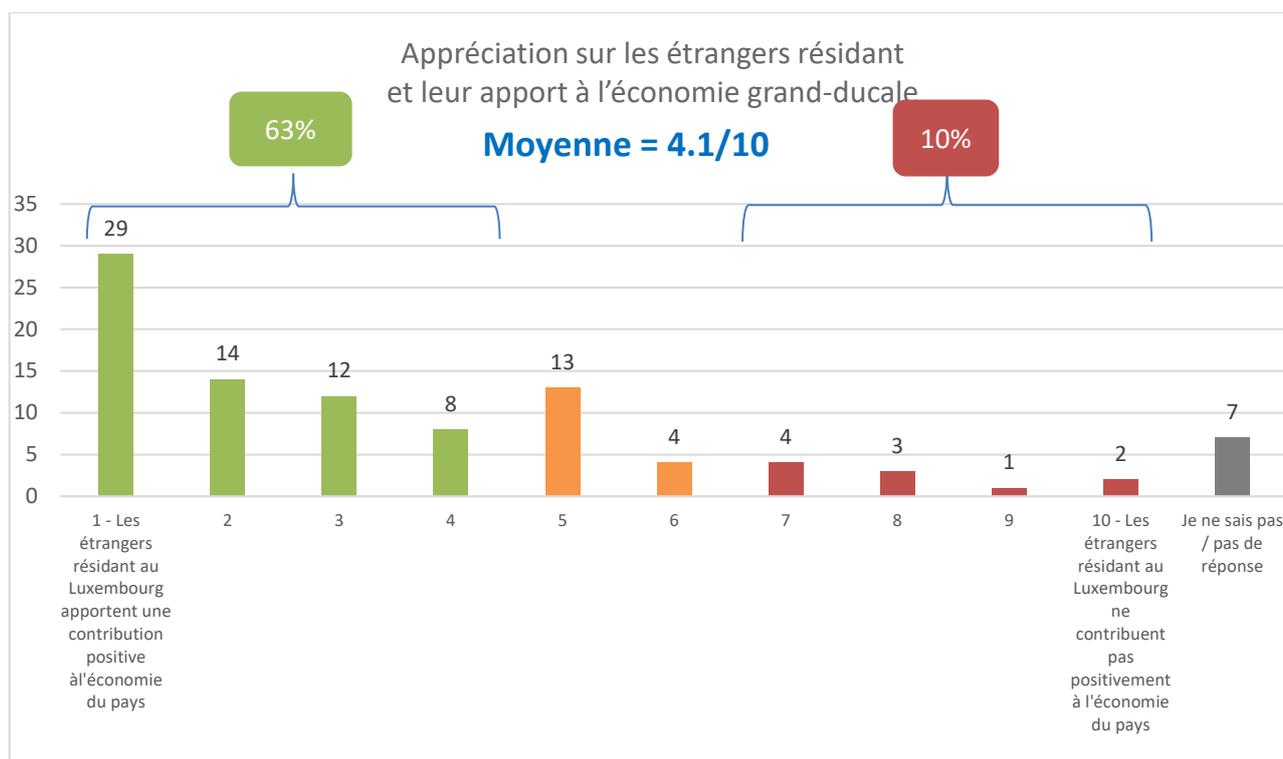


Figure 48 Appréciation sur les étrangers résidant et leur apport à l'économie grand-ducale selon les résidents étrangers

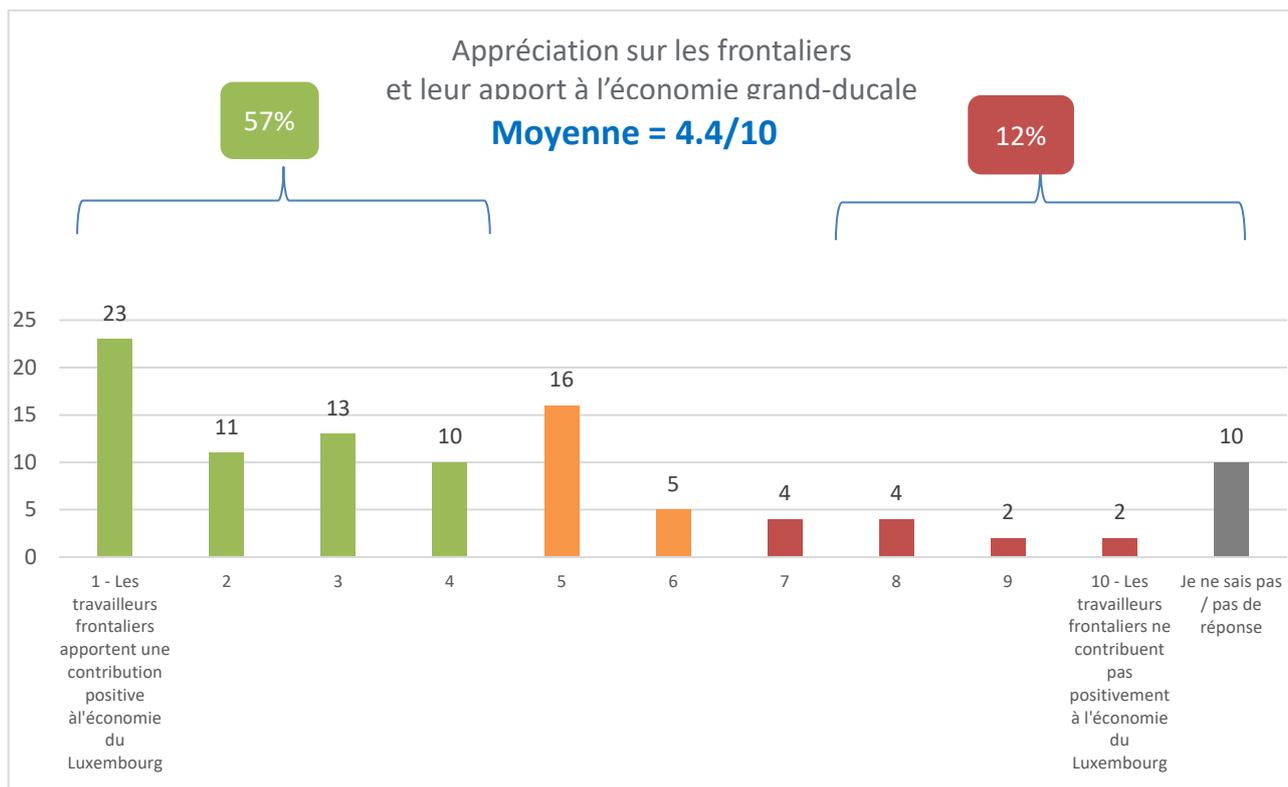


Figure 49 Appréciation sur les frontaliers et leur apport à l'économie grand-ducale selon les résidents étrangers

In fine, 52% des citoyens luxembourgeois avaient exprimé une opinion clairement positive sur l'impact des résidents étrangers sur la vie culturelle du pays, tandis qu'environ 30% adoptaient une position neutre. Ils n'étaient que 31% à le considérer pour les frontaliers. Les étrangers résidant au Luxembourg accordent une importance notable à leur rapport à la vie culturelle du pays : 57 % le jugent important, contre seulement 8 % qui expriment l'avis contraire. En revanche, la perception est bien différente lorsqu'il s'agit de l'apport des frontaliers à cette vie culturelle : seuls 35 % des étrangers estiment que les frontaliers y contribuent réellement, tandis que 27 % considèrent au contraire que la culture luxembourgeoise n'est pas enrichie par leur présence, rejoignant ainsi la position des Luxembourgeois de citoyenneté.

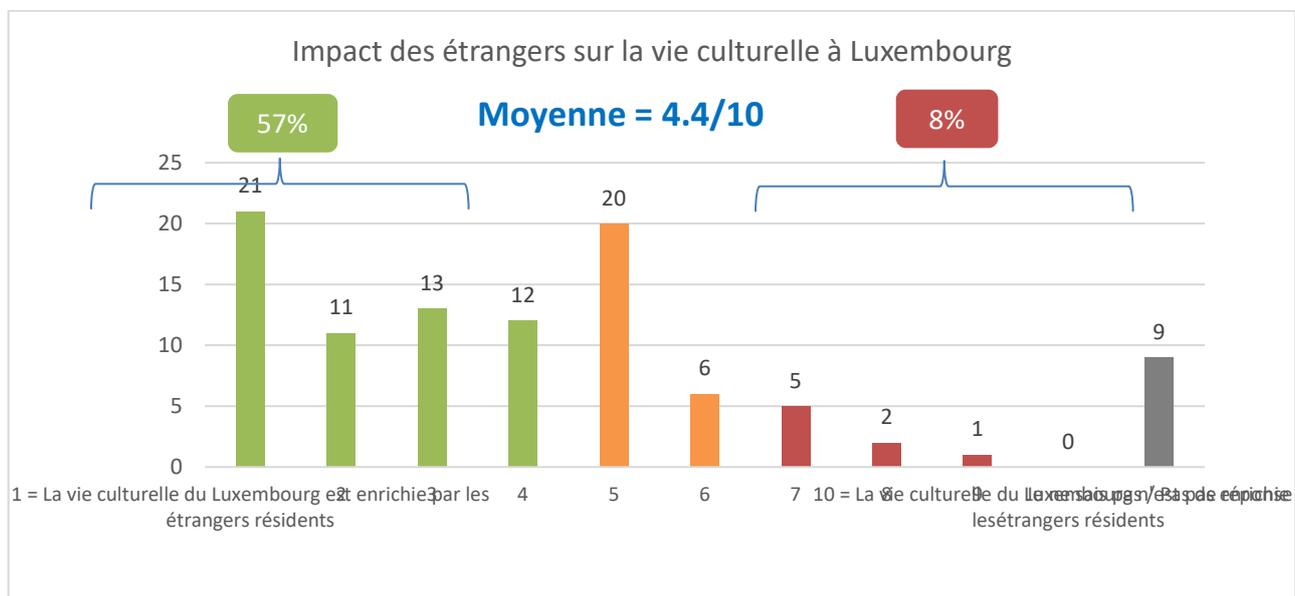


Figure 50 Impact des étrangers sur la vie culturelle à Luxembourg selon les résidents étrangers

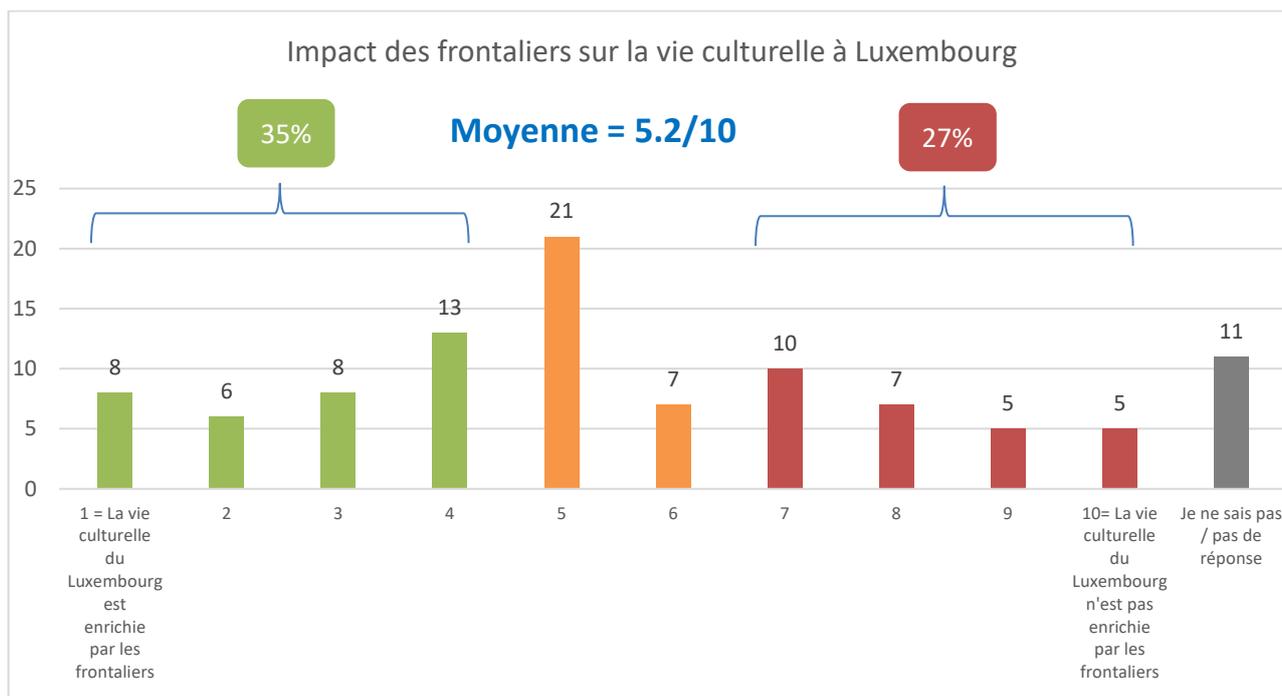


Figure 51 Impact des frontaliers sur la vie culturelle à Luxembourg selon les résidents étrangers

Plusieurs hypothèses peuvent être avancées pour expliquer ces écarts entre les étrangers résidents étrangers et les frontaliers :

- Concurrence sur le marché du travail : une certaine forme de compétition peut exister entre travailleurs étrangers, qu'ils soient résidents ou frontaliers, notamment dans les secteurs primaires et secondaires où la pression sur l'emploi est plus forte.
- Intégration grand-ducale : les résidents étrangers tendent à se considérer de plus en plus comme partie prenante de la société grand-ducale. De ce fait, la distinction entre « résidents » et « frontaliers » demeure, y compris au sein de mêmes communautés nationales. Ainsi, les différences entre Français du Luxembourg et Français de Lorraine, entre Belges installés au Luxembourg et Belges frontaliers, ou encore entre Allemands résidents et Allemands frontaliers

VII. Positions géopolitiques

19. La guerre en Ukraine

Les résidents étrangers partagent avec les citoyens luxembourgeois une forte inquiétude face aux conséquences économiques de la guerre : 82 % des premiers et 84 % des seconds se disent préoccupés. Cette angoisse est également élevée concernant une possible extension du conflit au-delà de l'Ukraine (77 % chez les résidents étrangers, 80 % chez les Luxembourgeois).

En revanche, la question de l'accueil des réfugiés suscite une inquiétude moindre, et de manière similaire dans les deux groupes (47 % chez les résidents étrangers, 46 % chez les Luxembourgeois).

Fait notable, l'appréciation de la guerre et de ses répercussions économiques et financières ne distingue ni les groupes nationaux de l'échantillon, ni les catégories sociales (niveau d'éducation, secteur professionnel, revenu mensuel du foyer, âge, situation familiale). Il s'agit donc de l'un des rares thèmes où la convergence est quasi totale, tant entre Luxembourgeois et étrangers qu'au sein même des sous-groupes de résidents étrangers.

La guerre apparaît dès lors comme un élément central, présent dans la quotidienneté et dans la représentation sociale des habitants du Grand-Duché. Elle tend à devenir un facteur constitutif du vécu collectif, dépassant les clivages habituels d'origine, de statut ou de position socio-économique.

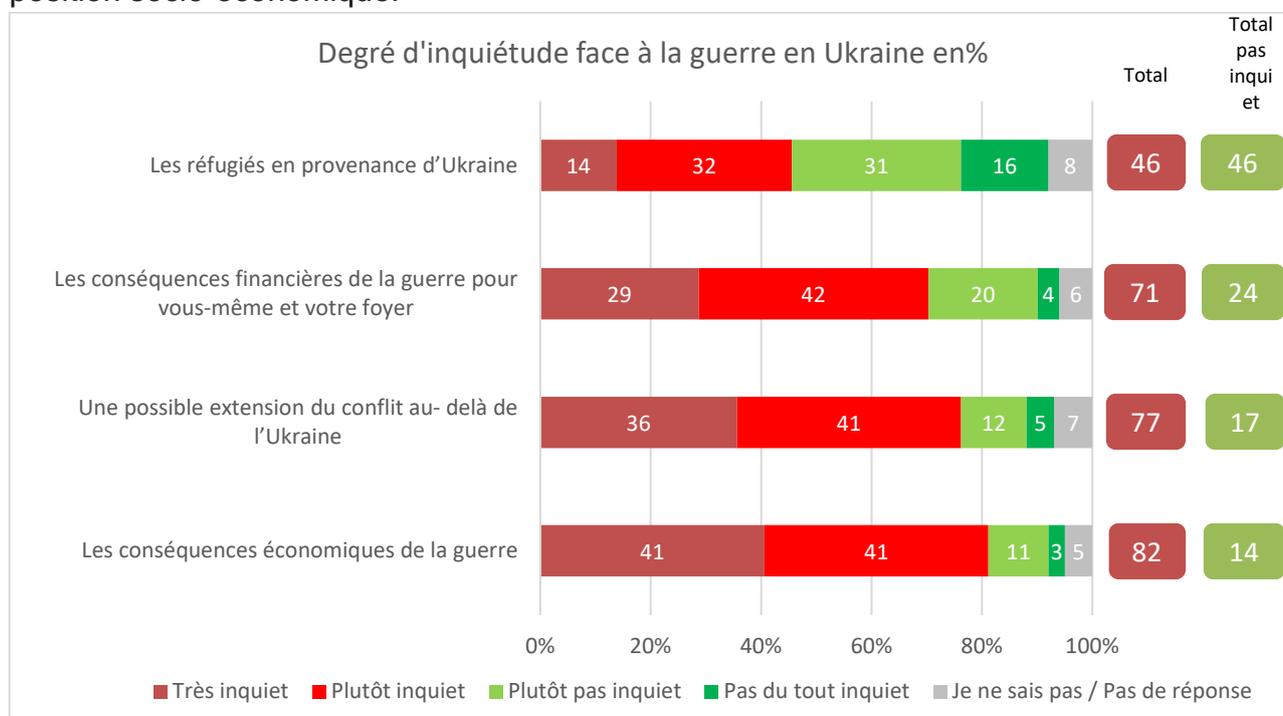


Figure 52 Degré d'inquiétude face à la guerre en Ukraine des résidents étrangers

20. Réélection de Donald Trump

Nous avons interrogé les résidents étrangers sur la manière dont ils perçoivent la réélection de Donald Trump à la présidence des États-Unis, et son impact potentiel sur les affaires européennes. Comme le souligne le graphique ci-dessous, sur une échelle de 1 à 10 – où 1 signifie « pas du tout d'accord » et 10 « tout à fait d'accord » – la réélection de Donald Trump est perçue très négativement par les citoyens luxembourgeois.

Comme pour les citoyens luxembourgeois, la perspective d'une réélection de Donald Trump est jugée particulièrement problématique par les résidents étrangers. Sur une échelle de 1 à 10, ils évaluent les conséquences économiques négatives pour l'Europe à 7,0 en moyenne, contre 7,3 chez les Luxembourgeois. La crainte d'une revitalisation des tendances antidémocratiques en Europe est également forte (6,3 chez les résidents étrangers, 6,2 chez les Luxembourgeois).

Une nuance apparaît toutefois : les résidents étrangers sont légèrement plus nombreux à considérer qu'une telle élection pourrait constituer un début de processus de paix entre l'Ukraine et la Russie (3,7 en moyenne, contre 3,1 chez les Luxembourgeois). Cette perception ne reflète pas uniquement leur rapport aux États-Unis, mais renvoie aussi à la manière dont se construit une communauté de valeurs européenne, parfois en contraste avec la communauté de valeurs américaine. Elle s'explique également par la composition de l'échantillon : Portugais, Français, Italiens et Allemands, surreprésentés parmi les résidents étrangers, manifestent une identification plus forte à l'Union européenne que les Luxembourgeois eux-mêmes.

Derrière ces inquiétudes et ces divergences se profile donc une interrogation plus large : celle de l'efficacité de la gouvernance européenne, dans sa capacité à offrir aux habitants du Luxembourg non seulement une situation économique stable et enviable, mais aussi un espace crédible de sécurité et de défense. En moyenne, les sondés estiment qu'une réélection entraînera des répercussions économiques négatives pour l'Europe (7.3 sur ladite échelle), et appréhendent le fait qu'elle favorise l'émergence ou la légitimation de tendances antidémocratiques sur le continent européen (6.2 sur ladite échelle).

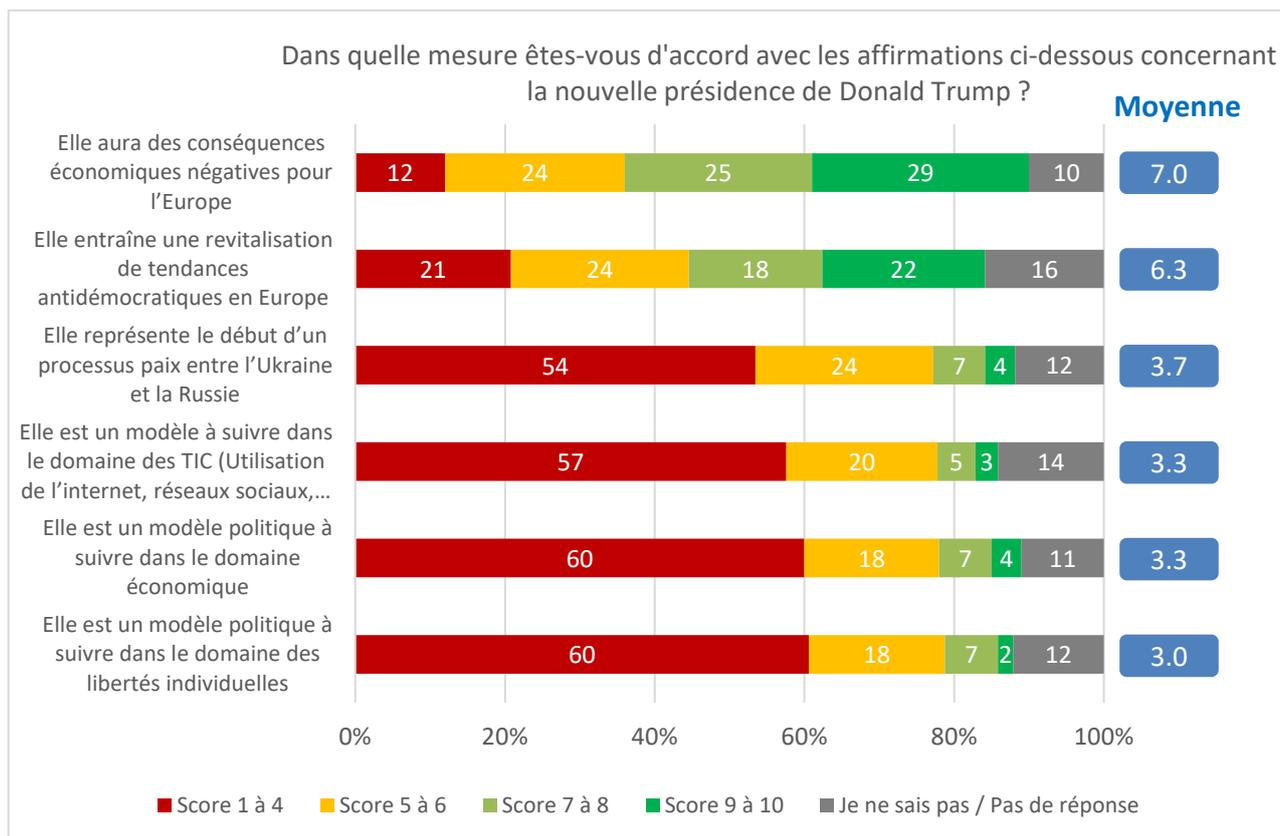


Figure 53 Appréciation de la nouvelle présidence de Donald Trump par les résidents étrangers

21. Soutien à la Palestine

Ce qui frappe dans l'analyse comparée des positions des Luxembourgeois et des résidents étrangers à propos du conflit israélo-palestinien, c'est leur isomorphie quasi parfaite. Les proportions sont très proches d'un groupe à l'autre.

Ainsi, la majorité estime que la Cour pénale internationale a pris la bonne décision en lançant un mandat d'arrêt international contre Benjamin Netanyahu. De même, l'idée que la Palestine devrait être reconnue au même titre qu'Israël par l'Union européenne et l'ensemble de ses États membres recueille un large soutien : 7,1 en moyenne chez les Luxembourgeois et 6,8 chez les résidents étrangers (échelle de 1 à 10).

L'importance accordée au conflit est également très élevée, avec une moyenne de 6,2 chez les Luxembourgeois et de 6,1 chez les étrangers. Enfin, les deux groupes convergent pleinement sur un point central : les attaques terroristes du 7 octobre, perpétrées par le Hamas contre des civils israéliens, affaiblissent la légitimité de la revendication d'un État palestinien indépendant.

Ces résultats mettent en évidence une convergence de perception rare, qui traverse l'appartenance nationale et reflète l'émergence d'une lecture partagée des grands enjeux internationaux au sein de la société grand-ducale.

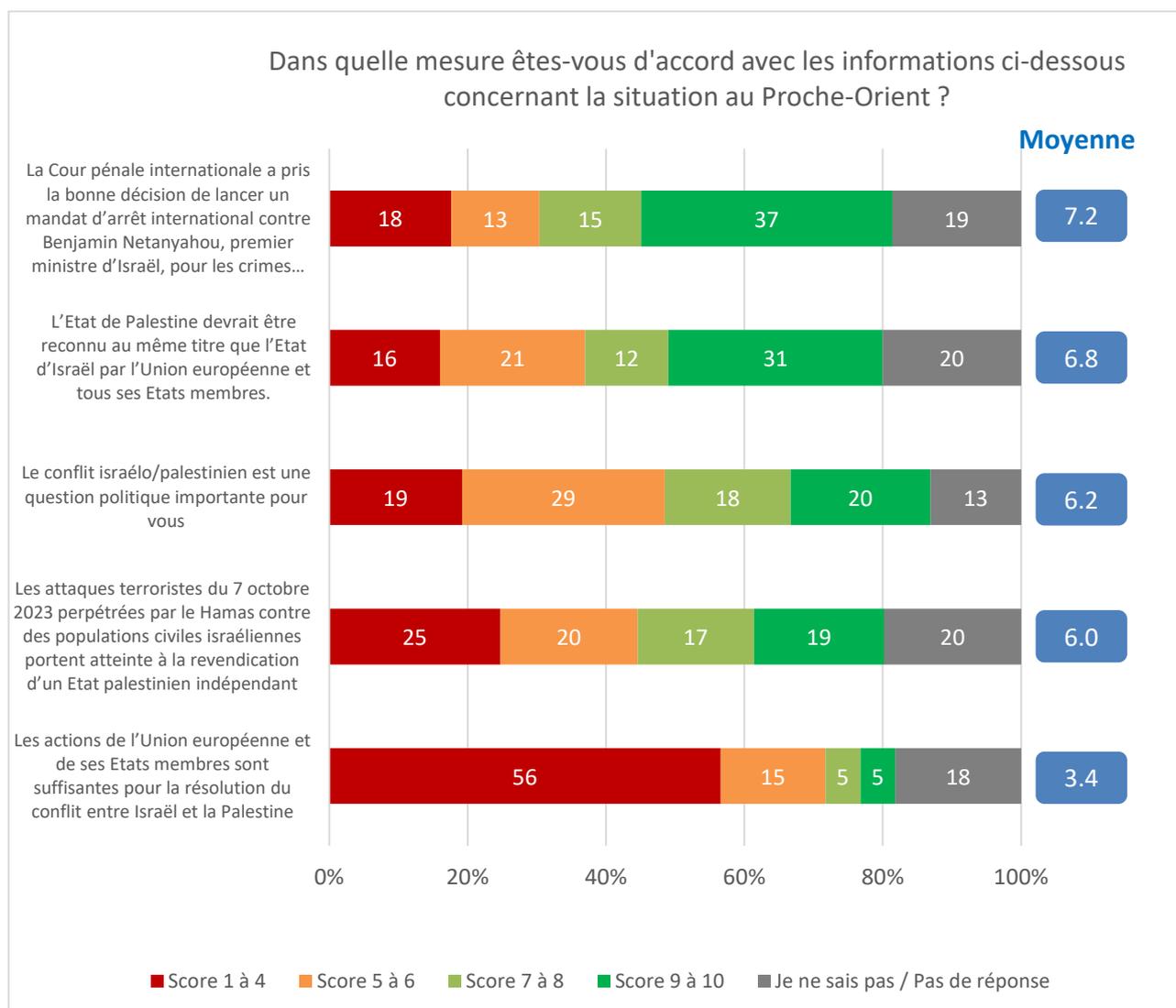


Figure 54 *Appréciation de la situation au Proche-Orient par les résidents étrangers*

Dans ce contexte, il est important de noter que 47 % des citoyens luxembourgeois étaient d'accord pour que le Gouvernement augmente le budget de la défense à 3 % ou même 4 % du revenu national brut dans le cadre de la mise en œuvre d'une politique de défense européenne. Les étrangers sont nettement plus en faveur de cette proposition à hauteur de 54%.

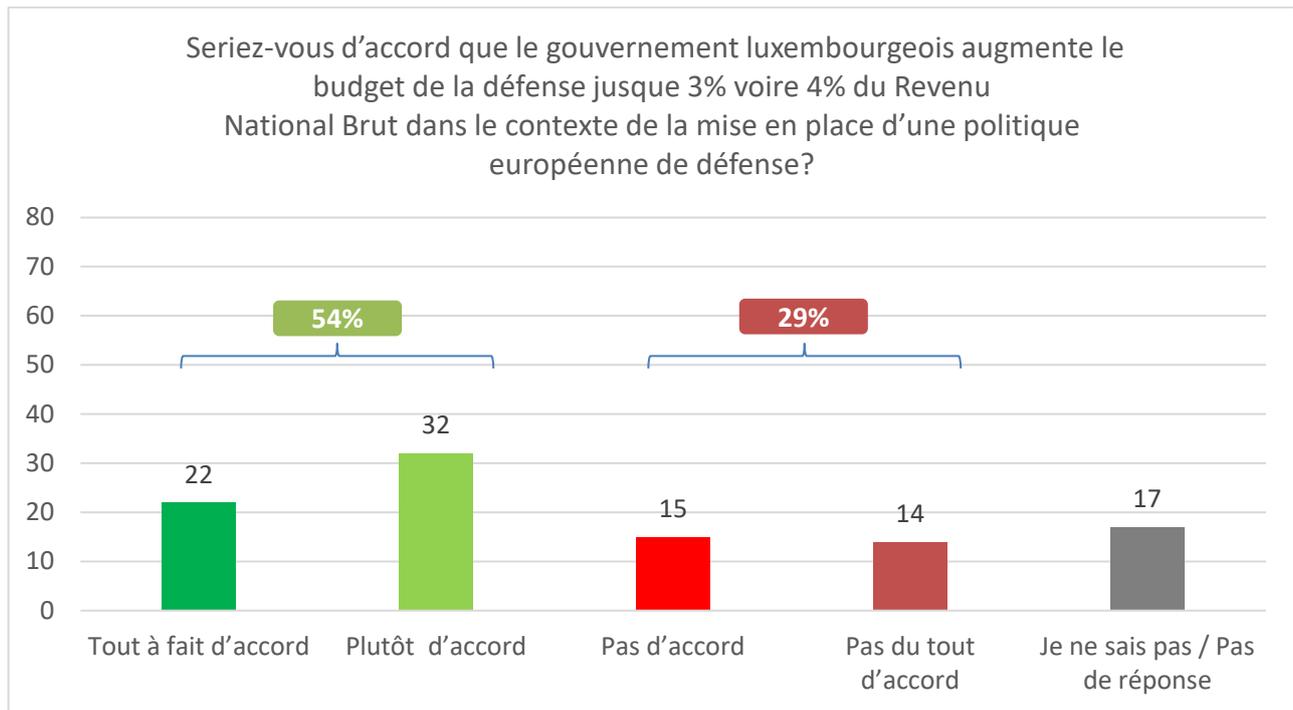


Figure 55 Appréciation de l'augmentation du budget de la défense par le Gouvernement selon les résidents étrangers

Conclusion

Les résidents étrangers au Luxembourg partagent avec les Luxembourgeois les fruits de l'économie d'abondance. Ils estiment que leur bien-être, leur autonomie et leur capacité de contrôle sur leur vie personnelle sont bien garantis et mieux que dans leur pays d'origine. Cette société d'abondance, qu'ils ont recherchée, à laquelle ils contribuent et dont les Luxembourgeois leur reconnaissent volontiers la part, les conduit à développer un attachement au Luxembourg comparable à celui des citoyens luxembourgeois. Une communauté économique de destin existe donc. Cet attachement demeure toutefois fragile, car il repose largement sur l'attractivité et la croissance économique du pays. Bien qu'ils soient plus exposés aux aléas économiques car surreprésentés dans le secteur privé, leur niveau d'optimisme apparaît souvent supérieur à celui des Luxembourgeois dès qu'il est question de projection dans l'avenir et de confiance dans le développement économique du Grand-Duché.

Cette insertion dans une société d'abondance influe sur leurs valeurs. Les résidents étrangers expriment des priorités nettement matérialistes, davantage encore que les Luxembourgeois. Comme le montre les graphiques ci-dessous, quatre objectifs dominent ainsi leurs préoccupations, en cohérence avec la typologie de Ronald Inglehart : assurer la croissance économique, maintenir l'ordre, lutter contre la hausse des prix et réduire les inégalités sociales. Les Luxembourgeois partagent ces priorités, mais selon une hiérarchie légèrement différente. La principale distinction réside dans le fait que les résidents étrangers sont un peu moins sensibles aux valeurs post-matérialistes : la protection de l'environnement et la garantie de la liberté d'expression restent importantes, mais recueillent systématiquement trois à quatre points de moins que chez les Luxembourgeois. Cette orientation s'explique largement par leur trajectoire migratoire : l'amélioration de la qualité de vie et la préparation de l'avenir économique de leurs enfants constituent la motivation première de leur installation et de leurs actions au quotidien.

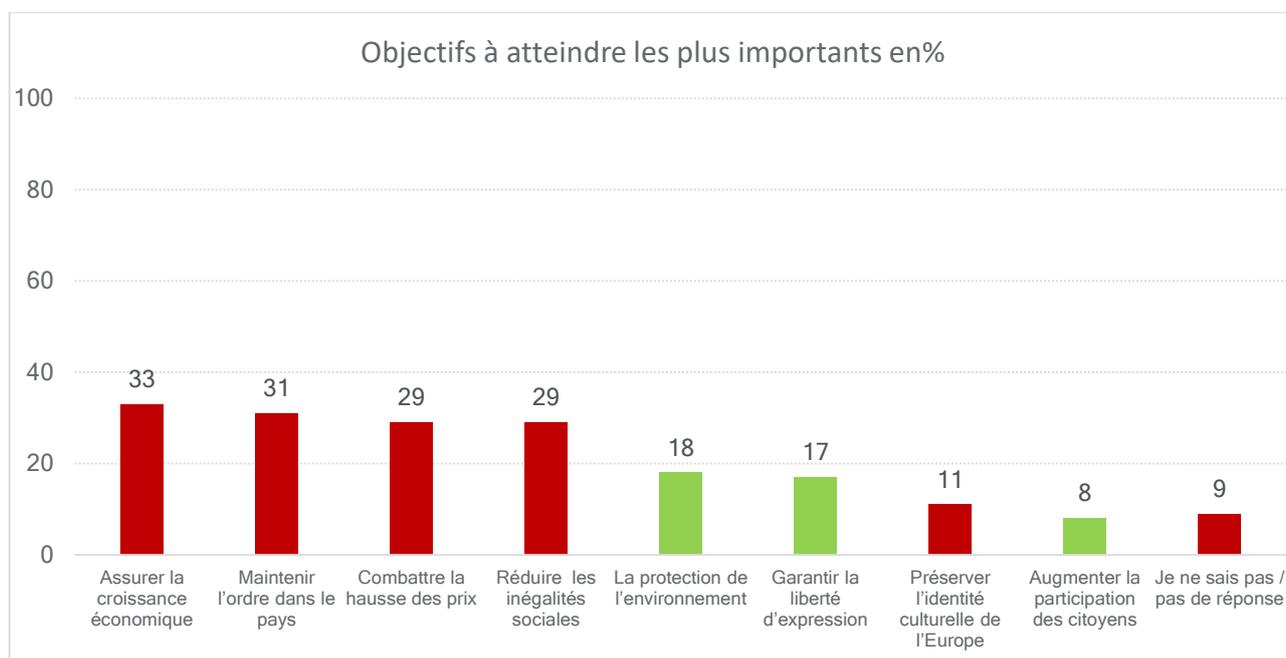


Figure 56 Objectifs à atteindre les plus importants au Luxembourg selon les résidents étrangers

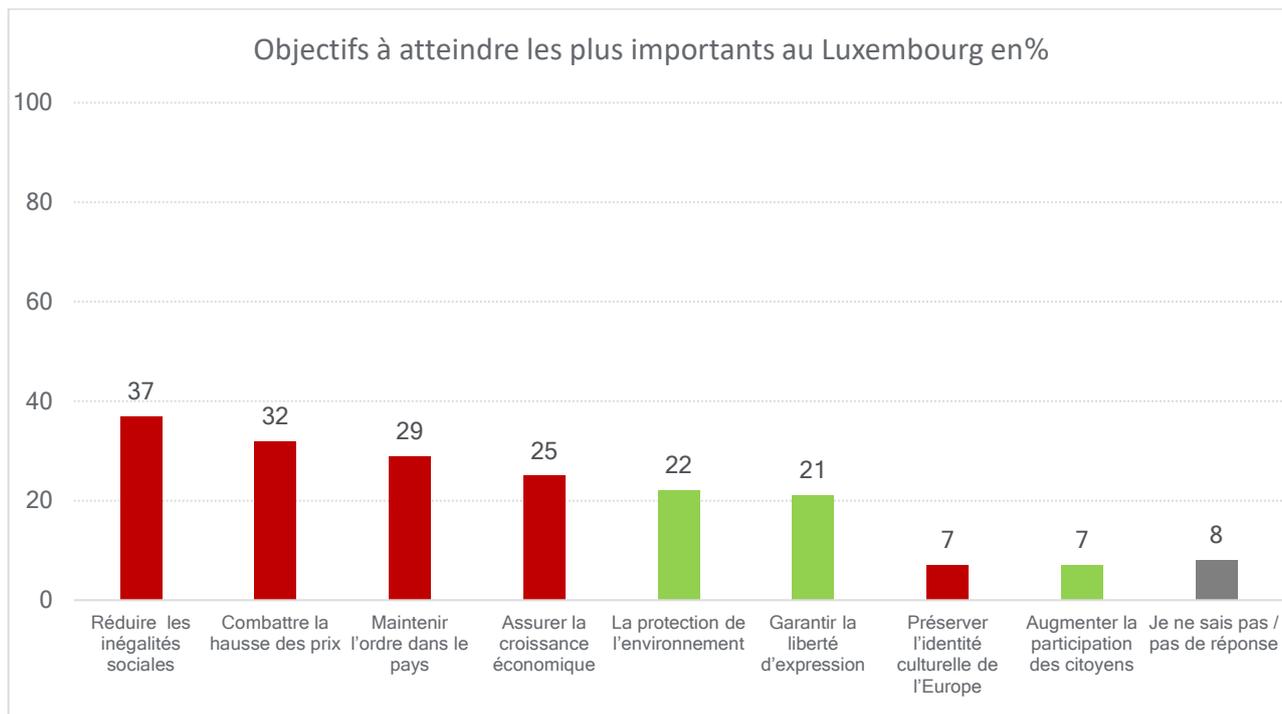


Figure 57 Objectifs à atteindre les plus importants au Luxembourg selon les citoyens luxembourgeois

Le primat accordé à la réussite économique et personnelle par les résidents étrangers n'exclut pas pour autant le développement de solidarités, comme le montre le graphique ci-dessous notamment à l'égard des jeunes : 58 % déclarent se sentir beaucoup ou assez concernés par leur situation. Des proportions similaires apparaissent vis-à-vis des personnes âgées (54 %) ainsi que des malades et des personnes handicapées (53 %). En revanche, la solidarité est nettement plus faible lorsqu'il s'agit des chômeurs (37 %), des immigrés (31 %) ou des réfugiés (30 %). La comparaison avec les Luxembourgeois révèle une hiérarchie différente. Ces derniers manifestaient des solidarités un peu moins affirmées envers les jeunes (49 %) et les personnes âgées (50 %), et encore plus faibles envers les réfugiés (15-16 %), les immigrés (23 %) et/ou les personnes handicapées (28%).

Ce décalage met en lumière un paradoxe : malgré un discours ambiant valorisant la qualité de vie, la sécurité sociale et l'équité, notamment à travers les politiques de réduction des écarts de revenus ou la confiance accordée à la Caisse nationale de santé, institution la plus reconnue tant par les étrangers que par les Luxembourgeois, les deux groupes nationaux sont traversés par de nouvelles formes d'individualisme. Ce mouvement est accentué par le déclin de la reconnaissance de l'importance de la religion dans sa vie et/ou par l'affaiblissement de l'identification à de grands ensembles philosophiques.

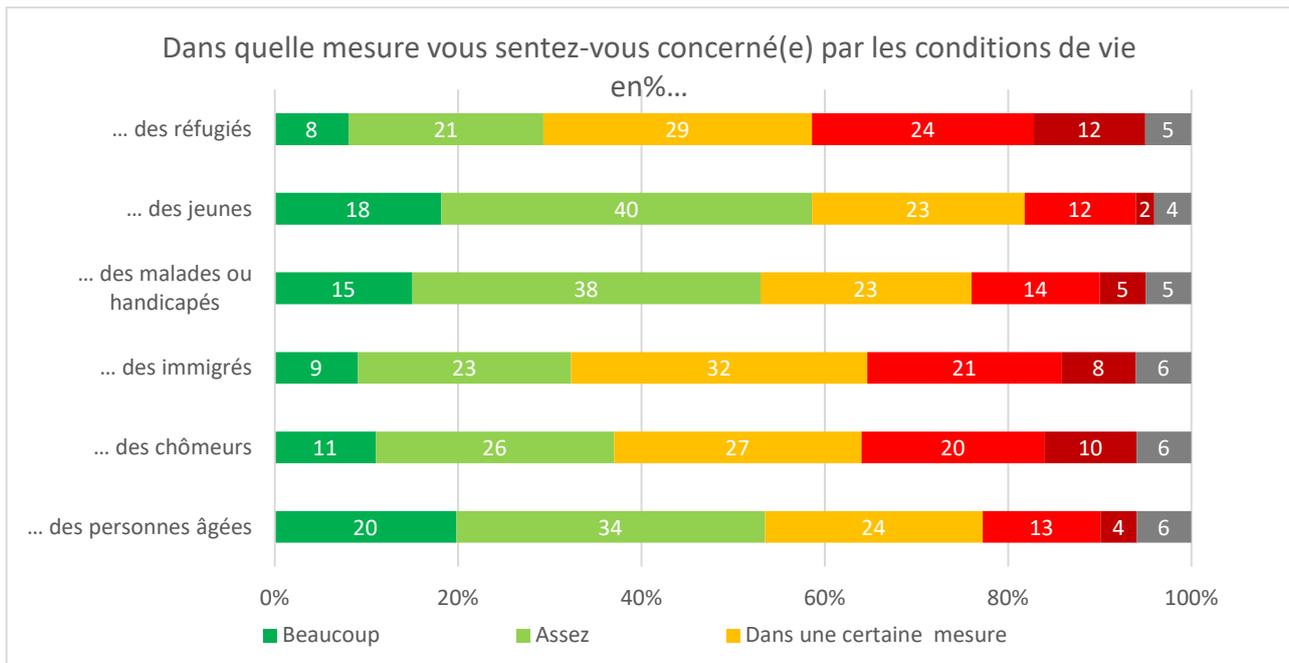


Figure 58 Sentiments vis-à-vis de la cohésion sociale (jeunes, personnes âgées, malades ou handicapés, etc.) selon les résidents étrangers

La volonté de réussir sur le plan économique n'empêche pas les résidents étrangers de partager avec les Luxembourgeois des préoccupations similaires en matière socio-économique. Comme l'avaient déjà montré les éditions 2023 et 2024, le Polindex 2025 confirme que le logement constitue toujours leur souci principal : 70 % le placent en première position, soit un niveau identique à celui des Luxembourgeois.

Ce primat économique se reflète également dans leur rapport institutionnel et politique. Comme les Luxembourgeois, les résidents étrangers considèrent que la démocratie représentative ne peut plus se limiter aux seules élections. Ils souhaitent davantage de consultations, une participation accrue aux réformes, le recours aux référendums et, plus largement, un accès à la décision directe, tant au niveau européen que national, sur les lois essentielles, les révisions constitutionnelles et les traités de l'Union européenne. Bien qu'ils aient pu espérer trouver au Luxembourg une démocratie de proximité, le constat est sans appel. À l'instar des citoyens luxembourgeois, les résidents étrangers perçoivent les responsables politiques comme peu attentifs à leurs préoccupations, déconnectés et éloignés des réalités quotidiennes. Ce jugement est même plus marqué chez eux : ils sont proportionnellement plus nombreux que les Luxembourgeois à considérer qu'aucun parti n'est en mesure de résoudre les problèmes les plus importants du pays. Cette défiance s'inscrit dans une tendance plus large de « démocratie rédemptrice » qui traverse l'ensemble des démocraties européennes et qui se manifeste également au Luxembourg. Elle est sans doute accentuée, chez les résidents étrangers, par le fait qu'ils associent l'amélioration de leurs conditions de vie aux efforts qu'ils ont eux-mêmes fournis. En ce sens, certains estiment ne pas avoir eu besoin du recours direct à la puissance publique pour progresser.

De plus, les résidents étrangers se montrent globalement plus indifférents à la politique, même si cette indifférence varie selon les catégories sociales. Plus le niveau d'instruction et les revenus sont faibles, plus l'appartenance aux classes populaires est affirmée, plus la

distance vis-à-vis de la politique s'accroît. À l'inverse, les étrangers les plus diplômés et les plus aisés souhaitent une intégration citoyenne pleine et entière. Il faut ajouter à ceci un dilemme institutionnel : les résidents étrangers expriment une forte volonté d'intégration politique et de participation au processus décisionnel, mais leur auto-positionnement idéologique – davantage centré sur la droite que celui des Luxembourgeois – les conduit à envisager avec prudence la dissociation entre les droits politiques à exercer pleinement et la non-détention de la citoyenneté luxembourgeoise. Ils préféreraient que la citoyenneté européenne commune aux Luxembourgeois, soit le chemin du plein exercice de tous les droits politiques au Luxembourg.

Les résidents étrangers tout comme Luxembourgeois sont gagnés par une certaine distanciation vis-à-vis de pratiques et formes classiques de la démocratie représentative. Pour autant, malgré une communauté de destin économique largement partagée, un fossé subsiste entre les deux groupes, notamment sur le terrain linguistique. La construction de l'opinion politique illustre bien cette distinction. Les résidents étrangers, comme les Luxembourgeois, s'informent principalement à travers les médias professionnels, journaux, magazines, hebdomadaires, radio et télévision, etc. L'exposition aux médias professionnels des étrangers est même souvent plus large, en raison de leur appartenance à des espaces plurilingues plus nombreux. Cependant, la langue de référence diverge : le français constitue le principal vecteur de socialisation politique pour les résidents étrangers au Grand-duché, tandis que le luxembourgeois en politique demeure central pour les citoyens luxembourgeois.

Il faut aussi souligner un paradoxe de leur rapport au système politique luxembourgeois : une aspiration à l'intégration et à la reconnaissance démocratique, mais conjuguée à une distance critique vis-à-vis des institutions et des partis. Ce paradoxe est accentué par le sentiment d'impuissance des étrangers face au processus décisionnel. Ils restent parfois influencés par les enjeux politiques de leur pays d'origine, sans toutefois y participer pleinement, et ne disposent pas non plus de l'ensemble des droits politiques au Luxembourg, faute de citoyenneté. C'est sans doute là l'un des défis majeurs pour les responsables politiques : recréer du lien entre élus et communautés politiques qui ne saurait se réduire à multiplier les instruments de consultation. La société d'abondance économique doit désormais se transformer en une société de décision politique, fondée sur un apprentissage mutuel, non seulement des langues, mais aussi des langages politiques. Les résidents étrangers appartiennent pleinement à la société grand-ducale, et leurs valeurs convergent de plus en plus avec celles des Luxembourgeois. Mais il reste une marche à franchir. Celle-ci est déjà comblée lorsqu'il s'agit du rapport au monde extérieur : sur la guerre en Ukraine, sur la réélection de Donald Trump ou sur le conflit israélo-palestinien, on observe une convergence presque totale entre résidents étrangers et Luxembourgeois. Valeurs économiques, valeurs politiques, parfois méconnaissance institutionnelle, posture critique vis-à-vis des partis ou tentation de la démocratie rédemptrice : malgré ces tensions, l'adhésion commune à l'obéissance à la loi, au partage des règles, au paiement de l'impôt et à la participation électorale constitue le socle de cette communauté politique de destin, en plus de celle déjà existante dans le domaine économique.

Chaire de recherche en études parlementaires

Depuis 2011, en partenariat avec la [Chambre des Députés du Luxembourg](#), la Chaire contribue à la connaissance, à l'étude et au fonctionnement de la démocratie et du parlementarisme dans les processus décisionnels nationaux, européens et internationaux. La Chaire développe des activités de recherche dans les domaines du droit parlementaire et constitutionnel, des politiques publiques, de la sociologie politique, de la Francophonie parlementaire, des études européennes, de la législation et de la politique comparée et assure des publications académiques ([collection études parlementaires](#), Larcier- Bruylant) et organise deux écoles en études parlementaires par an réunissant académiques et praticiens. Ses projets actuels se concentrent sur :

- I. Les parlements et les innovations démocratiques comparées ;
- II. Les parlements, les politiques publiques et la science
- III. Les parlements et la gouvernance économique au niveau national et européen ;
- IV. L'eupéanisation et l'internationalisation des normes d'organisation démocratique et la diplomatie parlementaire ;
- V. Les études sur les valeurs et les élections en Europe.

Depuis 2020, en partenariat avec l'Université Babeş-Bolyai, l'Université Laval, l'Université Senghor et Sciences Po Rennes, la Chaire a créé le [Master en études parlementaires](#) un programme pluridisciplinaire bilingue (anglais/français) unique de par le monde autour de la Loi et du Politique.

Depuis 2021, en partenariat avec l'[Assemblée parlementaire de la Francophonie](#), qui regroupe plus de 95 assemblées législatives avec le [Parlement européen](#) la Chaire développe des projets de formation et de recherche en ingénierie institutionnelle, éthique et déontologie parlementaire, législation comparée, parlementarismes à multi-niveaux.

Depuis 2024, la Chaire a fondé les *Doctoriales législatives*, un séminaire en ligne bilingue (anglais/français) dans lequel les chercheurs et doctorants en études législatives (administration publique, droit, histoire, philosophie, science politique, etc.) partagent l'état d'avancement de leurs travaux, dans le but de susciter un débat enrichissant et de tirer des enseignements de leurs expériences respectives autour de la démocratie.

Équipe de recherche de l'Observatoire du Politique (POLINDEX)

- Prof. Dr Philippe POIRIER Titulaire de la Chaire, responsable de l'étude - UNI.LU
- Dr Nadim FARHAT Chercheur en science politique - UNI.LU
- Dr Agnes DARABOS Chercheuse postdoctorale en science politique - UNI.LU
- Antonella DI PASQUALE Chargé d'études Senior/ Responsable de MyPanel - ILRES
- Claire POUMARAT Doctorante en science politique, boursière du Parlement - UNI.LU

Chaire de recherche en études parlementaires- Université du Luxembourg

Courriel/ Chaire : demos@uni.lu

Courriel/ Master : mep@uni.lu

Courriel/ Polindex : polindex@uni.lu

